BAD : qui va succéder à Adesina Akinwumi ?

NOTRE AFRIK

www.notreafrik.com

TRIMESTRIEL PANAFRICAIN D'INFORMATION - 13e ANNÉE - N°97 - JUILLET-AOÛT-SEPTEMBRE 2024

SÉNÉGAL
Diomaye Faye
à l'épreuve du pouvoir

BELGIQUE
Ces figures politiques
de la diaspora africaine

REBRANDING AFRICA FORUM
Dix ans au chevet d'une
Afrique décomplexée



Félix Tshisekedi

“La souveraineté de la RDC est non négociable”

Interview exclusive du Chef de l'État Congolais.

EXEMPLAIRE OFFERT - NOT FOR SALE

REBRANDING AFRICA FORUM

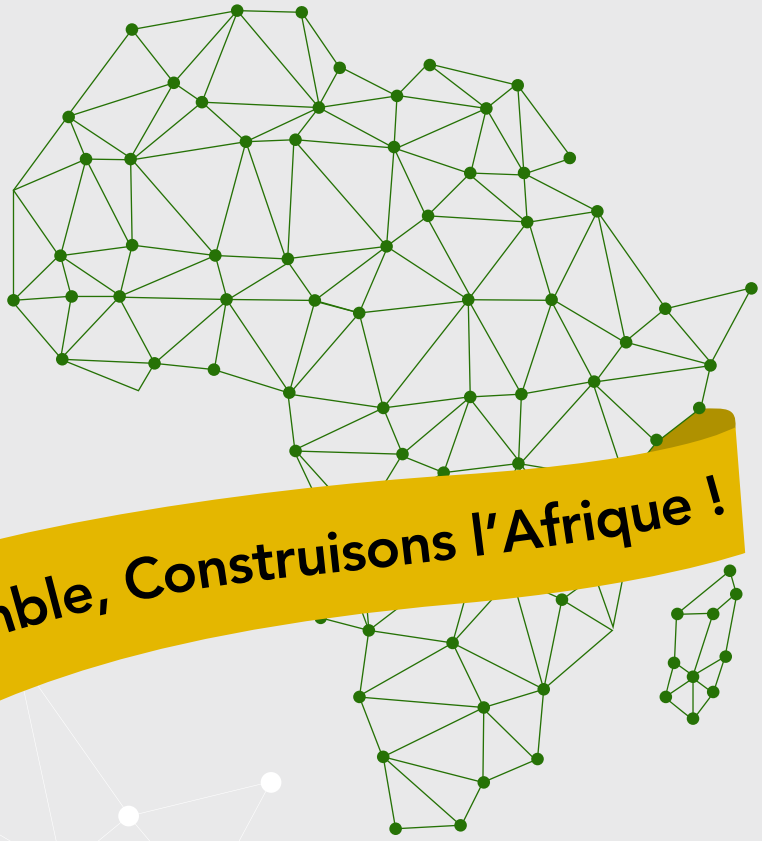
Make Africa Great

10

#RAF2024

17-18-19 OCT 2024

BRUXELLES



Ensemble, Construisons l'Afrique !



Inscription :

www.rebranding-africa.com/inscription/

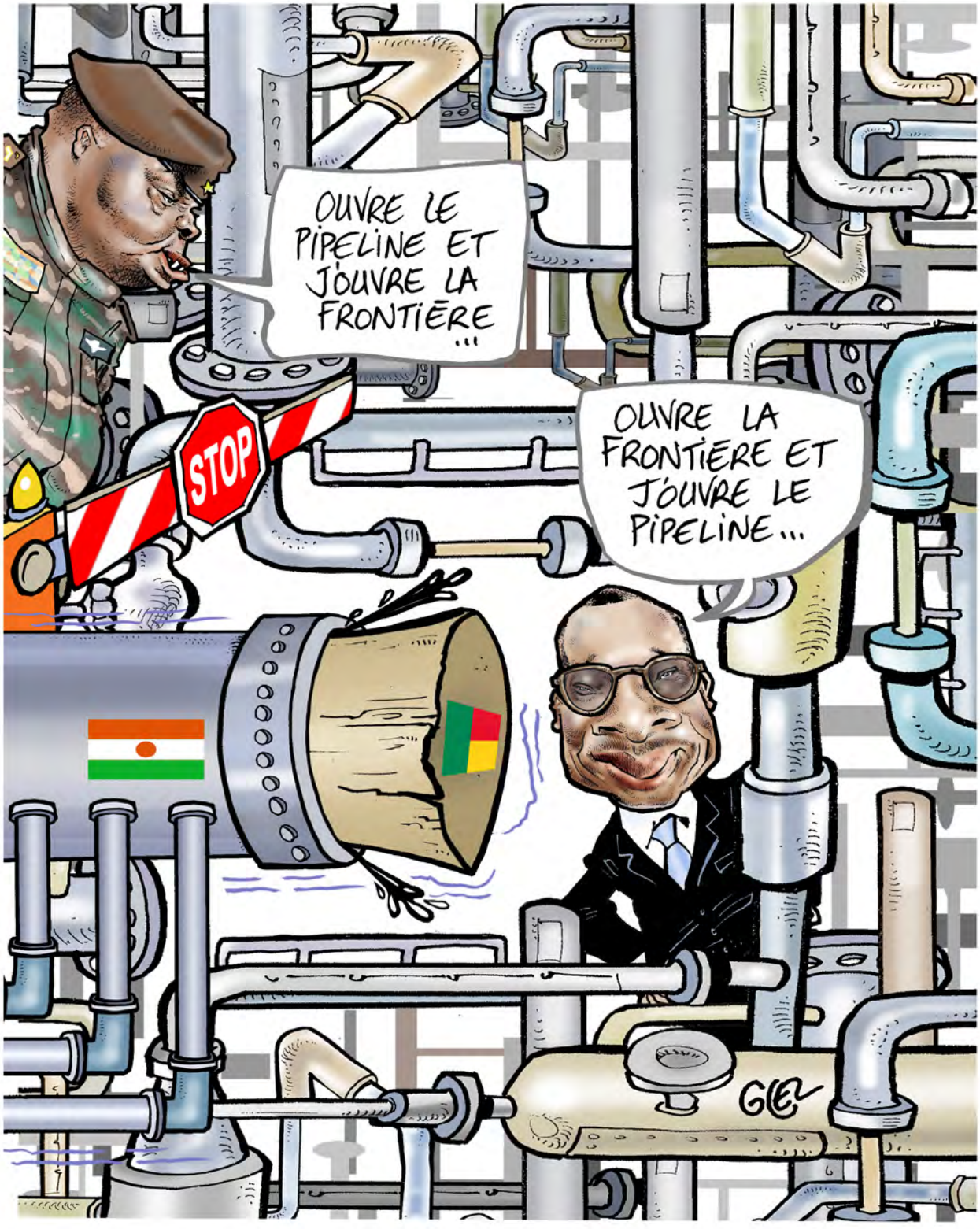
Contactez-nous : contact@rebrandingafrica.com

Suivez-nous :

Rebranding Africa Forum | @RebrandingAF | Rebranding Africa Forum | Rebranding Africa | @rebrandingafrica

AES - CEDEAO

Dialogue de sourds nigéro-béninois



Sommaire

À LA UNE



6 Belgique
La diaspora africaine s'affirme en politique

LA GRANDE INTERVIEW



16 **S.E.M. Félix Tshisekedi,** Président de la RD CONGO
" La souveraineté de la RDC est non négociable "

CHRONIQUES

5 Éditorial
Quel avenir pour l'Alliance des États du Sahel ?

48 Lucarne
Gabon : en attendant une nouvelle constitution démocratique...

70 La chronique de Yahia Belaskri
Les parcours migratoires et les idées reçues

SPÉCIAL



50 **Rebranding Africa Forum : une décennie de transformation pour l'Afrique**

ICI & AILLEURS

28 Une femme, un parcours
Hemley Boum
Au service de la vérité et de la mémoire...

ACTUALITÉS

30 Sénégal
Diomaye Faye à l'épreuve du pouvoir

32 RD Congo
Suminwa Tuluka en mission...

34 Bénin-Niger
Une tension nocive

36 Afrique du Sud
Une nouvelle ère...

38 CEEAC-CEMAC
Petits pas vers la fusion

42 Tchad
Et maintenant l'ordre constitutionnel

44 Gabon
La classe politique se rebiffe contre les militaires

46 Cameroun
L'alternance en salle d'attente

ECONOMIE/BANQUES

58 AFREXIMBANK
Expansion historique de capital

60 Cameroun
Les ressorts de l'autosuffisance alimentaire

62 Portrait
Albert Zeufack : Africaniste en chef !

GRAND ANGLE

64 BAD
Qui va succéder à Adesina Akinwumi ?

66 **Le bal des ambitieux**

EPOQUE SPORTS

70 Jeux Paralympiques 2024
L'Afrique en toute discrétion

NOTRE AFRIK

Siège social
11 Rue des Colonies , 1000 Bruxelles
Téléphone : +322 5176142
Email: ecrire@notreafrik.com
Site web: www.notreafrik.com

Président du Conseil éditorial Fondateur
Thierry Hot

Directeur de publication
Emmanuel Babissagana
emmanuel.babissagana@notreafrik.com

Rédacteur en chef
Simon Pierre Etoundi
simonpierre.etoundi@notreafrik.com

Directrice des opérations
Paule Renée Etogo
paule.etogo@notreafrik.com

Chroniqueurs
Damien Glez
Yahia Belaskri
Serge Mathias Tomondji

Collaborateurs
Quentin Noirfalisse
Annick Lebrun
Gustave Emmanuel Samnick
Patrick Ndungidi
Georges Auréole Bamba

Correspondants
Mohamed Arezki Himeur (Algérie)
Désiré Théophane Sawadogo (Burkina Faso)
Joseph Mangoua, Yacouba Sangaré (Côte d'Ivoire)
Florence Pinay (Tunisie)

Création graphique
Alban Abiaga

Ventes & Abonnements
Service Abonnement
11 Rue des Colonies , 1000 Bruxelles
Téléphone : +322 5176142

Diffusion
AMP, VIP Diffusions Presse

Impression
DRIFOSETT
Avenue du Four à Briques 5
1140 Evere (Belgique)

ISSN : 2033-3730
Enregistré à la Bibliothèque Royale de Belgique



Par Emmanuel Babissagana

Quel avenir pour l'Alliance des États du Sahel ?

Les attaques terroristes de Mansila au Burkina Faso le 11 juin dernier et les évènements qui les ont suivies ont certes relancé les spéculations quant à l'avenir du régime burkinabè et du capitaine Traoré qui le dirige ; mais plus profondément, c'est l'avenir de l'Alliance des États du Sahel (AES), portée sur les fonts baptismaux le 16 septembre 2023 par le Mali, le Niger et le Burkina Faso, qui est plus que jamais questionné.

En guise de réponse, lors de sa récente visite au Burkina Faso, le 25 juin 2024, le président malien, le colonel Assimi Goïta, est revenu sur la question sécuritaire pour saluer les partenariats « sincères » de l'AES avec notamment la Turquie, la Russie et la Chine. Des partenariats qui, selon lui, « ont permis aux trois pays de bien s'équiper et de mener avec efficacité les opérations contre les groupes armés terroristes ». La tonalité du discours est la même dans les trois pays de l'AES confrontés au terrorisme qui est, toujours selon les termes du colonel, « manipulé et financé par certaines puissances étrangères ». Ce que l'AES dénonce en réalité, c'est la montée dans le sahel de cette « diplomatie de l'insécurité » ou plus exactement de l'insécurisation de territoires dotés de ressources naturelles, à des fins d'implantation de bases militaires stratégiques et de contrôle direct ou indirect de leur exploitation. C'est à ce sinistre agenda qu'elle entend officiellement répondre, comme le rappelle la Déclaration de ce 6 juillet 2024 à Niamey, à travers laquelle les États de l'AES actent la naissance de la Confédération qui les réunit ainsi que leur retrait irrévocable de la CEDEAO.

Force est ici de constater que la persistance de groupes armés terroristes dans le sahel, malgré des décennies de partenariats sécuritaires tous azimuts, demeure pour le moins étrange. Elle alimente des questions récurrentes dont l'apparente naïveté, loin d'en atténuer la pertinence, la conforte chaque jour davantage, à la lumière du bon sens et des évidences qu'elles recouvrent ou révèlent, en creux. En effet, comment dans ce vaste désert, sans aéroport ni aérogare, peut-on se procurer autant d'armes, des milliers de motos et de voitures 4X4 neuves, pour circuler et mener des attaques en toute discrétion, des milliers de téléphones portables indétectables pour communiquer, sans être repéré par les drones et autres satellites dans la région, sans que l'on puisse retracer où ils sont achetés, les moyens de leur acheminement, le lieu de leur débarquement, etc. ? D'où viennent les millions de litres de carburant nécessaires pour alimenter ces engins dans le désert, et les pièces de rechange pour les réparer ? Enfin d'où viennent les fonds qui alimentent ces groupes ? On pourrait rallonger à souhait cette litanie de questions que se posent de nombreux Africains et autres journalistes qui s'intéressent de près à cette tragédie.

Force est ici de constater que la persistance de groupes armés terroristes dans le sahel, malgré des décennies de partenariats sécuritaires tous azimuts, demeure pour le moins étrange. Elle alimente des questions récurrentes dont l'apparente naïveté, loin d'en atténuer la pertinence, la conforte chaque jour davantage, à la lumière du bon sens et des évidences qu'elles recouvrent ou révèlent, en creux.

Le but n'est cependant pas d'ériger ici un mur des lamentations sur le terrorisme au sahel, mais d'en indiquer les ramifications, les raisons et les effets actuels et potentiels sur l'avenir de l'AES. Un avenir qui ne se joue pas que sur le plan sécuritaire, mais autant sur bien d'autres plans, juridique, sociopolitique, économique et diplomatique, notamment. Au plan juridique, la question de l'État de droit demeure cruciale, ce d'autant que le statut de « gouvernements de transition » fait peser une hypothèque sur la légalité et donc la pérennité de certains actes posés par les juntes. Il en est de même au plan sociopolitique, où le respect des droits et libertés fondamentales ne peut indéfiniment faire l'objet d'entorses et de restrictions, sous peine de les voir perdre l'assentiment populaire. La viabilité économique est tout aussi essentielle pour ces États enclavés, qui ont besoin d'une intense diplomatie économique pour s'assurer des débouchées et garantir leurs approvisionnements, et politique pour établir des relations pacifiques avec leurs voisins.

L'avenir de l'AES est par conséquent suspendu à la capacité des juntes qui les dirigent à relever ces défis et à s'entendre durablement. Historiquement, les grandes hérésies ont eu deux destins principaux. Soit elles ont « réussi » et abouti à des schismes, sans toutefois éviter l'émergence subséquente d'autres petites hérésies internes comme on le voit avec le protestantisme. Soit elles ont été vaincues, mais ont forcé la religion dominante à se réformer et à se renouveler profondément, en vue de remédier aux maux qui les avaient provoquées et d'envisager ainsi un avenir pacifié et prospère. L'avenir de l'AES se situe très probablement entre ces deux voies. Tout dépendra aussi de l'attitude de ses voisins de la CEDEAO qu'elle a choisi de quitter, selon qu'ils se comporteront comme des malandros s'évertuant à la déstabiliser au prétexte qu'elle est une menace existentielle, ou qu'ils prendront a contrario acte de ses aspirations différentes et travailleront à créer ensemble les conditions ou le cadre d'un œcuménisme politique adossé sur des aspirations émancipatrices communes. De leur choix, dépendra donc in fine la capacité de la flamme révolutionnaire de l'AES à illuminer ou, au contraire, à embraser davantage l'avenir de l'Afrique (de l'Ouest).▪



Belgique

La diaspora africaine s'affirme en politique

Lors des dernières élections législatives locales, fédérales et européennes du 9 juin 2024, plusieurs représentants d'origine africaine ont été élus. Cette montée en puissance reflète une dynamique de longue haleine où les fils et filles du continent africain s'affirment progressivement dans un pays aux réalités socioculturelles complexes.

Par Georges Auréole BAMBA

La Belgique, avec sa riche histoire d'immigration, accueille une importante diaspora africaine, principalement originaire des anciennes colonies comme le Congo, le Rwanda et le Burundi. Par ailleurs, le Maroc a également contribué de manière significative à cette immigration. Cette communauté, diversifiée et bien implantée, participe activement au tissu socio-économique belge. Des générations de Belgo-africains ont ainsi grandi dans ce pays, y intégrant leurs cultures et valeurs tout en enrichissant la société belge de leurs expériences uniques.

Longtemps marginalisée, la diaspora africaine s'est progressivement frayée un chemin dans le champ politique. Au cours des deux dernières décennies, plusieurs Belges d'origine africaine ont été élus au niveau local et même national. Cette tendance a été confirmée lors des élections législatives de juin 2024, qui ont vu l'élection de plusieurs candidats d'origine africaine, signe d'une évolution positive vers une meilleure représentation et une inclusion plus large. Parmi ces figures de proue, on peut citer Assita Kanko, d'origine burkinabè, et Pierre Kompany, d'origine congolaise, qui ont su se faire une place dans le paysage politique belge. Ces élus représentent une diversité croissante et témoignent d'un engagement fort envers leurs communautés. Dans ce nouveau personnel politique, il y a plusieurs profils et origines. Certains sont nés en Belgique de parents africains, tandis que d'autres ont immigré dans le pays à un âge plus avancé. Mais leur parcours individuel et leur expérience personnelle enrichissent la diversité des voix au sein du Parlement belge.

Pierre Kompany en est un exemple inspirant. D'origine congolaise, il est devenu en 2018 le premier bourgmestre noir de Belgique, à Ganshoren. Son parcours, de réfugié politique à leader local respecté, illustre parfaitement le potentiel et la résilience de la diaspora africaine. Kompany,



père du célèbre ex-footballeur et futur entraîneur du club allemand Bayern de Munich, Vincent Kompany, vient d'être élu à la Chambre des représentants et va siéger au Parlement fédéral belge.

En tout, neuf Africains d'origine siègent dans la nouvelle Assemblée fédérale belge. Outre Pierre Kompany (Les Engagés), Youssef Handichi (Mouvement réformateur), Ridouane Chahid, Lydia Mutyebele (Parti socialiste), Nabil Boukili (Parti du travail de Belgique - PTB-PVDA), Rajae Maouane (Ecolo), Fatima Lamarti (Vooruit), Nawal Farih et Sammy Mahdi (Parti chrétien-démocrate flamand - CD&V) ont également été élus le 9 juin. Par ailleurs, 21 Africains ont été élus au Parlement de la région de Bruxelles-capitale, quatre au Parlement de la région wallonne, et un, Assita Kanko (Nieuw-Vlaamse Alliantie - NVA), au Parlement européen.

Les défis de l'intégration

Cette émergence politique ne s'est pas faite sans obstacles. La route vers la reconnaissance et la représentativité a été parsemée de défis, notamment en matière de racisme et de discrimination. La Belgique, comme beaucoup de pays européens, a dû faire face à ses propres enjeux de diversité et d'inclusion. Les nouveaux élus africains ont souvent dû surmonter des préjugés et des stéréotypes profondément enracinés pour se faire une place dans le paysage politique. Mais aujourd'hui, presque tous les partis, à l'exception de l'extrême droite, font une place aux candidats issus des diasporas africaines.



©DR

L'implication croissante de la diaspora africaine en politique ne se limite pas à des questions identitaires ou communautaires. Du reste en Belgique, le vote communautaire demeure une notion polémique. La droite agite le chiffon rouge d'un « vote musulman » tandis que la gauche met en avant la représentativité et la diversité. Toujours est-il que les nouveaux leaders apportent des perspectives précieuses sur des enjeux globaux tels que les migrations, les relations internationales et le développement durable. Leur double appartenance culturelle leur permet de jouer un rôle de pont entre la Belgique et le continent africain, favorisant une meilleure compréhension mutuelle et des collaborations fructueuses.

La route vers la reconnaissance et la représentativité a été parsemée de défis, notamment en matière de racisme et de discrimination. La Belgique, comme beaucoup de pays européens, a dû faire face à ses propres enjeux de diversité et d'inclusion. Les nouveaux élus africains ont souvent dû sur monter des préjugés et des stéréotypes profondément enracinés pour se faire une place dans le paysage politique.

Vers une représentation équitable

L'élection de ces représentants afro-belges est une avancée significative vers une représentation plus équitable de la diversité de la société belge. Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour atteindre une véritable égalité. La participation active de la diaspora africaine dans les processus politiques et décisionnels est essentielle pour assurer que leurs voix soient entendues et que leurs préoccupations soient prises en compte. Les nouveaux élus, par leur engagement et leur résilience, ouvrent la voie à une future génération de leaders plus inclusifs et représentatifs. La route est encore longue, mais les récentes avancées montrent que le changement est non seulement possible, mais bien en marche.▪

Quelques visages des élus de la diaspora

Parlement de la région de Bruxelles-Capitale

Bertin Mampaka



Actuellement membre du Mouvement réformateur (MR), cet homme politique de tendance libérale est né le 6 avril 1957 à Kinshasa, au Congo. Il a passé une grande partie de sa carrière politique au Centre démocrate humaniste (CDH). Son implication politique découle en grande partie de l'influence de son père, lui-même politicien et président de la jeunesse lumumbiste à Léopoldville (Kinshasa) à l'époque de Patrice Lumumba.

Arrivé en Belgique pour ses études universitaires en 1979, il a rejoint la jeunesse du MPR (Mouvement Populaire de la Révolution), parti unique à l'époque. Son engagement politique en Belgique l'a conduit à rejoindre le PSC en 1993. Ce militant engagé du MR ne fait pas que de la politique, il a également enseigné l'économie à la Haute École de la Communauté Française du Hainaut. Fortement engagé pour l'égalité des chances, la reconnaissance du travail et la promotion de la méritocratie, il aspire à construire une Belgique inclusive où le vivre-ensemble est une réalité tangible, notamment à Bruxelles.■

Gladys Kazadi



C'est une figure incontournable de la Région de Bruxelles-Capitale. Originaire du Congo, Gladys Kazadi a su transformer ses origines et son parcours en une force motrice pour son engagement politique. Diplômée en sciences politiques et relations internationales, elle s'est d'abord distinguée comme collaboratrice ministérielle avant de se lancer dans l'arène politique.

En 2018, elle est élue conseillère communale à Berchem-Sainte-Agathe, puis députée au Parlement bruxellois en 2019. Son ascension rapide témoigne de son charisme et de sa capacité à incarner une nouvelle génération de leaders. Kazadi est également échevine dans sa commune, où elle œuvre pour l'inclusion sociale et l'égalité des chances. Vice-présidente du Mouvement les Engagés, elle défend une vision d'une société plus juste et équitable, où chacun trouve sa place. Son parcours inspire de nombreux jeunes et femmes, prouvant que la diversité et la détermination peuvent transformer le paysage politique. Gladys Kazadi continue de se battre pour une politique inclusive, représentant une voix forte et engagée pour les Bruxellois de toutes origines.■

Elhadji Moussa



Il incarne un engagement profond pour les valeurs humanistes et la justice sociale au sein du Parlement bruxellois. D'origine guinéenne, il a débuté sa carrière politique en Guinée avant de s'établir en Belgique, où il a trouvé dans le CDH un parti correspondant à ses convictions. Diplômé en gestion d'entreprise et en comptabilité, avec une expertise en gestion des finances publiques, il a enrichi son parcours professionnel dans le secteur privé belge avant de rejoindre le service public.
En tant que professeur de sciences économiques et gestionnaire comptable-économe dans l'enseignement secondaire, il a démontré son dévouement à l'éducation et à la gestion transparente des fonds publics. Pour la ville de Bruxelles, il joue un rôle crucial dans la gestion budgétaire et les relations avec les pouvoirs subsidiants, illustrant sa volonté de servir efficacement la collectivité. Son passage au Parlement bruxellois depuis 2014, reflète son désir de contribuer activement au vivre mieux et au vivre ensemble dans la capitale européenne.■

Kalvin Soiresse Njall



C'est une figure influente de la politique belge, en particulier à Bruxelles. D'origine camerounaise et togolaise, il a consolidé sa carrière politique en tant que député responsable des questions de santé et de lutte contre les discriminations au Parlement bruxellois, tout en assumant la présidence du Parlement francophone bruxellois depuis septembre 2023. Avant cela, il a été député en charge de l'enseignement et des questions d'égalité des chances à la Fédération Wallonie-Bruxelles.
Au-delà de la politique, Kalvin Soiresse reste profondément impliqué dans le domaine associatif, concentré sur les relations Nord-Sud, la mémoire collective coloniale, et la lutte contre les discriminations. En tant que professeur de sciences sociales, il partage son expertise au sein de l'enseignement secondaire à Rixensart et Nivelles, contribuant ainsi à l'éducation des jeunes générations.
Son parcours reflète un engagement constant pour la justice sociale et l'égalité des chances, illustré notamment par son rôle à la tête de l'ASBL Goto Togo, où il soutient la réinsertion des jeunes filles en difficulté. Kalvin Soiresse Njall demeure une voix essentielle dans les débats démocratiques à Bruxelles, où il œuvre à sensibiliser et mobiliser les jeunes dans le processus démocratique, consolidant ainsi son impact sur la société belge contemporaine.■

Emile Luhahi



C'est un Bruxellois dévoué, ayant passé les quinze dernières années à œuvrer pour la jeunesse de Bruxelles, tant sur le plan professionnel que bénévole. Originaire du Congo, il s'est investi dans une multitude de projets et organisations humanitaires, ainsi que dans des maisons de jeunesse, avec une constante promotion de l'intégration et de la compréhension mutuelle. Membre du parti Groen, il a été coordinateur pédagogique pour l'organisation Toekomstatelier de l'avenir à Molenbeek pendant trois ans et est actuellement coordinateur jeunesse à l'ASBL.
Son engagement couvre les domaines de l'éducation, du sport, de la culture, et de la créativité, aidant les jeunes à réaliser leur potentiel. En tant que député bruxellois, il aspire à bâtir une ville durable fondée sur la justice sociale et l'inclusion, où chacun peut se sentir en sécurité dans l'espace public. Pour Emile, le changement positif est essentiel, et il travaille sans relâche pour créer un environnement urbain où la jeunesse peut s'épanouir pleinement.■

Quelques visages des élus de la diaspora

Parlement fédéral

Lydia Mutyebele



Arrivée en Belgique à l'âge de 6 ans, Lydia Mutyebele a su saisir les opportunités offertes par ce pays pour s'impliquer dans la vie politique et défendre les valeurs qui lui sont chères. Son engagement précoce dans le domaine politique dès 2006 lui a permis d'acquérir une expérience solide et de se faire connaître en tant que voix porteuse de justice sociale et d'égalité.

Membre du Parti Socialiste, Lydia a su gagner la confiance des électeurs et a été élue conseillère communale en 2018. Son travail acharné et son dévouement envers sa communauté lui ont valu la reconnaissance de ses pairs, qui ont vu en elle une candidate idéale pour représenter les intérêts de ses concitoyens au Parlement fédéral.

En tant que députée, Lydia met tout en œuvre pour défendre les droits des citoyens, en particulier ceux qui sont les plus vulnérables. Elle porte une attention particulière aux questions de logement, de justice sociale et d'égalité des chances. Son expertise juridique et son expérience dans les cabinets politiques lui permettent de proposer des solutions concrètes et de faire avancer les débats au sein de l'assemblée parlementaire. Elle incarne une nouvelle génération de politiciens engagés, qui mettent en avant les valeurs d'équité, de diversité et d'inclusion. Son élection au Parlement fédéral belge est une véritable inspiration pour les jeunes qui aspirent à s'impliquer dans la vie politique et à faire entendre leur voix pour un avenir meilleur.▪

Pierre Kompany



Premier bourgmestre noir de Belgique, Pierre Kompany, est un homme dont le parcours politique et la persévérance ont marqué l'histoire. Fuyant le régime de Mobutu, il a trouvé refuge en Belgique en 1975, où il a réussi à faire une carrière politique remarquable.

Membre éminent du Centre démocrate humaniste (CDH), Kompany a été élu député au Parlement de Bruxelles à deux reprises, en 2014 et 2020. Sa voix puissante et sa vision progressiste ont fait de lui un leader respecté et admiré. Kompany est également reconnu pour son engagement dans le domaine de l'éducation. En tant qu'Honorable Docteur Honoris Causa de la Vrije Universiteit Brussels et du Parlement Bruxellois, il utilise sa voix pour promouvoir l'accès à l'éducation et l'égalité des chances pour tous.

Son parcours est une source d'inspiration pour tous ceux qui se battent contre l'adversité et rêvent de créer un monde meilleur. Pierre Kompany incarne la résilience, la persévérance et le courage. Son impact sur la société belge dépasse largement la sphère politique. Il est notamment le père de l'ancien footballeur international belge, Vincent Kompany. Lors des élections législatives du 9 juin 2024, il a été élu à la Chambre des représentants et va siéger au Parlement fédéral belge.▪

FAGACE

FONDS AFRICAIN DE GARANTIE ET DE COOPERATION ECONOMIQUE

UNE INSTITUTION FINANCIÈRE INTERNATIONALE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

Bénin Burkina Faso Cameroun Centrafrique Congo Côte d'Ivoire Guinée Bissau Mali Mauritanie Niger Rwanda Sénégal Tchad Togo

THE NEW MOMENTUM

Un levier de financement du développement au service de l'Afrique



www.fagace.org

Parlement de la région wallonne

Germain Mugemangango



Ce membre du Parti du Travail de Belgique (PTB), est un acteur clé de la politique wallonne. Diplômé en sciences politiques et en relations internationales, ce Rwandais a débuté son engagement politique dans les années 1990 avec le mouvement Comac. En 2000, à seulement 24 ans, il devient président du PTB hennuyer, s'installant ainsi à Charleroi.

Malgré une défaite de justesse aux élections régionales de 2014, il persévère et obtient en 2017 le poste de porte-parole francophone du PTB. Élu conseiller communal en 2018, il devient député wallon en 2019 pour Charleroi-Thuin et chef de groupe PTB au Parlement wallon, poste qu'il occupe encore en 2024. Son parcours est marqué par un engagement constant pour la justice et la défense des droits démocratiques.■

Parlement européen

Assita Kanko



Originaire du Burkina Faso, c'est une figure influente du Parlement européen. Née en 1980 à Godyr, elle déménage en Belgique en 2001, où elle impose rapidement sa marque dans le paysage politique et social. Militante engagée pour les droits des femmes et la lutte contre les mutilations génitales féminines, elle transforme son expérience personnelle en une force motrice pour le changement.

Diplômée en journalisme et en relations internationales, Kanko utilise sa plume pour sensibiliser le public aux injustices sociales et aux droits humains. En 2014, elle est élue conseillère communale à Ixelles, une commune bruxelloise, sous l'étiquette du Mouvement Réformateur (MR). En 2019, Assita Kanko est élue députée européenne sous les couleurs de la N-VA (Nieuw-Vlaamse Alliantie.

Assita Kanko est également une auteure accomplie. Son livre, "Parce que tu es une fille : histoire de mutilations sexuelles et combat pour l'égalité", publié en 2014, a reçu des critiques élogieuses pour son approche franche et émotive du sujet des mutilations génitales féminines. Elle utilise sa voix et son expérience pour sensibiliser et éduquer le public sur cette pratique mutilante et milite activement pour son éradication. Assita Kanko est une voix puissante et respectée au Parlement européen, où elle continue de défendre les valeurs de liberté, de justice et d'égalité.■

Les élus de la diaspora de juin 2024

Chambre des représentants - Parlement fédéral

Mouvement réformateur (MR)
Youssef Handichi (Maroc)

Parti socialiste (PS)
Ridouane Chahid (Maroc)
Lydia Mutyebele (RD Congo)

Parti du travail de Belgique (PTB-PVDA)
Nabil Boukili (Maroc)

Engagés
Pierre Kompany (RD Congo)

Ecolo
Rajae Maouane (Maroc)

Vooruit
Fatima Lamarti (Maroc)

CD&V (Parti chrétien-démocrate flamand)
Nawal Farih (Maroc)
Sammy Mahdi (Maroc)

Parlement de la région de Bruxelles-Capitale

MR
Loubna Azghoud (Maroc)
Amin El Boujdaini (Maroc)
Hadja Lahbib (Maroc)
Bertin Mampaka (RD Congo)

PS
Nawal Ben Hamou (Maroc-Turquie))
Nadia El Yousfi (Maroc)
Fadila Laanan (Maroc)
Ahmed Laaouej (Maroc)
Jamal Ikazban (Maroc)
Mohamed Ouriaghli (Maroc)

PTB-PVDA
Soulaimane El Mokadem (Maroc)
Hanina El Hamamouchi (Maroc)
Mohammed El Bouzidi (Maroc)
Mehdi Talbi (Maroc)

Engagés
Diallo El Hadj Moussa (Guinée)
Sofia Bennani (Maroc)
Gladys Kazadi (RD Congo)
Mounir Laarissi (Maroc)

Ecolo
Zakia Khattabi (Maroc)
Kalvin Soiresse (Cameroun-Togo)

Groen
Emile Luhahi (RD Congo)

Open VLD (Open Vlaamse Liberalen en Democraten)
Imane Belguenani (Maroc)

Team Fouad Ahidar
Fouad Ahidar (Maroc)
Najima El Arbaoui (Maroc)
Ilyas El Omari (Maroc)

Parlement de la région wallonne

PS
Mourad Sahli (Maroc)

PTB-PVDA
Rachida Ait Alouha (Maroc)
Jamila Ammi (Maroc)
Germain Mugemangango (Rwanda)

Parlement européen

N-VA
Assita Kanko (Burkina Faso)

Eclairage

Marco Martiniello

« La société belge est encore marquée par un racisme structurel qui tend à exclure certaines populations… »



Le Professeur Marco Martiniello est un éminent sociologue spécialisé dans les études sur les migrations et les migrants. Il est directeur de recherche au Fonds de la Recherche Scientifique (FNRS) et enseigne à l'Université de Liège. Il a également travaillé au Centre d'Études de l'Ethnicité et des Migrations (CEDEM), où il explore l'impact des dynamiques migratoires sur la vie sociale et politique belge. Ses recherches influencent les politiques publiques et sensibilisent aux enjeux de diversité et d'inclusion dans la société belge.

Entretien mené par Emmanuel BABISSAGANA

Au regard des dernières élections locales, nationales et européennes, pouvez-vous nous donner un aperçu de l'évolution de la représentation des élus d'origine africaine dans le paysage politique belge au cours des dernières années ?

En fait, la visibilité des personnes subsahariennes dans la politique belge n'est pas un phénomène très ancien. Les personnes immigrées d'autres origines, notamment européennes, marocaines et turques, ont été visibles dans la politique belge avant les Subsahariens. Cela est probablement dû en partie au fait que les immigrations subsahariennes vers la Belgique sont relativement récentes. Certes, dans les années 60, avec la décolonisation, des personnes d'Afrique subsaharienne sont arrivées en Belgique, mais leur présence dans la société belge s'est affirmée plus tardivement. Par conséquent, leur entrée en politique en Belgique a également été plus tardive. Cela ne veut pas dire qu'ils ne s'intéressaient pas à la politique auparavant, mais ils s'investissaient peut-être dans d'autres milieux, comme les associations. Même aujourd'hui, lors de la formation des listes pour les élections européennes, il y avait très peu de candidats d'origine subsaharienne, ce

qui ne reflète pas la présence africaine en Belgique. Au niveau des élections fédérales, la situation est un peu meilleure. À mon avis, ce sera encore mieux pour les élections communales en octobre, particulièrement dans certaines régions, villes et communes où la présence africaine est relativement importante, comme autour de Bruxelles. En somme, il existe aujourd'hui une sous-représentation des populations africaines dans la politique belge à tous les niveaux, et c'est une situation que les partis devraient aborder de manière plus sérieuse.

Et si on élargissait la chose à l'Afrique dans sa globalité, comment apprécieriez-vous cette présence ?

Si on intègre les populations originaires d'Afrique dans leur ensemble, il y a un peu plus de visibilité, notamment avec les Belges originaires du Maroc. Lors des dernières élections, il y a eu en effet de nombreux candidats d'origine marocaine, surtout dans la région de Bruxelles où ces populations sont fortement concentrées, et dans une moindre mesure autour d'Anvers. Cette immigration de travail marocaine a commencé dès les années 60.

Qu'est-ce qui peut expliquer cela selon vous ? Pourquoi la partie francophone belge est-elle plus ouverte que la partie néerlandophone à la représentation africaine ? La langue explique-t-elle tout ?

Je pense que la question linguistique joue un rôle, mais pas un rôle central. Il y a beaucoup de Flamands africains qui parlent parfaitement le néerlandais et d'autres langues. Mon sentiment est que la droitisation du mouvement politique flamand rend plus difficile l'ascension politique dans cette partie du pays. Cependant, je ne dis pas que c'est beaucoup plus facile dans la partie francophone. Du reste, la société belge est encore marquée par un racisme structurel qui tend à exclure certaines populations, surtout lorsqu'elles aspirent à entrer dans les sphères de pouvoir.

Quels défis spécifiques rencontrent les élus d'origine africaine en Belgique par rapport à leurs homologues européens, et comment ces défis ont-ils évolué récemment ?

Il existe un racisme systémique qui offre des avenues de participation à certaines populations plutôt qu'à d'autres. Pour contourner ce problème, certains partis politiques font l'effort de mettre des candidats d'origine africaine sur leurs listes pour se déclarer non racistes. Cependant, il faut que les partis politiques donnent plus de consistance à une politique antidiscriminatoire en leur propre sein, bien que beaucoup ne le feront pas. Ce n'est pas un problème d'éducation, car parmi les populations africaines de Belgique, il y a un niveau d'éducation élevé. De plus, il y a une conscientisation sociale et politique notable. Le problème est davantage lié à l'exclusion par les institutions politiques belges. Ce rejet est souvent subtil, et les personnes d'origine africaine doivent peut-être davantage intégrer les partis politiques pour faire changer les choses de l'intérieur, même si c'est compliqué en raison des divisions internes entre les populations africaines en Belgique.

« À mon avis, ce sera encore mieux pour les élections communales en octobre, particulièrement dans certaines régions, villes et communes où la présence africaine est relativement importante, comme autour de Bruxelles. En somme, il existe aujourd'hui une sous-représentation des populations africaines dans la politique belge à tous les niveaux, et c'est une situation que les partis devraient aborder de manière plus sérieuse.

Dans quelle mesure les partis politiques traditionnels belges intègrent-ils les préoccupations des communautés d'origine africaine dans leurs programmes et actions politiques ?

Les choses ont évolué. Il y a 20 ans, par exemple, il était impossible de parler de l'impact du colonialisme en Belgique. Maintenant, des discussions ont lieu, en partie grâce à des mouvements comme Black Lives Matter aux États-Unis en 2020, qui ont incité la Belgique à mettre en place un plan interfédéral de lutte contre le racisme. Cependant, il reste beaucoup à faire. L'essor des partis populistes d'extrême droite, qui prônent l'exclusion sur une base raciale, complique les choses. Les partis politiques progressistes tentent de lutter contre le racisme structurel et systémique qui existe depuis l'époque coloniale, mais c'est une tâche difficile.

Comment interprétez-vous l'impact de la montée de l'extrême droite et de ses idées racistes, islamophobes et xénophobes sur la participation et la représentation politique des Afro-Belges ?

La montée de l'extrême droite peut à la fois stimuler et décourager l'engagement politique des Belgo-africains. Cela peut constituer une source de découragement par crainte d'être renvoyé dans leur pays d'origine. L'impact varie selon les individus et leurs profils.

Quelles stratégies peuvent être mises en place pour améliorer la représentation et l'influence des élus d'origine africaine dans le contexte politique belge actuel, surtout face à la montée des mouvements d'extrême droite ?

Je pense que l'espoir réside dans les jeunes générations. Il est temps de laisser l'espace aux jeunes, aussi bien pour les populations d'origines africaines que pour les autres. Cela pourrait fédérer davantage les Africains de Belgique autour de causes précises, malgré la complexité liée à la multiplicité des origines. Les rares sujets de convergence, comme la lutte contre le racisme et les discriminations, doivent être mis en avant pour faire avancer les causes africaines en Belgique.▪

BRVM
BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
Afrique de l'Ouest

Une Bourse au service des économies de l'UEMOA

Depuis plus de 25 ans



La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières de l'Afrique de l'Ouest (BRVM) est la bourse commune aux huit pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) à savoir le Bénin, le Burkina Faso,la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

La BRVM offre aux investisseurs un environnement de classe internationale avec des outils technologiques de pointe.

Abidjan, Plateau 18 Avenue Joseph Anoma
01 BP 3802 Abidjan 01
+225 27 20 31 55 50
crpinfo@brvm.org
brvm@brvm.org
www.brvm.org
www.brvmtv.org

Félix Tshisekedi, Président de la RD CONGO

" La souveraineté de la RDC est non négociable "

Depuis son accession à la présidence en janvier 2019, Félix Tshisekedi s'est imposé comme un acteur déterminé et résilient sur la scène politique de la République Démocratique du Congo et au-delà. Son premier mandat a été marqué par des initiatives audacieuses et une combativité sans faille pour relever des défis majeurs : la stabilité politique et la sécurité dans un pays en proie à des conflits armés persistants, des réformes économiques pour relancer un secteur minier stratégique, et des efforts diplomatiques pour renforcer les relations régionales et internationales de la RDC.
Alors que la situation sociale reste fragile et que la lutte contre la corruption se poursuit, Félix Tshisekedi nous accorde cet entretien exclusif pour dévoiler la feuille de route de sa nouvelle mandature et partager sa vision pour l'avenir de son pays. Et comme vous le lirez, par ailleurs, le Président congolais n'entend pas transiger sur l'intégrité de son pays et la sécurité de ses compatriotes.

Propos recueillis par Joseph-Marie ELIMBI

Monsieur le Président, vous avez entamé il y a quelques mois votre second et dernier mandat. Sous quel signe le placez-vous ?
Avant toute chose, il faut dire que ce second mandat, je l'ai obtenu suite à une belle campagne électorale, ouverte à tous puisqu'il y avait 26 candidats en lice, et une campagne transparente organisée à la date prévue, c'est-à-dire en respectant les délais prévus par la Constitution, comme je l'avais promis à mon arrivée au pouvoir en 2019. Durant ce nouveau quinquennat, les bases que nous avons posées au premier mandat seront consolidées et notre action aura comme objectifs prioritaires : la création d'emplois, la hausse du pouvoir d'achat des Congolais, le rétablissement de la sécurité pour tous et partout en RDC, la diversification de notre économie et l'amélioration de sa compétitivité, l'accès aux services sociaux de base pour tous (eau, électricité, soins de santé, éducation, logement), et l'augmentation de l'efficacité de nos services publics.
Enfin, au regard de la situation internationale, dans un monde qui change à toute vitesse grâce aux nouvelles technologies de la communication, aux progrès de l'intelligence artificielle et aux défis du changement climatique, je veux que la RDC devienne un acteur majeur du monde d'aujourd'hui et de demain. Nous sommes un grand pays de 100 millions d'habitants, avec une population en majorité jeune, et nous avons d'immenses ressources naturelles (minerais stratégiques, forêt tropicale et ressources en eau), donc nous sommes une solution pour le monde.
Vous évoquez une campagne transparente alors que vos opposants ont dénoncé un simulacre d'élections…
Certains opposants, pas tous il faut le préciser, ont toujours tendance à dénoncer par réflexe les scrutins auxquels ils ont échoué. Ces accusations ne correspondent pas à la réalité des faits. La RDC a financé elle-même ses élections et, sans être parfaites, elles se sont globalement bien déroulées. Le peuple souverain s'est exprimé, il ne faut pas être mauvais perdant et accepter sereinement le verdict des urnes. Voilà ma réponse à cette opposition revancharde.
D'ailleurs, de l'avis de tous les observateurs nationaux et internationaux, ce cycle électoral, le 4e organisé en RDC depuis 2006, est celui qui s'est le mieux déroulé. C'est une fierté pour la RDC car cela montre que la culture démocratique se consolide dans notre pays, même si cela demeure fragile, et c'est notre devoir de veiller au renforcement de la démocratie et de l'État. Le temps de polémique est dépassé. J'ai obtenu ce second mandat par la volonté du peuple congolais avec une feuille de route claire : préserver l'unité du pays, rétablir la sécurité sur l'ensemble du territoire national et créer la prospérité pour améliorer le bien-être des Congolais. Mon engagement est donc de renforcer la stabilité intérieure, promouvoir une gouvernance transparente et inclusive, et intégrer mon pays dans les dynamiques mondiales pour un développement durable. La République Démocratique du Congo est prête à endosser sa vocation





naturelle de géant au cœur du continent africain, le continent de l'avenir.

Depuis que vous êtes à la tête de la République Démocratique du Congo, comment évaluez-vous votre action jusqu'à présent ?

Je pense que l'évaluation de mon action a été faite par la population lors du scrutin de décembre 2023. En clair, le peuple congolais a choisi de me faire à nouveau confiance pour 5 années de plus. Je suis conscient que tout n'est pas parfait, mais les Congolais sont politiquement matures et éclairés, donc ils ont compris que j'ai initié depuis 2019 une dynamique positive pour la restauration de la grandeur du Congo et collectivement nous sommes sur la bonne voie pour relever le défi du développement de notre pays.

Pour moi, l'essentiel c'est le capital humain. On ne va pas développer le Congo sans les Congolaises et les Congolais, donc il faut mobiliser le peuple, lui rendre sa dignité, l'éduquer, le former, le soigner et lui donner la liberté d'entreprendre pour transformer ce pays en un havre de paix et de prospérité.

Quels sont les principaux défis politiques que vous avez rencontrés ?

Le principal défi politique du premier mandat était de constituer une coalition politique, l'Union sacrée, à mi-parcours en 2021, après le constat d'échec de la coalition FCC-CASH. J'ai réussi à mobiliser des forces politiques différentes sur une ambition claire de reconstruire le pays, de le pacifier et de l'amener sereinement aux échéances électorales prévues en 2023 pour proposer au peuple un choix clair et lui donner le dernier mot. Les autres défis politiques sont en priorité de renforcer nos institutions, de faire vivre notre démocratie de la base jusqu'au sommet.

Quelles mesures avez-vous prises pour renforcer la démocratie et la transparence dans les institutions de la RDC ?

Pour renforcer la démocratie et la transparence en RDC, nous avons d'abord donné toute la liberté d'action et les moyens financiers adéquats à la CENI, la Commission électorale nationale indépendante, pour lui permettre d'organiser, en toute transparence, les 4 scrutins de décembre 2023. Malgré certains problèmes logistiques, cette institution a rempli pleinement son rôle. Nous pouvons en être fiers. Par ailleurs, j'ai toujours, en tant que Président de la République, respecté la séparation des pouvoirs, c'est-à-dire que l'exécutif, le judiciaire et le législatif font chacun leur travail de façon indépendante et ils collaborent ensemble pour la consolidation de l'État de droit. Dès mon arrivée, j'ai fait libérer tous les prisonniers d'opinion et vous pouvez constater qu'il n'y a plus de prisonniers politiques en RDC. J'ai aussi lancé une grande réforme pour humaniser les services de sécurité qui désormais travaillent au bénéfice du peuple et non contre lui.

« La République Démocratique du Congo est prête à endosser sa vocation naturelle de géant au cœur du continent africain, le continent de l'avenir »

Enfin, je peux aussi mentionner tout le travail pour la promotion de la liberté d'expression, l'émergence d'une presse libre et citoyenne ainsi que l'assainissement de l'espace médiatique grâce à une loi sur les médias et la presse qui donne plus de droits aux organes de presse et aux journalistes, mais qui les invite aussi à plus de responsabilité face à l'influence des réseaux sociaux dans la sphère politique et le danger de la propagation des fausses informations.

L'épisode de l'arrestation du journaliste Stanis Bujakera a tout de même laissé des traces…

C'est un épisode malheureux car il y a un homme, un journaliste talentueux qui a été privé de liberté pour longtemps. Je n'ai pas coutume de m'occuper des dossiers de la justice, ce n'est pas mon rôle. Mais pour ce cas, j'ai finalement demandé des explications aux instances judiciaires car cela n'était pas clair. Il y a un grand travail que nous menons pour réformer la justice en RDC. C'est un chantier immense mais j'ai la volonté de restaurer une justice digne, impartiale et au service du droit.

Regrettez-vous cette arrestation ?

Je suis satisfait que le journaliste en question, Stanis Bujakera, soit libre car le droit a finalement triomphé et ses droits en tant que citoyen congolais ont été respectés.

Vous avez annoncé en mai dernier la mise en place d'une commission pour doter le pays d'une nouvelle constitution. Pour l'opposition, la révision de la constitution serait une ligne rouge…

L'opposition doit comprendre que la gouvernance est un enjeu majeur pour tous les pays qui sont dans un cycle de développement comme la RDC. Nos grandes ambitions pour transformer et industrialiser notre pays, et ainsi créer des millions d'emplois pour nos jeunes, passent bien entendu par l'amélioration constante de la gouvernance et de l'efficacité de nos institutions.

Certaines réformes institutionnelles s'avèrent donc indispensables. Je pense par exemple à l'instabilité quasi permanente des gouvernements provinciaux observée dans le pays au cours de mon premier mandat. Cela nous invite à réfléchir à un nouveau mode de désignation des animateurs des exécutifs provinciaux ainsi qu'à la collaboration entre les gouvernements et les assemblées provinciales.

De même, le transfert des ressources et des compétences entre le pouvoir central et les entités territoriales décentralisées mérite une attention toute particulière pour que la mobilisation des populations en faveur du développement local soit plus effective. Il en est de même de l'organisation des scrutins indirects à différents niveaux. Étant donné que toutes ces questions méritent des réponses appropriées, je vais favoriser le débat public sur ces questions et demander aux législateurs de proposer rapidement des solutions idoines.

Comment allez-vous convaincre l'opposition du bien-fondé de votre démarche et comment entendez-vous apaiser les tensions politiques dans le pays ?

Contrairement aux idées reçues, je dois vous dire que le climat politique en RDC est plutôt apaisé, les différents courants politiques s'expriment librement et beaucoup d'entre eux sont représentés au Parlement. Nous avons une démocratie vivante où toutes les voix sont entendues et où les différends sont résolus de manière pacifique et démocratique. Chacun est libre de son choix politique sans cr ainte d'être menacé. Mais ces différences politiques ne doivent pas nous faire perdre de vue que nous sommes tous Congolais et que nous avons un pays commun, une nation qu'il faut défendre contre les agressions de nos ennemis. Le dialogue politique est permanent à travers le débat parlementaire, et la RDC a prévu un statut particulier pour le porte-parole de l'opposition qui doit être désigné par ses pairs.

Moi-même, je suis toujours ouvert pour écouter les critiques constructives de mes compatriotes et au niveau institutionnel. Mais attention, il ne faut pas confondre opposition politique et sédition. Tous ceux qui prennent les armes contre leurs compatriotes doivent répondre de leurs actes et subir la rigueur de la loi.

Que vous inspire la démarche de l'ancien Président de la CENI Corneille Nangaa qui a décidé de prendre le maquis ?

C'est inacceptable, c'est de la sédition. Aucune raison ne peut justifier qu'un Congolais prenne les armes pour tuer d'autres Congolais. S'il y a un désaccord politique, ça ne se règle pas en prenant les armes et en s'alliant avec les terroristes du M23 qui tuent, pillent et violent chaque jour des Congolaises et Congolais innocents.

Serez-vous prêt à lui pardonner s'il décidait de rentrer à Kinshasa ?

Il devra faire face à la justice, car chacun est responsable de ses choix et de ses actes, et doit les assumer.

Au cours de votre premier mandat, vous avez été soutenu par une coalition de partis qui s'est désagrégée chemin faisant au point où vous avez été contraint de négocier de nouvelles alliances. Le dialogue est-il rompu avec l'ancien Président Joseph Kabila ?

Nous n'avons plus de contact depuis longtemps. L'alliance politique, FCC-CACH, que j'ai nouée au début de mon premier mandat a été un échec, mais je ne regrette pas d'avoir tenté l'expérience car j'avais misé sur le sentiment patriotique des Congolais pour relever les immenses défis du pays.

Vous avez nommé une femme, Judith Suminwa Tuluka, pour diriger le gouvernement, ce qui est une première dans l'histoire politique du pays. S'agit-il d'une question de conviction profonde ou alors avez-vous cédé à la tendance qui encourage la promotion des femmes à des très hauts postes de responsabilité ?

Nommer une femme à la tête du gouvernement est une décision fondée sur la conviction profonde que la diversité et l'inclusion sont essentielles pour un leadership efficace et équitable. C'est une reconnaissance des compétences et du mérite, et une affirmation de notre engagement à promouvoir l'égalité des sexes dans toutes les sphères de la vie publique. C'est également un signal fort de notre détermination à offrir des opportunités égales à tous les citoyens, indépendamment de leur genre.

Quelles sont les principales priorités de ce nouveau gouvernement sur le plan économique ?

Nos priorités économiques incluent la diversification de l'économie, l'amélioration du climat des affaires pour attirer plus d'investissements, et la création d'emplois. Dans ce sens, j'ai instruit le nouveau gouvernement de poursuivre les réformes engagées en vue de rendre notre économie plus résiliente et moins dépendante du secteur extractif. Il s'agit précisément de mettre en œuvre l'agenda de la transformation agricole afin de consacrer la revanche de soi sur le sous-sol, d'investir dans les infrastructures routières et énergétiques afin de produire, transformer, transporter et consommer la production locale.

Comment le gouvernement pourrait-il davantage attirer les investissements directs étrangers ?

Les réformes essentielles que j'ai initiées à ce sujet s'inscrivent dans

« Certaines réformes institutionnelles s'avèrent indispensables. Je vais favoriser le débat public et demander aux législateurs de proposer rapidement des solutions idoines »



le cadre d'un vaste chantier sur l'amélioration du climat des affaires et la promotion de l'attractivité du Congo. Elles consistent à clarifier et simplifier la législation en vigueur sur les investissements secteur par secteur. Par exemple, nous faisons la promotion du Code minier congolais déjà en vigueur et bientôt un Code agricole pour favoriser les investissements dans l'agriculture, qui est un secteur très prometteur en RDC. D'autre part, nous mettons en avant la réforme de la justice en cours dans le pays pour garantir le respect de la loi par tous, la protection de la propriété privée et la lutte acharnée contre la corruption.

De plus, le vaste programme de construction de routes, de ports, d'aéroports et de chemins de fer sur toute l'étendue du pays va favoriser la mobilité et la connectivité des différentes zones du pays. Enfin, la construction de barrages hydroélectriques va permettre l'accès facile à une énergie bon marché pour aider à la création d'industries de transformation en RDC.

Quels sont les principaux secteurs économiques que vous souhaiteriez développer pour diversifier l'économie congolaise ?

Je vise d'abord le secteur secondaire : l'agriculture, la pêche et l'élevage, et l'industrie manufacturière. La RDC dispose notamment de 80 millions d'hectares de terres arables, de 4 millions d'hectares de terres irrigables et d'un potentiel de 700 mille tonnes de poissons par an. L'agriculture représente donc un potentiel énorme pour assurer la sécurité alimentaire et générer des emplois. Le développement industriel est crucial pour ajouter de la valeur à nos ressources naturelles.

Ensuite, le secteur tertiaire, c'est-à-dire le tourisme et les services. Le tourisme peut devenir une source importante de revenus en mettant en valeur notre riche patrimoine culturel et naturel.

La corruption et la gestion des ressources naturelles sont des défis importants pour votre gouvernement…

Nous avons beaucoup entrepris dans ces domaines. Nous avons notamment renforcé les institutions de lutte contre la corruption et introduit des mesures de transparence dans la gestion des affaires publiques. Concrètement, nous avons restauré la fonction de contrôle financier et d'audit des comptes publics en réhabilitant l'IGF, l'Inspection Générale des Finances, pour améliorer la gouvernance. Nous avons également doté le pays d'une législation de lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme et la prolifération des armes, conforme aux standards internationaux, et c'est notamment le rôle du CENAREF. Par ailleurs, nous avons décidé de la création prochaine d'un parquet financier.

Il faut mentionner également notre adhésion à l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE), la mise en place de mécanismes de suivi des revenus miniers, et des audits réguliers des entreprises publiques. Nous sommes déterminés à éradiquer la corruption et à garantir que les ressources naturelles profitent à tous les Congolais. Le rôle de la société civile n'est pas à négliger non plus, car la vigilance citoyenne est aussi un rempart contre la corruption.

Quels sont les programmes sociaux prioritaires de votre gouvernement pour améliorer les conditions de vie des Congolais ?

Nos programmes sociaux prioritaires incluent l'amélioration de l'accès à l'éducation et aux soins de santé, le développement des infrastructures de base, et la protection sociale. Je peux citer entre autres la gratuité de l'enseignement de base qui a permis à 4 millions d'enfants de retrouver le chemin de l'école, la Couverture santé universelle dont le premier palier concerne la gratuité des accouchements et des soins du nouveau-né, la caisse nationale de sécurité sociale des agents de l'administration publique, le Service National et l'accès aux services sociaux de base à travers le Programme de développement local des 145 territoires. Ce sont des programmes mis en place depuis mon premier mandat et dont l'impact est aujourd'hui perceptible dans tout le pays.

Comment comptez-vous résoudre les problèmes d'accès à l'éducation de base et l'amélioration de la qualité du système éducatif en RDC ?

Nous allons poursuivre la construction des écoles sur toute l'étendue de la République pour améliorer la capacité d'accueil, améliorer les conditions sociales et professionnelles des enseignants, actualiser le contenu des programmes d'enseignement, veiller à l'adéquation entre le contenu de la formation et le besoin du marché de l'emploi.

La situation sécuritaire dans l'Est de la RDC reste un sujet de vive préoccupation. Comment y faites-vous face ?

La situation dans l'Est du pays est effectivement préoccupante. Nous avons déployé des efforts considérables pour rétablir la sécurité, notamment en renforçant les capacités de nos forces de défense et de sécurité, en collaborant avec les pays voisins pour lutter contre les groupes armés, et en engageant des initiatives de développement local pour offrir des alternatives économiques aux

populations affectées par les conflits. Nous sommes déterminés à restaurer la paix et la sécurité dans cette région pour permettre à nos concitoyens de vivre dans la dignité et la sécurité.

Durant mon premier mandat, sur le plan régional, nous avons soutenu le Processus de Nairobi, dirigé par la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), qui est une initiative régionale de paix visant à résoudre le conflit dans l'Est de la RDC.

Lancé en avril 2022, ce processus cherche à engager toutes les parties prenantes, y compris le gouvernement de la RDC, les groupes armés, les organisations de la société civile et la communauté internationale, afin de trouver une résolution pacifique du conflit par le dialogue et la négociation. Malheureusement avec l'agression du M23 soutenu par le Rwanda, ce processus bat de l'aile et peine à continuer.

Les autorités de Kigali rejettent pourtant vos accusations …

Ce n'est pas de la fiction, il a été clairement démontré que le M23 reçoit un soutien massif des forces rwandaises. Des milliers de combattants rwandais sont présents en RDC selon l'ONU. Tous les rapports des experts de l'ONU démontrent le soutien persistant de Kigali au mouvement terroriste du M23. Ce qui accroit les tensions entre nos deux pays.

Vous vous êtes montrés particulièrement dur et menaçant à l'égard du Rwanda et de son Président Paul Kagame. Etes-vous disposé au dialogue avec Kigali et Kagamé ?

La souveraineté de la RDC est non négociable. Je suis le Président de la République donc le garant de la Nation. Protéger notre intégrité territoriale est ma priorité absolue. Les actions du Rwanda, en particulier son soutien avéré au groupe terroriste M23, ont détérioré la stabilité de la sous-région des Grands-Lacs et causé des souffrances inacceptables à mon peuple. Tant que cette situation perdure, il est difficile de croire en la sincérité des intentions de M. Kagamé, surtout lorsque ses déclarations publiques sont en contradiction avec les actions de son gouvernement.

Cependant, je crois fermement en la puissance du dialogue pour résoudre les conflits. La guerre est toujours la dernière solution. Donc, je serai disposé à dialoguer avec M. Kagamé sous certaines conditions précises.

A quelles conditions ?

Je cite entre autres le retrait immédiat et inconditionnel des troupes rwandaises de notre territoire, l'engagement transparent et vérifiable du Rwanda à cesser tout soutien au M23 et à tout autre groupe armé opérant en RDC, et la mise en place d'un mécanisme de surveillance international pour assurer que les accords sont respectés par toutes les parties. La RDC reste ouverte au dialogue, mais ce dialogue doit être fondé sur la bonne foi et des actions préalables concrètes.

« Je crois fermement en la puissance du dialogue pour résoudre les conflits. La guerre est toujours la dernière solution. Donc, je serai disposé à dialoguer avec M. Kagamé sous certaines conditions précises.»

Qu'en est-il des relations avec l'Ouganda ?

L'Ouganda a un rôle complexe. Bien que Kampala ne soutienne pas ouvertement le M23, il y a des indications d'une certaine passivité ambiguë. Dès lors, notre coopération en matière de sécurité avec l'Ouganda sera analysée au regard des faits avérés et elle reste pour le moment circonscrit à une zone frontalière bien déterminée.

Et le Burundi ?

Nos relations sont positives et orientées vers une coopération ambitieuse. Un accord de coopération bilatérale en matière de défense a été signé le 6 mars 2023, marquant une étape importante dans le renforcement des relations militaires formelles entre les deux pays. Il vise à lutter contre la prolifération des armes et des groupes criminels, et à faciliter la libre circulation des biens et des personnes à travers les frontières communes. Il prévoit également des échanges d'attachés de défense, d'informations, de renseignements, de matériel militaire, ainsi que la planification et les opérations militaires conjointes.

Comment votre administration travaille-t-elle avec les forces internationales et régionales pour stabiliser les zones de conflit notamment avec le départ annoncé de la MONUSCO ?

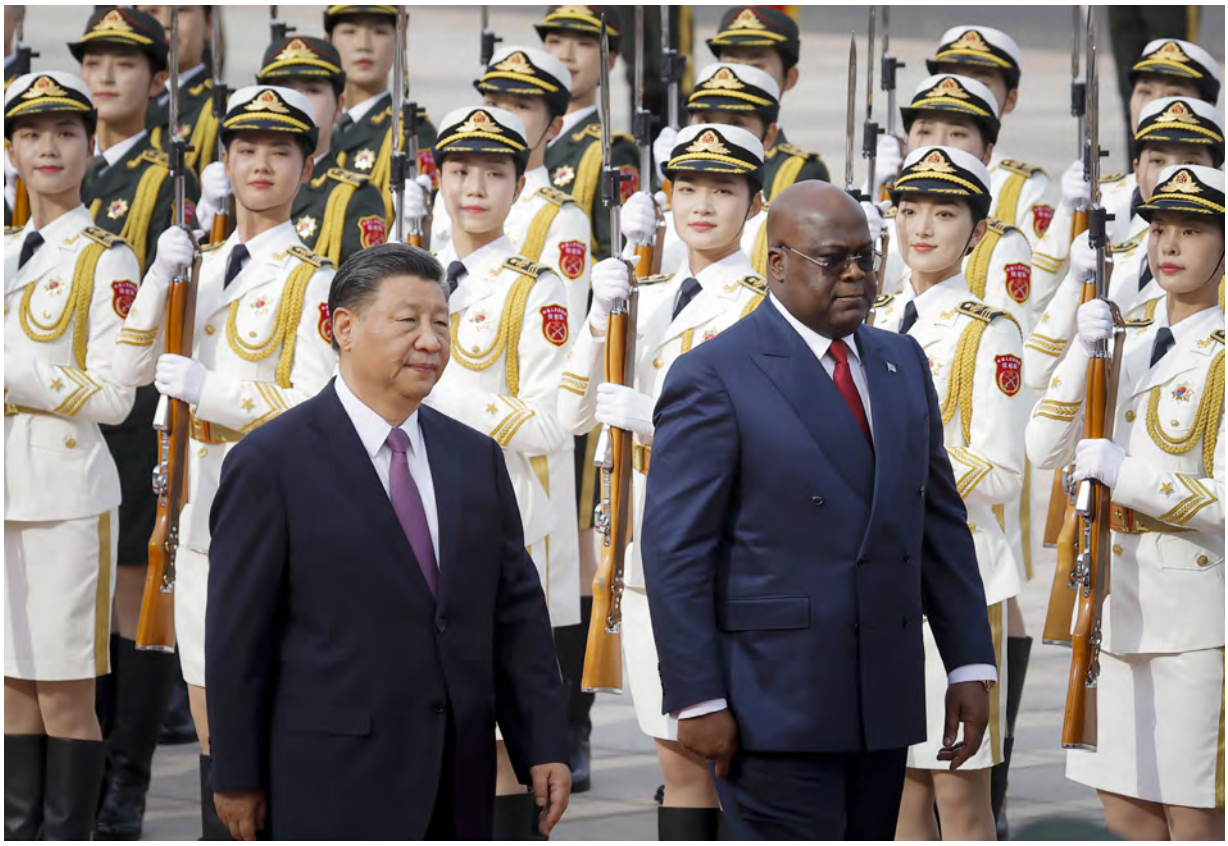
Clairement pour assurer la paix et la sécurité au Congo, nous comptons d'abord sur nos forces de défense et de sécurité. Voilà pourquoi notre priorité est la montée en puissance des Forces armées de la RDC (FARDC). Pour cela nous avons intensifié la formation et l'équipement de notre armée pour assurer la protection des civils et le maintien de la paix. Et puis, nous avons renforcé nos capacités de renseignement et de surveillance pour prévenir et répondre efficacement aux attaques.

Nous avons également collaboré étroitement avec les forces alliées locales, telles que les groupes de patriotes Wazalendo, pour contrer les menaces des terroristes du M23 supplétifs du Rwanda et des extrémistes djihadistes des Forces Démocratiques Alliées (ADF). Notons aussi qu'avec le retrait progressif de la MONUSCO du Sud-Kivu, acté par la résolution 2717 du Conseil de sécurité de l'ONU en décembre 2023, notre administration a mis en place une série de mesures pour assurer la stabilité et la sécurité des zones de conflit. Nous avons ainsi renforcé notre coopération avec la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) qui a déployé ses forces en décembre 2023 (SAMIDRC).

D'une manière générale, quels sont les principaux axes de votre politique étrangère ? Qu'attendez-vous des relations avec vos partenaires ?

Sous mon impulsion, la politique étrangère de la RDC vise à renforcer la sécurité et la stabilité, à promouvoir le développement économique, à améliorer les conditions de vie de nos citoyens, à renforcer nos institutions publiques et à contribuer équitablement aux solutions globales. Nous nous engageons à travailler avec nos partenaires internationaux pour réaliser ces objectifs, positionnant ainsi la RDC comme un acteur clé sur la scène internationale.

La RDC est ouverte aux échanges internationaux, mais uniquement dans le cadre de partenariats mutuellement bénéfiques. Nous insistons sur des accords gagnant-gagnant pour garantir que les bénéfices de ces échanges profitent directement au peuple congolais. En matière de changement climatique et de transition énergétique, la RDC offre de



nombreuses solutions aux défis mondiaux. Nous nous engageons activement dans ces efforts, veillant à ce que toutes les actions respectent le droit international et servent les intérêts du peuple congolais.

Quel équilibre avez-vous trouvé dans les relations avec les grandes puissances telles que les États-Unis, la Chine et l'Union européenne ?

Je dirai d'abord que la RDC est favorable au multilatéralisme, nous ne sommes pas dans un camp si ce n'est le camp du respect de la dignité humaine, de la souveraineté des États et du droit international. Nos relations sont stratégiques et diversifiées, reflétant notre engagement à collaborer avec les principales puissances mondiales pour le développement et la stabilité de notre pays.

Avec les États-Unis, nous avons des relations solides et de longue date, avec un accent sur la promotion de la démocratie, des droits humains, et la lutte contre les crises sécuritaires et humanitaires. Les États-Unis sont le plus grand donateur bilatéral de la RDC, soutenant des initiatives pour stabiliser le pays, sécuriser les chaînes d'approvisionnement de minéraux critiques, et combattre le changement climatique. En 2022, le commerce bilatéral a atteint environ 332 millions de dollars.

Quel est l'Etat de la relation avec la Chine ?

Les relations sino-congolaises sont marquées par une coopération économique et des investissements significatifs. En mai 2023, une visite d'État historique en Chine a renforcé notre partenariat stratégique global. La Chine est le principal investisseur en RDC, particulièrement dans le secteur minier, contribuant à la construction d'infrastructures essentielles. Les échanges bilatéraux ont dépassé 18,75 milliards de dollars en 2023, avec des résultats utiles comme les projets clés du port sec de Sakania et de la centrale hydroélectrique de Busanga.

Les malentendus ont-ils été dissipés avec l'Union Européenne ?

Oui les choses ont été clarifiées et les tensions nées récemment du protocole d'accord signé entre l'UE et le Rwanda sur les minerais ont été dissipées. La RDC entretient des relations robustes avec l'Union européenne axées sur la stabilité régionale, le développement économique et la bonne gouvernance. L'UE soutient financièrement des initiatives pour la paix et la démocratie, ainsi que des projets d'infrastructures et de développement social en restant un partenaire clé dans les domaines de l'aide humanitaire et du commerce.

Monsieur le Président, lorsque viendra votre temps de vous retirer, que voulez-vous que l'on retienne de votre action à la tête de la RDC ?

Lorsque viendra mon tour de céder le fauteuil présidentiel à mon successeur, j'aimerais que l'on se souvienne de moi comme d'un leader qui a œuvré pour la paix, la stabilité et le développement de la République Démocratique du Congo. Je souhaite que l'on reconnaisse mes efforts dans le renforcement des institutions démocratiques, la promotion de la justice sociale, l'amélioration des conditions de vie de nos citoyens. Mon ambition a toujours été de laisser un héritage de progrès et d'espoir pour les générations futures, et j'espère que l'histoire se souviendra de mon engagement indéfectible pour le bien de notre nation. Unité, Sécurité et Prospérité, tel est mon idéal.■

ANTICIPEZ DE GRANDES RÉALISATIONS

Aujourd'hui, aux quatre coins de l'Afrique, des communautés et des particuliers prospèrent et participent à l'essor et au succès du continent.

SERVICE
STRENGTH
VISION

VISTA BANK

Niger

Orano mise à la porte



© DR

L'entreprise française Orano, anciennement Areva, a été dépossédée de son permis d'exploitation du gisement d'uranium d'Imouraren par les autorités nigériennes. Ce gisement, situé dans le nord du Niger, est l'un des plus importants du pays avec des réserves estimées à 200 000 tonnes. Son exploitation, initialement prévue pour 2015, avait été reportée en raison de la chute des cours de l'uranium après la catastrophe nucléaire de Fukushima en 2011. Alors qu'Orano s'apprêtait à relancer ses activités, cette décision marque une rupture nette, soulignant les tensions entre le Niger et la France depuis le coup d'État de juillet 2023, qui a renversé le président Mohamed Bazoum. En parallèle, le Niger a entamé des négociations avec de nouveaux partenaires pour exploiter ses ressources.▪

GUINÉE

Évaluation des partis politiques

En Guinée, les militaires au pouvoir ont lancé une nouvelle campagne de recensement des partis politiques en activité. Cette initiative, dirigée par le général Mamadi Doumbouya, vise à vérifier la conformité et les modes de financement des 187 partis politiques du pays. Cette démarche, perçue par certains comme une tentative de réduire les voix dissidentes, s'inscrit dans un contexte de répression croissante contre la presse. Plusieurs médias ont ainsi été interdits de diffusion, accentuant les tensions politiques.▪

BÉNIN

Le clergé demande une relecture consensuelle du code électoral

La Conférence épiscopale du Bénin a exprimé son mécontentement face aux amendements du code électoral, modifié le 15 mars 2024. Les évêques critiquent l'absence de consultation publique et soulignent que les nouvelles exigences de parrainage pour les candidats à la présidentielle et le seuil de 20 % des suffrages par circonscription pour les législatives sont trop restrictifs. Ces modifications pourraient exclure certains partis politiques, compromettant ainsi la paix sociale et le dialogue national.▪

CONGO

Désaccord autour d'un permis d'exploration pétrolière

Au Congo-Brazzaville, des organisations environnementales contestent un permis d'exploration pétrolière accordé à une entreprise chinoise dans le parc national de Conkouati-Douli. Les groupes de la société civile affirment que cette exploration menace la forêt tropicale, les espèces en danger et les communautés locales. Ils demandent le retrait immédiat de cette autorisation pour protéger ces zones sensibles.▪

CÔTE D'IVOIRE

L'attiéké labellisé

L'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) a certifié l'attiéké ivoirien comme "marque collective". Cette semoule de manioc fermentée, emblématique de la Côte d'Ivoire, ne pourra être commercialisée sous cette appellation que si elle est produite dans le pays. Cette labellisation vise à protéger ce produit identitaire contre les contrefaçons et à renforcer son prestige à l'international.▪

GABON

L'État rachète Assala Energy

Le Gabon a finalisé l'acquisition d'Assala Energy en versant la dernière tranche de 1,3 milliard de dollars au fonds américain Carlyle. Ce rachat permet au pays de contrôler une production de pétrole de 45 000 barils par jour, une décision stratégique pour renforcer l'autonomie énergétique du Gabon. Les entreprises suisses Gunvor et Vitol pourraient devenir actionnaires de cette nouvelle structure.▪

LE CHIFFRE

1,6 milliard $

Depuis mars 2023, la Commission nationale des investissements du Maroc a approuvé 115 projets totalisant 173 milliards de dirhams, créant 96 000 emplois. Le Maroc a atteint un record de 16,1 milliards de dirhams (1,6 milliard $) d'investissements directs étrangers (IDE) à fin mai 2024, marquant une hausse de près de 20% par rapport à l'année précédente. Selon Mustapha Baitas, porte-parole du gouvernement, cette augmentation, la « deuxième plus élevée » de l'histoire du pays, résulte des réformes gouvernementales concernant la charte de l'investissement et l'amélioration du climat des affaires.▪

METRO

BINIAM GIRMAY

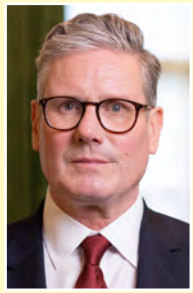
Le cycliste érythréen a marqué l'histoire du sport en devenant le premier Africain noir à remporter une, puis deux étapes lors du Tour de France 2024. Ses victoires éclatantes illustrent non seulement son talent exceptionnel, mais aussi la montée en puissance du cyclisme africain sur la scène mondiale. Girmay, connu pour son explosivité et sa détermination, a surmonté de nombreux défis pour atteindre ce sommet. Sa performance inspire une nouvelle génération de cyclistes africains et change la perception du continent dans le monde du sport. Avec ce triomphe, Girmay ouvre la voie à davantage de diversité et d'inclusion dans le cyclisme professionnel. Il avait déjà remporté une étape sur le Giro, le Tour d'Italie en 2022. C'est une valeur sûre.▪



© DR

KEIR STARMER

Le leader du Parti travailliste britannique et nouveau Premier ministre britannique a connu une ascension politique remarquable. Ancien directeur des poursuites publiques, il s'est forgé une réputation de rigueur et d'intégrité. Pour l'Afrique, Keir Starmer propose un partenariat fondé sur le respect mutuel et la coopération économique. Il s'engage à soutenir les initiatives pour le développement durable, l'éducation et la santé. Starmer met aussi l'accent sur la lutte contre le changement climatique, conscient de ses impacts sur le continent africain. En matière de commerce, il plaide pour des accords équitables qui favorisent la croissance économique en Afrique. Son leadership offre une vision d'un partenariat renouvelé et bénéfique entre le Royaume-Uni et les nations africaines.▪


© DR

TYLA

L'artiste sud-africaine Tyla continue de briller sur la scène internationale. Aux BET Awards 2024 il y a quelques temps, elle a remporté les prix de Meilleur nouvel artiste et de Meilleur artiste international, renforçant ainsi sa stature mondiale. Ces distinctions s'ajoutent à son palmarès déjà impressionnant, comprenant plusieurs récompenses majeures. Tyla incarne le rayonnement croissant de la musique africaine, et sa reconnaissance aux BET Awards, qui célèbrent l'excellence des talents noirs et sous-représentés, souligne l'impact global de l'Afrique dans l'industrie musicale. Son succès est une source d'inspiration pour de nombreux artistes africains émergents.▪


© DR

RETRO

EMMANUEL MACRON

Emmanuel Macron, élu en 2017 avec des promesses de transformation, fait face à une situation complexe. Ses réformes économiques, notamment celle des retraites, ont provoqué grèves et manifestations, traduisant un mécontentement populaire persistant. La dissolution de l'Assemblée nationale par lui-même et la perte de la majorité parlementaire ont fragilisé son gouvernement, rendant la mise en œuvre des réformes plus difficile. Désormais, il est contraint à une cohabitation en attendant peut-être le pire pour lui. L'économie française subit les impacts de la guerre en Ukraine. L'inflation, et la hausse des coûts de l'énergie pèsent sur le pouvoir d'achat des Français. Perçu comme distant et technocrate, Macron exacerbe la frustration des citoyens et des syndicats.▪


© DR

WILLIAM RUTO

Président du Kenya depuis 2022, William Ruto, voit son mandat marqué par des défis majeurs. Les réformes économiques promises peinent à se concrétiser, tandis que l'inflation galopante et le coût élevé de la vie suscitent un mécontentement croissant. La lutte contre la corruption, bien qu'affichée comme une priorité, manque de résultats tangibles, renforçant les critiques. Ruto a également été récemment confronté à des émeutes, reflet de tensions sociales exacerbées par les difficultés économiques. Sa gestion de l'État, perçue comme insuffisante, contribue à une impopularité grandissante, mettant en lumière les failles de son administration et les attentes déçues des Kényans.▪


© DR

SAMUEL ETO'O

La légende du football camerounais, a vu son image ternie depuis sa prise de fonction à la tête de la Fédération camerounaise de football (Fecafoot). Sa gestion est critiquée pour son manque de transparence et des décisions controversées. L'impopularité d'Eto'o s'est accrue après sa condamnation par la Confédération africaine de football (CAF) à payer une lourde amende pour avoir signé un contrat personnel avec une société de paris sportifs, en conflit avec les règlements de la CAF. Ces failles dans sa gestion et ces scandales provoquent une désillusion parmi les supporters de l'ancien Lion indomptable, qui attendaient de lui une réforme significative et une amélioration de la gouvernance du football camerounais.▪



© DR

ILS BOUGENT...

PAPA MADIAW NDIAYE

Le Sénégalais Papa Madiaw Ndiaye a été nommé président du Conseil d'Administration de Ecobank Transnational Incorporated (ETI), succédant au Camerounais Alain Nkontchou. Cette annonce a été faite le 6 juin lors de la 36e assemblée générale de la banque à Lomé. Ndiaye, jusqu'ici directeur général et fondateur d'AFIG Funds, un fonds de capital-investissement, possède un parcours impressionnant. En 2000, il a été nommé conseiller spécial pour les Affaires Économiques et Financières du président du Sénégal. Il détient un MBA de la Wharton School of Business, un MA en Affaires Internationales de l'Institut Lauder de l'Université de Pennsylvanie, et un BA en économie du Harvard College.■

BABATUNDE SAMSON OMOTOSHO

La Banque africaine de développement a nommé Babatunde Samson Omotosho, économiste et statisticien nigérian, au poste de directeur du Département des statistiques, à compter du 16 juin 2024. M. Omotosho possède plus de 21 ans d'expérience dans la stratégie de données, la recherche macroéconomique et l'analyse politique. Il était précédemment directeur de la recherche et des statistiques à l'Agence monétaire de l'Afrique de l'Ouest en Sierra Leone, détaché de la Banque centrale du Nigéria. Titulaire d'un doctorat en économie de l'Université de Glasgow, ses travaux couvrent le big data, l'économétrie et les politiques monétaires et fiscales.■

KHALID KHALAFALLA

La Société Islamique d'Assurance des Investissements et des Crédits à l'Exportation (SIACE) a nommé le Dr. Khalid Khalafalla en tant qu'Officer-in-Charge à compter du 19 mai 2024. Dr. Khalafalla, fort d'une vaste expérience au sein du groupe de la Banque Islamique de Développement (BID), a récemment été assistant exécutif principal du Président de la BID. Il a également occupé des postes clés tels que souscripteur principal de la SIACE et chef intérimaire du Programme d'Assistance Technique pour la Promotion des Investissements. Sa nomination est saluée par la famille de la SIACE, qui se réjouit de son leadership et de son expertise pour atteindre les objectifs stratégiques de l'organisation.■

JUDE CHIEMEKA

Le Nigerian Exchange Group Plc (NGX Group) a nommé M. Jude Chiemeka au poste de directeur général de Nigerian Exchange Limited (NGX) à partir du 1er juillet 2024. Jude Chiemeka, qui a été PDG par intérim depuis janvier 2024, succède à Temi Popoola. Avec près de trois décennies d'expérience dans le négoce de titres et la gestion d'actifs africains, M. Chiemeka a occupé des postes de direction chez NGX et United Capital Securities Limited. Il est diplômé de l'Université de Lagos, de la Lagos Business School et de l'Université d'Oxford. Sa nomination est saluée pour renforcer la synergie du groupe NGX et stimuler la croissance durable du marché des capitaux au Nigeria et en Afrique.■

SÉNÉGAL

Amadou Ba prépare un nouveau mouvement politique



L'ancien Premier ministre sénégalais Amadou Ba est en train de créer un nouveau mouvement politique. Après sa défaite à la présidentielle du 24 mars, Ba souhaite fonder un "nouveau cadre porteur d'une nouvelle dynamique et d'une nouvelle orientation politique". Cette initiative, qui marque une rupture avec la coalition Benno Bokk Yakaar, pourrait bientôt aboutir à la création de son propre parti politique.■

CENTRAFRIQUE

Polémique autour d'un rapport de l'ONU

Un rapport de l'ONU publié le 14 juin sur la situation en République centrafricaine a suscité une vive controverse. Le document affirme que la ville d'Am Dafok, à la frontière soudanaise, est devenue une plaque tournante pour les Forces de soutien rapide (FSR) soudanaises. Le gouvernement centrafricain et les rebelles de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) ont contesté ces conclusions, niant la présence de miliciens soudanais sur leur territoire et rejetant les accusations de coopération avec les FSR.■

MADAGASCAR

Antananarivo inaugure son téléphérique

La capitale malgache, Antananarivo, a inauguré un nouveau téléphérique de 12 km de long, culminant à plus de 50 mètres. Ce mode de transport moderne, capable de transporter jusqu'à 75 000 passagers par jour, vise à désengorger les rues de la ville. Cependant, avec un tarif de 4000 ariary (environ 80 centimes d'euros), le téléphérique reste pour l'instant accessible principalement à la classe moyenne et aux touristes.■

TOGO

La nouvelle Constitution fait des vagues

La promulgation de la nouvelle Constitution togolaise par le président Faure Gnassingbé le 6 mai 2024 a déclenché une vive polémique. Des partis d'opposition et des organisations de la société civile prévoient une série de manifestations pour protester contre ce texte. Le Pr David Dosseh, porte-parole du Front citoyen Togo-debout, a dénoncé : « Le changement de Constitution, élaboré au Parlement en violation des dispositions constitutionnelles, impose un régime soi-disant parlementaire, mais cache en réalité une volonté de perpétuer le pouvoir sans accepter d'alternance ». La nouvelle Constitution prévoit que le président de la République, désormais au rôle honorifique, sera élu par le Parlement, tandis que le pouvoir exécutif sera concentré entre les mains du président du Conseil des ministres.■

BURKINA FASO

La menace terroriste persiste

Le Burkina Faso demeure confronté à une menace terroriste croissante. Les attaques jihadistes sont devenues une réalité quotidienne, causant des pertes humaines et des déplacements massifs de civils, sans une réponse adéquate de l'armée au pouvoir. L'attaque du 11 juin à Mansila, dans le nord-est du pays, a entraîné la mort d'une centaine de militaires selon diverses sources, soulignant les difficultés du capitaine Ibrahim Traoré et de ses troupes à contenir cette menace. Des milliers d'habitants de Mansila, sous blocus, ont fui vers Dori et Kaya, deux localités voisines.■

KENYA

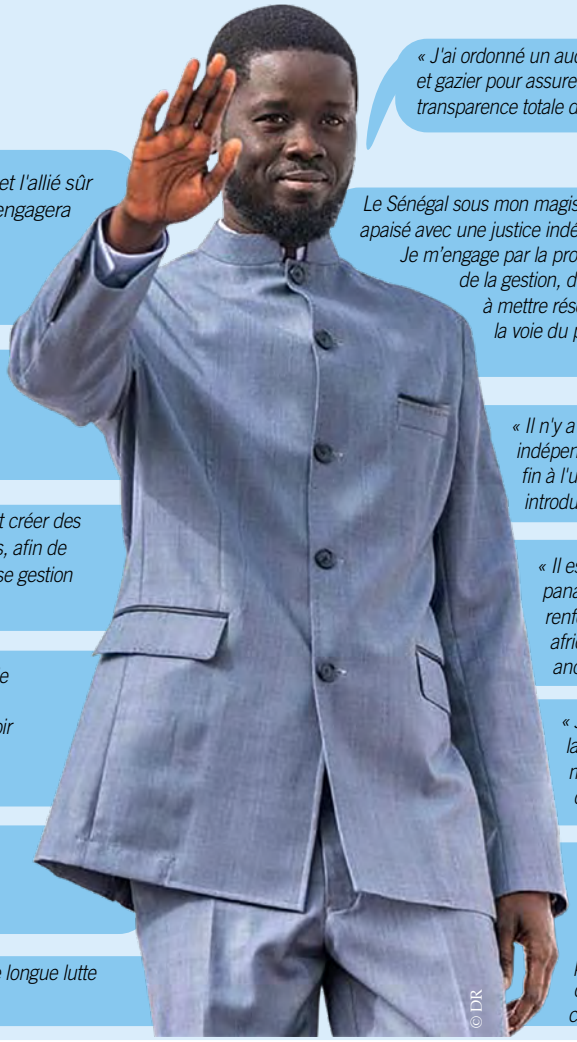
Le pays entre tension et crise

Le Kenya est secoué par une vague de manifestations violentes contre un projet de loi visant à instaurer de nouvelles taxes pour relancer l'économie. Ces protestations ont entraîné de nombreux morts, plusieurs centaines de blessés et d'importants dégâts matériels. Malgré le retrait du projet de loi, le mouvement anti-gouvernemental persiste et s'est étendu à l'ensemble du pays. Le gouvernement envisage désormais de se tourner vers les emprunts et les partenaires internationaux pour financer l'économie..■

SANS LANGUE DE BOIS

BASSIROU DIOMAYE FAYE

Président de la République du Sénégal



« J'ai ordonné un audit des secteurs minier, pétrolier et gazier pour assurer une meilleure gestion et une transparence totale dans ces industries clés. »

« Le Sénégal restera le pays ami et l'allié sûr et fiable de tout partenaire qui s'engagera avec nous dans une coopération vertueuse, respectueuse et mutuellement productive »

Le Sénégal sous mon magistère sera un pays d'espérance, un pays apaisé avec une justice indépendante et une démocratie renforcée. Je m'engage par la promotion du culte du travail, de l'éthique de la gestion, de la discipline et de l'amour de la patrie à mettre résolument et durablement le Sénégal dans la voie du progrès économique et social. »

« Aucun pays ne peut se développer quand la corruption et le détournement des fonds publics sont endémiques. »

« Il n'y a pas de souveraineté sans indépendance monétaire. Nous devons mettre fin à l'utilisation du franc CFA au Sénégal et introduire une nouvelle monnaie nationale. »

« Nous devons réformer l'économie et créer des emplois, en particulier pour les jeunes, afin de lutter contre le chômage et la mauvaise gestion économique. »

« Il est essentiel d'adopter une approche panafricaine de la gouvernance, en renforçant les liens au sein du continent africain plutôt que de dépendre des anciennes puissances coloniales. »

« Je m'engage à réduire les pouvoirs de la présidence et à réintroduire la vice-présidence pour décentraliser le pouvoir politique et renforcer les institutions démocratiques. »

« Je réitère mon engagement à lutter contre la corruption et à réformer l'économie, mettant ainsi la priorité sur ces questions dès le début de mon mandat. »

« Nous devons combattre l'emprise économique française sur notre pays et assurer notre indépendance économique. »

À travers mon élection, le peuple sénégalais s'est engagé dans la voie de la constitution d'un Sénégal juste, d'un Sénégal prospère dans une Afrique en progrès. Notre engagement est de rendre cette vision une réalité tangible pour chaque citoyen. »

« Mon parcours est la culmination d'une longue lutte pour la démocratie et l'État de droit. »

© DR

Hemley Boum

Au service de la vérité et de la mémoire...

L'écrivaine camerounaise à succès revisite sans cesse dans ses écrits, l'Histoire tumultueuse de l'Afrique d'hier à aujourd'hui. Sans fard !

Vanessa ITGNIA

Elle ne laisse personne indifférent. Hemley Boum, née en 1973 à Douala au Cameroun, est une figure emblématique de la littérature africaine contemporaine. Son nom, Boum qui renvoie à une onomatopée traduisant le bruit assourdissant du tonnerre est un indicateur de sa combativité naturelle. Quant à son œuvre, imprégnée de la richesse culturelle du Cameroun et de sa propre expérience de femme africaine, elle explore des thématiques profondes et universelles telles que la mémoire, l'identité, et la quête de justice. Difficile dès lors de passer inaperçue. Boum a grandi au Cameroun avant de poursuivre des études supérieures en France, où elle obtient un diplôme en commerce international. Cette double appartenance culturelle, africaine et européenne, a profondément influencé son écriture. En effet, elle se sert de sa plume pour créer des ponts entre ces deux mondes, exposant les complexités et les beautés de chaque culture.

Dès son jeune âge, Boum montre un intérêt marqué pour la littérature. Ses lectures la mènent vers une vocation d'écrivaine, une carrière qu'elle embrasse pleinement à l'âge adulte. En 2010, elle publie son premier roman, "Le Clan des femmes", qui explore les dynamiques familiales et la condition féminine au Cameroun. Ce premier opus est rapidement suivi de "Si d'aimer..." en 2012, un roman poignant qui traite de l'amour et des sacrifices dans un contexte de guerre civile.

La consécration littéraire

C'est avec "Les Maquisards" en 2015 que Boum connaît une consécration littéraire. Ce roman historique, situé pendant la guerre d'indépendance du Cameroun, plonge les lecteurs dans les affres de la lutte pour la liberté. Le livre est salué pour sa rigueur historique et sa profondeur émotionnelle, des qualités qui valent à Hemley Boum une reconnaissance internationale. Le roman est un témoignage puissant des souffrances et des espoirs du peuple camerounais, et il consolide la position de l'écrivaine comme une voix incontournable de la littérature africaine.

> **Hemley Boum est une conteuse des réalités cachées et des vérités oubliées. Son œuvre, traversée par les thèmes de la mémoire, de l'identité, et de la justice, offre un regard profond et critique sur le passé et le présent du Cameroun et de l'Afrique.**

Une voix pour les sans-voix

Hemley Boum utilise sa notoriété pour défendre les droits humains et la justice sociale. Ses œuvres littéraires sont souvent un miroir des injustices et des souffrances ignorées ou oubliées. En 2019, elle publie « Les jours viennent et passent », un roman qui interroge la mémoire collective à travers les destins croisés de plusieurs générations de femmes camerounaises. Hemley Boum y aborde des sujets tels que la violence, la résilience, et le pardon, offrant une réflexion sur la transmission de l'histoire et des traumatismes.

D'une façon générale, Hemley Boum est une conteuse des réalités cachées et des vérités oubliées. Son œuvre, traversée par les thèmes de la mémoire, de l'identité, et de la justice, offre un regard profond et critique sur le passé et le présent du Cameroun et de l'Afrique. À travers ses récits, elle rappelle l'importance de se souvenir et de comprendre pour pouvoir avancer vers un avenir plus juste et plus humain.

Un engagement littéraire et social

Outre son activité d'écrivaine, la Camerounaise s'engage activement dans des causes sociales. Elle participe régulièrement à des conférences et des ateliers pour promouvoir la littérature africaine et soutenir les jeunes écrivains du continent. Sa présence dans les médias et les festivals littéraires en fait une ambassadrice de la culture camerounaise et africaine.

Le style de Hemley Boum est marqué par une écriture introspective, où l'intimité des personnages sert de miroir aux grands enjeux sociaux et politiques. Son œuvre se caractérise par une langue riche et poétique, capable de capturer la complexité des émotions humaines. Ses romans ne sont pas seulement des récits. Ils sont des invitations à réfléchir sur notre humanité commune. « Les Jours viennent et passent » (prix Ahmadou-Kourouma en 2020) « Les maquisards » (grand prix littéraire d'Afrique noire 2016), « Si d'aimer » (prix Ivoire pour la littérature d'expression française 2013) et « Le rêve du pêcheur » de Hemley Boum, prix littéraire des Sciences Po 2024 sont autant de témoignages que son message passe...■



© DR

Sénégal

Diomaye Faye à l'épreuve du pouvoir



Elu sur la base d'une promesse de rupture, le plus jeune président de l'histoire du Sénégal continue l'apprentissage du pouvoir à l'ombre de son mentor et chef du gouvernement, Ousmane Sonko. Les deux hommes commencent à essuyer les premières critiques de l'opposition.

Par Suzanne CHEVALIER

Les Sénégalais ont élu un, mais auront deux présidents. Cette phrase répétée par certains analystes, dès l'officialisation de la victoire de Bassirou Diomaye Faye, le 24 mars dernier, s'est avérée juste à l'exercice du pouvoir. Durant ces trois premiers mois, le tandem affiche une réelle complicité, jusque dans le code vestimentaire. Les rôles semblent être répartis comme suit : le président s'occupe de la diplomatie et de la défense, le Premier ministre de tout le reste. Mais même dans les domaines dévolus au chef de l'État, Sonko a souvent attiré la lumière. Peut-être à son corps défendant. On l'a ainsi vu recevoir des ambassadeurs ou des personnalités étrangères en visite au Sénégal. C'est sur demande du président de la République, a-t-il précisé. De son côté, le président a multiplié les visites à l'extérieur du pays. Une politique de bon voisinage qui l'a conduit en Mauritanie, en Gambie, en Guinée-Bissau, Côte d'Ivoire, au Cap Vert, Ghana, Mali, Guinée, Burkina Faso, Nigeria, en Sierra Leone et tout récemment en France. Plus d'une dizaine de pays visités en à peine trois mois d'exercice du pouvoir. Il a décliné l'invitation à rejoindre l'Alliance des États du Sahel (AES), marquant sa préférence pour une revitalisation de la CEDEAO. Il s'est également gardé, lors de sa visite à Abidjan, de réitérer publiquement sa promesse de sortir du franc CFA.

Relative discrétion au plan interne

Un activisme sur la scène régionale qui tranche avec sa relative discrétion au plan interne. Hormis quelques visites auprès des chefs religieux et des rencontres publiques qu'il a présidées, le nouveau président n'est pas encore réellement allé au contact de son peuple. Ses partisans veulent voir derrière cette timidité une « force tranquille », voire un nouveau style de gouvernement qui tranche avec l'hyperprésidentialisme auquel les Sénégalais sont habitués depuis Senghor. Mais la nouvelle opposition estime qu'il est *«confiné»* au palais. *« Diomaye règne mais il ne gouverne pas. Il signe, mais ce n'est pas lui qui prend les décisions »*, accuse l'ancien ministre de Macky Sall, Yoro Dia, le comparant au roi d'Angleterre. Pour lui, c'est la première fois qu'on voit un Premier ministre faire des injonctions au président de la République. *« Il a été plébiscité par les jeunes, mais au lieu d'utiliser cette énergie pour lancer de grands travaux, donner de nouvelles orientations, il laisse son Premier ministre pirater cette énergie pour des règlements de comptes personnels»*, dit-il.

Diviser le tandem

Si l'opposition a choisi cet angle d'attaque – essayer de diviser le tandem – c'est qu'elle est en mal d'arguments, répond Ousmane Sonko. *« La mère de la mère de celui qui va séparer Sonko et Diomaye n'est pas encore née »*, a-t-il déclaré lors d'une conférence devant les jeunes de son parti début juin au Grand Théâtre à Dakar. En tant que chef du parti au pouvoir (Pastef) et du gouvernement, il est parfaitement dans son rôle en montant au créneau pour répondre à ces attaques. Mais paradoxalement, cela ne fait que renforcer le constat selon lequel il tire trop la lumière au point d'éclipser le président.



A force de monopoliser la parole Sonko a fini par créer une crise là où il n'y en avait pas. En trainant les pieds pour faire sa déclaration de politique générale devant le parlement désormais dominé par l'opposition fidèle à Macky Sall – il a même suggéré de la faire devant un jury populaire – le chef du gouvernement a fini par brusquer les élus. En représailles à ces *«propos discourtois»*, le bureau de l'Assemblée nationale a reporté sine die le débat d'orientation budgétaire qui était prévu ce 29 juin. Le nouveau pouvoir agite la menace de la dissolution du parlement. L'opposition, elle, envisage de voter une loi pour l'en empêcher. Dans ce jeu de poker menteur, pour ne pas dire de crise ouverte entre les deux institutions, difficile de prédire qui va l'emporter.

Mais c'est surtout sur le plan économique que les attentes sont les plus pressantes. Comme promis, le nouveau pouvoir a annoncé une baisse des prix de certaines denrées de première nécessité. Mais comme les précédentes mesures de ce genre, on doute que cela puisse réellement soulager le pouvoir d'achat des ménages. De même, l'épineuse question de l'emploi, une autre promesse électorale, reste entière. Même si ce n'est pas une question qui se règle en un jour, les jeunes qui ont majoritairement voté pour le changement attendent rapidement des initiatives. En mode rodage, le tandem bénéficie pour le moment de l'état de grâce. Mais pour combien de temps encore ?▪

Les Sénégalais ont élu un, mais auront deux présidents. Cette phrase répétée par certains analystes, dès l'officialisation de la victoire de Bassirou Diomaye Faye, le 24 mars dernier, s'est avérée juste à l'exercice du pouvoir.

LES MESURES PHARES DES TROIS PREMIERS MOIS

Depuis son élection, le président Bassirou Diomaye Faye s'est engagé à répondre rapidement aux défis économiques, judiciaires et environnementaux du Sénégal. Ses premières actions se concentrent sur l'amélioration du bien-être des citoyens, la transparence institutionnelle et la préservation de l'environnement. Voici un aperçu des mesures clés mises en œuvre :

▪ **Baisse du coût de la vie :**
- Révision des taxes sur les produits de première nécessité.
- Subventions pour les denrées alimentaires essentielles.
- Mesures visant à stabiliser les prix des produits de base.

▪ **Réforme de la Justice :**
- Renforcement des ressources allouées aux tribunaux.
- Promotion de la transparence dans les procédures judiciaires.
- Initiatives pour garantir l'indépendance du système judiciaire.

- Publication des rapports des corps de contrôle :
- Rendre les rapports des corps de contrôle accessibles au public.
- Promouvoir la transparence et la reddition de comptes dans les institutions publiques.
- Renforcement des mécanismes de lutte contre la corruption.

▪ **Suspension des constructions sur le Littoral :**
- Mise en place d'un moratoire sur les nouvelles constructions côtières.
- Initiatives pour préserver les zones côtières de Dakar.
- Mesures visant à protéger les écosystèmes marins et à améliorer la qualité de vie des habitants.▪



République démocratique du Congo

Suminwa Tuluka en mission…

L'ambitieuse feuille de route du nouveau Premier ministre congolais validée le 11 juin dernier par l'Assemblée nationale, porte sur la mise en œuvre des engagements pris par le président Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo pendant la campagne pour sa réélection.

Par Claire MEZANG

Depuis la réélection de Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo à la suite du scrutin du 20 décembre 2023, les Congolais espèrent un avenir meilleur. Tout au long de sa campagne électorale, le président a multiplié les promesses de changements significatifs dans les conditions de vie des citoyens. Lors de son investiture le 20 janvier 2024 au Stade des Martyrs de Kinshasa, en présence de nombreux compatriotes et de plusieurs dirigeants africains, il s'est engagé à utiliser tout son pouvoir pour éviter la répétition des erreurs du passé. Il a présenté un programme ambitieux axé sur six objectifs principaux : créer plus d'emplois en favorisant l'entrepreneuriat des jeunes, stabiliser le pouvoir d'achat des ménages, assurer la sécurité des personnes et des biens, diversifier l'économie, améliorer l'accès aux services sociaux de base, et renforcer les services publics.

Un joker pour le changement

La mise en œuvre de ces chantiers titanesques repose désormais entre les mains de Judith Suminwa Tuluka, une économiste de 57 ans qui a fait ses preuves dans le secteur bancaire et au Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Depuis sa



nomination, de nombreuses questions se posent au sujet de sa capacité à mener à bien cette mission dans un pays aussi complexe que la RDC. Ses partisans sont cependant confiants, arguant qu'elle dispose des compétences et de l'expérience nécessaires pour relever ce défi. Ancienne ministre du Plan de Jean-Michel Sama Lukond, elle a également travaillé au ministère du Budget et a été coordonnatrice adjointe du Conseil présidentiel de veille stratégique (CPVS).

Une feuille de route ambitieuse

Le 11 juin 2024, Judith Suminwa Tuluka a défendu devant l'Assemblée nationale une feuille de route calquée sur les objectifs du président, adoptée par 397 voix sur 405 votants et 8 abstentions. Ce vaste programme, chiffré à 92,92 milliards de dollars, vise à donner au Congo un visage plus reluisant au cours des cinq prochaines années. Les prévisions budgétaires seront couvertes par des ressources étatiques et non-étatiques, provenant du pouvoir central, des provinces et des entités territoriales décentralisées. Le plan inclut la construction de nouvelles infrastructures en matière de routes terrestres, voies fluviales, aériennes et ferroviaires, ainsi que des améliorations dans les domaines de la santé et de l'éducation. L'environnement, la lutte contre la corruption, la réduction du chômage des jeunes par la création d'emplois, et l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages sont également des priorités de ce programme.

Le 11 juin 2024, Judith Suminwa Tuluka a défendu devant l'Assemblée nationale une feuille de route calquée sur les objectifs du président, adoptée par 397 voix sur 405 votants et 8 abstentions. Ce vaste programme, chiffré à 92,92 milliards de dollars, vise à donner au Congo un visage plus reluisant au cours des cinq prochaines années.

Défis sécuritaires majeurs

La réalisation de ce programme ambitieux dépendra cependant de la sécurisation du pays. Malgré les déclarations fermes du président contre les groupes armés, le Mouvement du 23 mars (M23) continue de gagner du terrain à l'Est de la RDC, posant un défi majeur à la stabilité du pays. Félix Tshisekedi rêve de restructurer l'armée depuis son arrivée au pouvoir en 2018, mais les résultats tardent à venir. L'armée congolaise, souvent accusée de corruption et de connivence avec l'ennemi, peine à contenir les rebelles. Le président est contraint de demander régulièrement un soutien extérieur en troupes.

Face à une situation sécuritaire dégradée, une réforme en profondeur de l'appareil sécuritaire apparaît comme un impératif catégorique. Sans cela, il sera difficile pour Judith Suminwa Tuluka et son équipe d'atteindre les objectifs fixés et de répondre aux attentes des Congolais. Et ces attentes sont nombreuses, tant les Congolais au cours des deux dernières décennies, voire davantage, ont connu peu de moments de quiétude voguant entre oppression politique, guerres, divisions ethniques, pauvreté etc. Ils espèrent que Judith Suminwa Tuluka, avec le soutien de l'ensemble du gouvernement et de la communauté internationale, parviendra à surmonter les défis sécuritaires et économiques pour réaliser les ambitions du président Tshisekedi et améliorer les conditions de vie dans le pays.■

Bénin-Niger

Une tension nocive

Depuis plusieurs mois, une montée d'adrénaline entre Porto-Novo et Niamey met à mal les relations entre le Bénin et le Niger, compromettant les espoirs de réintégration de ce dernier au sein de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Par Claire MEZANG



© DR

Entre le Niger et le Bénin, la brouille persiste et le pétrole ne coule plus. La situation a pris une nouvelle tournure après l'arrestation, le 5 juin à Sèmè-Kpodji, de cinq Nigériens en territoire béninois. Ces derniers ont été condamnés à 18 mois de prison avec sursis pour « usurpation de titre et usage de données informatiques falsifiées ». Cet incident a sérieusement ébranlé les relations jadis fraternelles entre les deux nations. Le régime militaire de Niamey a fermé depuis le 6 juin 2024, les vannes du pipeline qui achemine le brut nigérien au port béninois de Sèmè-Kpodji. Pour le ministre nigérien du pétrole, Mahaman Moustapha Barké « On ne peut pas accepter d'être assis pendant que notre pétrole est en train d'être volé par d'autres personnes » parce que « nous ne sommes pas présents là où on doit le charger ». Des chaînes et des scellés ont été posés sur toutes les vannes par lesquelles transitent le pétrole nigérien sur ordre du général Abdourahamane Tiani

Des causes profondes

À l'origine de cette crise, Porto-Novo reproche à Niamey de maintenir fermée sa frontière malgré la levée, en février dernier, des sanctions économiques imposées par la CEDEAO. Ces sanctions avaient été mises en place suite au renversement du président nigérien Mohamed Bazoum par le Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP), dirigé par le général Abdourahamane Tiani. Niamey justifie la fermeture de sa frontière par des raisons sécuritaires, évoquant la présence de troupes françaises au Bénin, perçues comme une menace sérieuse. Le Premier ministre nigérien, Ali Mahaman Lamine Zeine, a ainsi déclaré lors d'un point de presse le 11 mai : « C'est pour des raisons simples de sécurité que nous avons gardé cette frontière fermée (…) Nous avons souve-



Les conciliabules entre militaires nigériens et béninois se sont multipliés à la frontière entre les deux pays depuis plusieurs mois.

rainement décidé de garder notre frontière fermée avec le Bénin. Sur le territoire du Bénin, il y a des bases françaises et sur certaines d'entre elles, on entraîne des terroristes qui doivent venir déstabiliser notre pays ». Ces accusations ont néanmoins été réfutées par le chef d'état-major des armées françaises, Thierry Burkhard, qui a affirmé qu'*«il n'y a pas de base militaire française au Bénin »* ni de *« mission militaire permanente »*.

Un désastre économique

Dans cette épreuve de force, aucun des deux pays ne veut baisser la garde. Porto-Novo a notamment bloqué l'exportation du pétrole brut nigérien via son port de Sèmè-Kpodji. Ce projet pétrolier, débuté en avril, avait pourtant suscité l'espoir dans les deux camps. Le pipeline, d'un coût de 6 milliards de dollars, s'étend sur 2000 km, dont 675 km au Niger et le reste au Bénin. À terme, il devait permettre d'atteindre une production de 200 000 barils de pétrole par jour d'ici 2026, générant des milliers d'emplois directs et indirects de chaque côté.

L'absence d'une médiation internationale efficace n'augure pas une issue heureuse imminente. Ni la CEDEAO ni la communauté internationale ne semblent pour le moment mesurer l'impact de ce bras de fer. Cette crise plonge la coopération bilatérale dans l'impasse et affecte gravement le commerce transfrontalier. Niamey a néanmoins demandé à la multinationale chinoise WAPCO, au cœur de ce projet, de dialoguer avec le gouvernement béninois. Cependant, Porto-Novo ne semble pas prendre l'initiative pour résoudre ce conflit. Pourtant ce pétrole est essentiel pour les économies des deux pays et pour l'entreprise chinoise Wapco, qui l'exploite.

L'absence d'une médiation internationale efficace n'augure pas une issue heureuse imminente. Ni la CEDEAO ni la communauté internationale ne semblent pour le moment mesurer l'impact de ce bras de fer. Cette crise plonge la coopération bilatérale dans l'impasse et affecte gravement le commerce transfrontalier.

En conséquence, le Niger, pays enclavé, fait face à des difficultés d'approvisionnement en produits de grande consommation et à une augmentation constante du coût de la vie. De son côté, le Bénin voit ses recettes diminuer drastiquement en raison de la baisse des échanges commerciaux et du transit de l'oléoduc.

Un conflit nuisible

Davantage, les peuples béninois et nigériens, unis par l'histoire et la géographie, se trouvent désormais divisés par ce conflit. La crise actuelle est un véritable désastre, compromettant notamment la médiation du président sénégalais Bassirou Diomaye Faye, initiée pour ramener le Burkina Faso, le Mali et le Niger au sein de la CEDEAO. Ces trois États, dirigés par des militaires, ont formé l'Alliance des États du Sahel (AES) et n'entendent pas revenir en arrière. Quoi qu'il en soit, le climat délétère et de méfiance entre le Bénin et le Niger nécessite une médiation internationale urgente pour éviter une escalade et favoriser le retour à des relations bilatérales harmonieuses. À ce propos l'action entamée récemment auprès des protagonistes par les anciens chefs d'État béninois, Nicéphore Soglo et Thomas Yayi Bony, présentée par beaucoup comme étant celle de la dernière chance, pourrait peut-être porter des fruits allant dans le sens d'un apaisement entre Porto-Novo et Niamey.■



Afrique du Sud

Une nouvelle ère...

Les dernières élections générales ont consacré la perte d'influence du Congrès national africain (ANC) et imposé un gouvernement d'union nationale.

Par René MATEA



Les dernières élections générales en Afrique du Sud ont marqué une rupture significative dans l'histoire politique du pays. Pour la première fois en près de trois décennies, le Congrès national africain (ANC) a perdu sa majorité absolue à l'Assemblée nationale, un événement qui a conduit à la formation d'un gouvernement d'union nationale. Cette évolution pourrait présager une nouvelle ère pour la politique sud-africaine, caractérisée par une gouvernance plus inclusive et représentative.

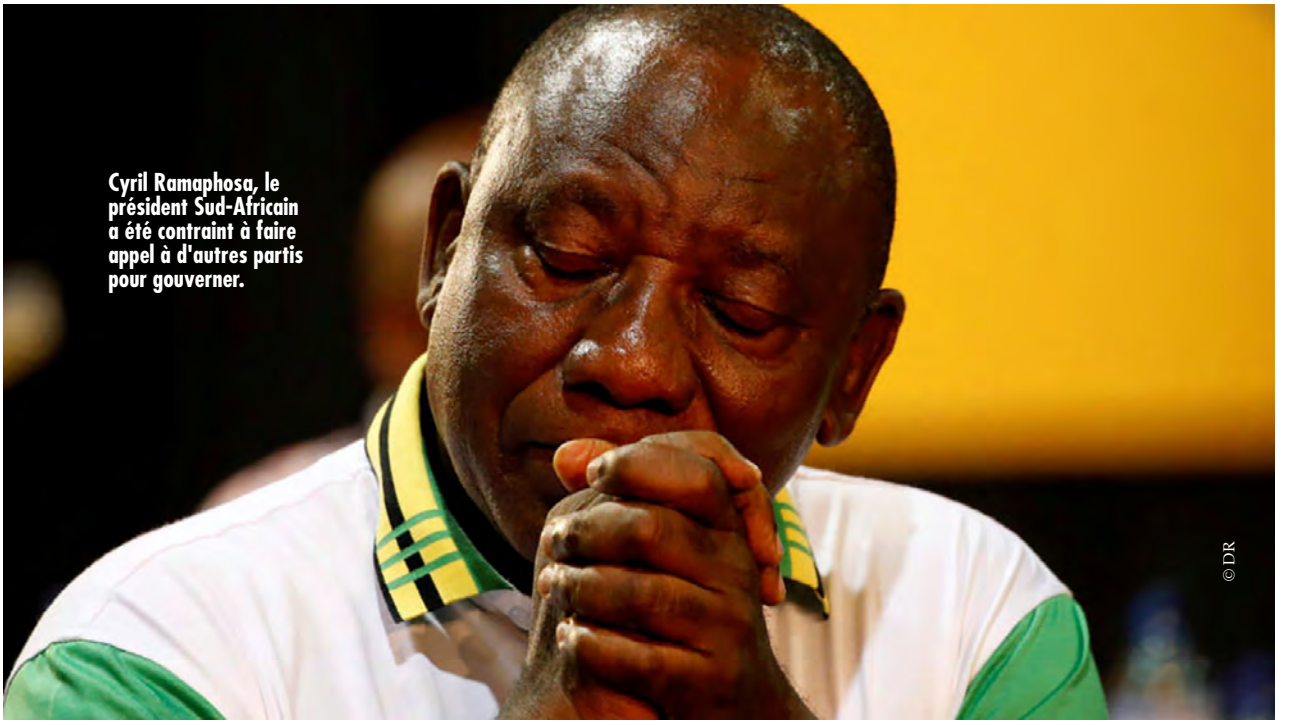
Le déclin de l'ANC

Depuis sa fondation en 1912, l'ANC a dominé la scène politique sud-africaine, jouant un rôle central dans la lutte contre l'apartheid et la transformation du pays en une démocratie multiraciale. Cependant, l'exercice du pouvoir a révélé des faiblesses structurelles au sein du parti, notamment une corruption endémique, des scandales politiques, et une mauvaise gestion économique. Ces problèmes ont érodé la confiance des électeurs, qui ont exprimé leur mécontentement lors des récentes élections.

En 2019, l'ANC avait encore recueilli 57 % des voix. Lors des dernières élections, ce chiffre est tombé à 40 %, obligeant le parti à former des coalitions pour gouverner. Les jeunes électeurs, en particulier, se montrent de plus en plus sceptiques envers l'ANC, soulignant l'incapacité du parti à répondre à leurs attentes en matière de chômage, d'inégalités et de services publics.

Une nouvelle configuration politique

Malgré ce revers électoral, Cyril Ramaphosa, le leader de l'ANC, a été réélu



Cyril Ramaphosa, le président Sud-Africain a été contraint à faire appel à d'autres partis pour gouverner.

© DR

président. Cependant, pour assurer une gouvernance efficace, l'ANC doit désormais compter sur le soutien de divers partis politiques. Le gouvernement de coalition formé inclut plusieurs formations politiques, dont l'Alliance démocratique (DA), désormais la deuxième force politique du pays avec 21,8 % des voix. D'autres petits partis, comme le parti nationaliste zoulou Inkhata, le parti identitaire blanc FF Plus, et l'Alliance patriotique anti-immigrés, participent également au gouvernement.

Cyril Ramaphosa a salué l'avènement d'une « nouvelle ère » et a souligné la nécessité de travailler ensemble pour consolider la démocratie constitutionnelle et l'État de droit en Afrique du Sud. « Il s'agit d'un moment historique dans la vie de notre pays qui exige que nous travaillions et agissions ensemble pour consolider notre démocratie constitutionnelle et l'État de droit, et construire une Afrique du Sud pour tous ses habitants », a déclaré le président sud-africain. Au demeurant, la capacité de l'ANC à collaborer efficacement avec ses partenaires de coalition déterminera en grande partie la stabilité du gouvernement et la mise en œuvre de politiques essentielles pour le développement du pays.

Défis et opportunités

L'entrée de l'opposition dans le gouvernement, avec des partis comme DA qui prône une libéralisation de l'économie, pourrait introduire une dynamique politique plus équilibrée et plus représentative des diverses opinions au sein de la société sud-africaine. John Steenhuisen, le leader de DA, est entré au gouvernement comme ministre de l'Agriculture. Et son parti détient six portefeuilles dont l'Environnement, les Travaux publics ou encore l'Éducation. Une gouvernance plus transparente et réactive aux besoins de la population pourrait émerger, favorisant une plus grande participation citoyenne et une meilleure prise en compte des préoccupations locales.

Le gouvernement de coalition formé inclut plusieurs formations politiques, dont l'Alliance démocratique (DA), désormais la deuxième force politique du pays avec 21,8 % des voix. D'autres petits partis, comme le parti nationaliste zoulou Inkhata, le parti identitaire blanc FF Plus, et l'Alliance patriotique anti-immigrés, participent également au gouvernement.

Cependant, cette nouvelle configuration politique n'est pas sans risques. La fragmentation politique pourrait entraîner des blocages et des luttes internes, retardant la mise en œuvre des réformes nécessaires. De plus, l'instabilité politique pourrait affecter la confiance des investisseurs et nuire à la croissance économique du pays. Les Combattants pour la liberté économique (EFF) et le parti Umkhonto we Sizwe (MK) de l'ancien président Jacob Zuma, deux formations populistes associées à divers scandales de corruption et prônant des réformes économiques radicales, n'ont pas souhaité participer au gouvernement d'union nationale, ce qui pourrait limiter la cohésion et l'efficacité de l'exécutif. Les EFF et le parti MK, qui ont recueilli respectivement 9,5 % et 14,6 % des voix aux élections, n'ont pas souhaité prendre part à un gouvernement d'union nationale aux côtés de la DA. Pour eux, DA est un parti qui défend exclusivement les privilèges de la minorité blanche.

Une chose est certaine, c'est que l'Afrique du Sud entre dans une nouvelle ère politique où le règne incontesté de l'ANC est révolu. Cette transition vers une gouvernance de coalition présente à la fois des opportunités et des défis majeurs. Pour réussir, l'ANC devra faire preuve de flexibilité, de transparence et d'une volonté réelle de travailler de concert avec ses nouveaux partenaires politiques. L'avenir de la première économie africaine dépendra en grande partie de la capacité des leaders politiques à naviguer avec succès dans ce nouveau paysage complexe et à répondre aux aspirations de leurs concitoyens.▪



© DR

CEEAC-CEMAC

Petits pas vers la fusion

Les deux communautés économiques d'Afrique centrale, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et la Communauté économique et monétaire des États de l'Afrique centrale (CEMAC), projettent de se dissoudre pour former une seule entité. Cependant, ce projet rencontre encore des résistances.

Par Claire MEZANG

Prévue initialement pour la fin 2023, la fusion de la CEEAC et de la CEMAC progresse doucement. Cette initiative des chefs d'État de la sous-région, est encore à l'étude. Les conclusions de la sixième réunion des ministres du Comité de pilotage de la rationalisation des communautés économiques régionales en Afrique centrale (COPIL CER-AC), tenues les 6 et 7 juin derniers, n'offrent pas de perspective claire quant à l'aboutissement proche de ce projet, initié par les chefs d'État des deux communautés. Les principes de progressivité, de respect et de capitalisation des acquis communautaires, de soutenabilité budgétaire et de solidarité communautaire ne jettent pour l'instant que les bases d'une transition.



Des défis à relever

Il faudra encore de la patience. Pour combien de temps ? À N'Djamena, Kigali, Luanda, Libreville, ou Bangui, aucun dirigeant ne peut prédire avec certitude la date de cette fusion. Selon les experts, l'existence simultanée de ces deux communautés économiques régionales empêche l'Afrique centrale de progresser efficacement en matière d'intégration. Avec un marché de près de 250 millions d'habitants, l'Afrique centrale constitue, selon l'Union africaine (UA), la région la moins intégrée du continent. À titre de comparaison, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est souvent citée comme un modèle de libre circulation des personnes et des biens, et de réduction des barrières douanières. Malgré l'annonce du départ du Burkina Faso, du Mali et du Niger, qui s'engagent dans la création de l'Alliance des États du Sahel (AES) après avoir été sanctionnés par la CEDEAO, celle-ci reste un modèle à suivre.

Malgré l'optimisme de certains participants à la rencontre de Yaoundé quant à une fusion imminente de la CEEAC et de la CEMAC, la réalité sur le terrain incite à la prudence. Au sein de la CEMAC, la libre circulation demeure un défi malgré les intentions déclarées des dirigeants. Des pays comme le Gabon et la Guinée équatoriale maintiennent leurs frontières fermées et refoulent les citoyens de certains États membres. Cette situation suscite des doutes concernant la réalisation effective de cette fusion. La situation est similaire au sein de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL), où les tensions entre la République



démocratique du Congo (RDC), le Rwanda et le Burundi laissent peu de place à l'optimisme. Cette partie de l'Afrique centrale est un foyer d'insécurité où les dirigeants, au lieu de coopérer, se méfient les uns des autres et échangent régulièrement des piques et des invectives. Pour réussir une fusion solide, les dirigeants devront surmonter ces obstacles pour l'intérêt commun.

Des progrès encourageants

Bien que la fusion de la CEEAC et de la CEMAC prenne du temps, des efforts significatifs ont déjà été réalisés. La Haute autorité des marchés financiers en Afrique centrale devrait permettre de développer des marchés financiers performants, complétant ainsi le système de financement actuellement limité aux services bancaires. Son protocole est entre les mains du président camerounais, Paul Biya, chargé par ses pairs de la rationalisation des Communautés économiques en Afrique centrale, à qui incombe la délicate mission de mener ce projet à bien.

« Il est évident que la fusion de la CEEAC et de la CEMAC est un projet ambitieux qui demande des efforts continus de la part de chaque État membre. Chaque pays doit surmonter son protectionnisme au profit de l'intégration régionale, dont les avantages ne sont plus à démontrer dans une Afrique en quête d'unité.

Les quatre écoles de formation communautaires, choisies en fonction des critères de subsidiarité, de capacité, de pertinence et d'intégration, sont l'École régionale de formation aux métiers de la navigation intérieure (ERFMNI), l'Institut sous-régional de statistique et d'économie appliquée (ISSEA), l'Institut sous-régional multisectoriel de technologie appliquée (ISTA), et le Centre inter-États d'enseignement supérieur en santé publique d'Afrique centrale (CIESPAC). Ces institutions doivent former des cadres dans plusieurs domaines. La Cour de justice et des droits de l'Homme devra servir d'arbitre impartial en cas de litige entre États et citoyens de la sous-région.

Il est évident que la fusion de la CEEAC et de la CEMAC est un projet ambitieux qui demande des efforts continus de la part de chaque État membre. Chaque pays doit surmonter son protectionnisme au profit de l'intégration régionale, dont les avantages ne sont plus à démontrer dans une Afrique en quête d'unité. L'objectif ultime étant de réaliser le rêve des États-Unis d'Afrique, tant chéri par des leaders visionnaires comme Kwame Nkrumah et Julius Nyerere.■

CANEX WKND 2024

16-19 OCTOBRE 2024 | ALGER, ALGÉRIE

Organisé par la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) en partenariat avec la Commission de l'Union africaine (CUA), le Secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire.

Mode

Musique

Cinéma

Arts visuels et artisanat

Littérature

Sports

Gastronomie

CANEX WKND 2024 promet d'être le rassemblement le plus important et le plus influent de l'année pour les créatifs provenant de toute l'Afrique et de la diaspora.

Les points forts de l'événement sont les suivants :

- Exposition et marché
- Exposition d'art
- Gastronomie et démonstrations en direct
- Spectacles en direct
- Réseautage et salles de marché
- Masterclasses
- CANEX Book Factory [Fabrique de livres CANEX]
- CANEX Music Factory [Fabrique de musique CANEX]
- CANEX Shorts (concours de courts métrages et récompenses)
- Conversations

INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT POUR PARTICIPER GRATUITEMENT

Il vous suffit de créer un compte et de vous inscrire gratuitement sur www.canex.africa pour garantir votre place à toutes les séances, masterclasses et autres !



UN SEUL PEUPLE UNI DANS LA CULTURE
CRÉANT POUR LE MONDE

PROMUE PAR AFREXIMBANK

EN COLLABORATION AVEC Union Africaine, AfCFTA

ACCUEILLIE PAR

Tchad

Et maintenant l'ordre constitutionnel

Mahamat Idriss Déby Itno a changé de statut à la faveur de la présidentielle du 6 mai 2024. Désormais, il est le président légal et légitime du Tchad. Mais, des interrogations émergent sur sa capacité à remettre son pays à flots.



Par Vanessa ITGNIA

La transition politique au Tchad a atteint un tournant décisif avec l'élection et l'investiture de Mahamat Idriss Déby Itno en tant que président de la République. Après une période tumultueuse suite au décès de son père, Idriss Déby Itno, le nouveau président est désormais chargé de rétablir l'ordre constitutionnel et de réconcilier une nation divisée. La question cruciale est de savoir s'il sera en mesure de se départir de son passé militaire pour incarner pleinement le rôle de chef d'État civil et unifier ses concitoyens.

Le contexte de son accession au pouvoir est également important à prendre en compte. Après la mort de son père en avril 2021, Mahamat Idriss Déby Itno, alors général de l'armée, a été rapidement placé à la tête d'un Conseil militaire de transition (CMT). Cette transition, marquée par des tensions politiques et sociales, a été critiquée tant au niveau national qu'international. L'armée, qui a toujours joué un rôle central dans la politique du pays, représente un défi majeur pour Mahamat Idriss Déby Itno qui doit désormais naviguer entre son héritage militaire et les exigences d'une présidence civile. L'élection du fils d'Idriss Déby Itno et sa prestation de serment marquent le début d'un nouveau chapitre pour le Tchad.

Cependant, ce chapitre s'ouvre sans la collaboration de Succès Masra, ancien Premier ministre et rival politique. Déby Itno a remporté l'élection présidentielle du 6 mai 2024 contre Masra, mettant ainsi fin à leur brève collaboration. Ce changement a été suivi par la nomination d'un nouveau Premier ministre, Allamaye Halina, issu du parti de Mahamat Idriss Déby Itno. Mais, la courte durée d'un gouvernement d'union nationale soulève des interrogations quant à son impact réel sur la réconciliation et la stabilité politique.

Pour réussir cette transition vers un ordre constitutionnel stable, plusieurs défis majeurs doivent être relevés. Tout d'abord, Mahamat Idriss Déby Itno devra établir une gouvernance inclusive qui tienne compte des différentes composantes politiques et sociales du pays. La réconciliation nationale passe par l'intégration de diverses factions politiques et la mise en place d'un dialogue constructif avec l'opposition et la société civile.

> **Pour réussir à instaurer un ordre constitutionnel durable, le nouveau président devra prouver qu'il peut se détacher de son passé militaire pour assumer pleinement les responsabilités d'un chef d'État civil. Et seul le temps nous dira si Mahamat Idriss Déby Itno sera en mesure de relever ce défi et d'unifier une nation en quête de stabilité et de prospérité.**

Ensuite, la lutte contre la corruption et la mise en place de réformes économiques seront essentielles. Le Tchad, riche en ressources naturelles, a souvent été confronté à une mauvaise gestion et à des scandales financiers. La transparence et la responsabilisation des institutions publiques joueront un rôle crucial dans le rétablissement de la confiance des citoyens et des partenaires internationaux.

Par ailleurs, la sécurité reste un enjeu majeur. Situé dans une région instable, le Tchad doit faire face à des menaces sécuritaires provenant de groupes armés et de



conflits régionaux. Le président tchadien devra élaborer une stratégie de sécurité nationale efficace tout en évitant une militarisation excessive du pouvoir exécutif. La transition vers un leadership civil exigera un équilibre délicat entre le maintien de l'ordre et la réduction de l'influence militaire sur la politique. Pour réussir à instaurer un ordre constitutionnel durable, le nouveau président devra prouver qu'il peut se détacher de son passé militaire pour assumer pleinement les responsabilités d'un chef d'État civil. Et seul le temps nous dira si Mahamat Idriss Déby Itno sera en mesure de relever ce défi et d'unifier une nation en quête de stabilité et de prospérité.

En plus des défis internes, le Tchad doit également faire face à des enjeux régionaux et internationaux. La situation sécuritaire dans la région du Sahel reste préoccupante, avec la présence de groupes terroristes et l'instabilité dans les pays voisins. Le Tchad joue un rôle clé dans la lutte contre le terrorisme et la stabilisation de la région, et le président Déby Itno devra continuer à renforcer les efforts de sécurité et à coopérer avec les pays voisins et les partenaires internationaux. La route vers un ordre constitutionnel stable et prospère sera longue et exigeante. Mais avec un leadership fort, une gouvernance inclusive et des réformes appropriées, le Tchad peut surmonter ses défis et ouvrir la voie à un avenir meilleur. ▪





Gabon

La classe politique se rebiffe contre les militaires

Les recommandations du Dialogue national inclusif sont jugées liberticides et les opposants accusent les militaires de vouloir confisquer le pouvoir.

Par Suzanne CHEVALIER

Le Gabon traverse une période de turbulences politiques suite aux recommandations du Dialogue national inclusif (DNI) qui s'est tenu du 2 au 30 avril 2024 à Libreville. L'opposition, estimant avoir été lésée, accuse les militaires au pouvoir de tenter de confisquer le pouvoir. Cette situation a intensifié les tensions entre les différentes factions politiques du pays. Les opposants gabonais sont particulièrement critiques à l'égard des conclusions du DNI. Jean Ping, figure emblématique de l'opposition, a ainsi déclaré : « Les résultats de ce dialogue ne reflètent en rien les aspirations du peuple gabonais. Les militaires cherchent à consolider leur emprise sur le pays sous le couvert de recommandations prétendument consensuelles. » Ces propos illustrent bien le sentiment de trahison ressenti par de nombreux acteurs de l'opposition, qui avaient pourtant participé au dialogue dans l'espoir d'un changement réel et démocratique.

Albert Ondo Ossa, autre figure majeure de l'opposition, partage cette colère. « Le DNI n'a été qu'une mascarade pour légitimer un pouvoir militaire qui refuse de céder la place aux civils. Nous avons été exclus des décisions cruciales, et nos propositions ont été systématiquement rejetées », a-t-il affirmé lors d'une conférence de presse. Ondo accuse également les militaires de manipuler le processus politique pour maintenir leur contrôle. Le professeur d'économie dénonce ce qu'il considère comme des dérives autoritaires de la transition en cours qui doit s'achever en août 2024. Davantage, plus de dix mois après le coup d'État, Albert Ondo Ossa demande qu'on publie les vrais résultats de l'élection présidentielle d'août 2023 dont il estime être le véritable vainqueur. « Il y a eu une élection. Tirons les conclusions qui s'imposent. L'élection procède du droit. Le coup d'État, c'est une situation de fait, moi je reste sur une situation de droit. » clame-t-il.

Libertés politiques en danger...

Dans le concert de critiques contre les conclusions du DNI, même les anciens membres influents du régime d'Ali Bongo Ondimba, jusqu'ici très discrets, ont retrouvé de la voix. Alain Claude Bilie-By-Nze, l'ancien Premier ministre de l'ancien président, a notamment fustigé le virage pris par les militaires. Il estime qu'ils ont fait trop de promesses qu'ils n'arrivent pas à respecter. Il redoute surtout qu'ils ne veuillent pas passer la main. L'ancien dignitaire pointe notamment du doigt la suspension proposée des partis politiques et l'interdiction faite aux membres de



Le Général Clotaire Oligui Nguema est accusé par de nombreux acteurs politiques de verrouiller le pouvoir.

l'ex-parti au pouvoir, le Parti démocratique gabonais (PDG), de jouer un rôle sur la scène politique pendant trois ans. D'une façon générale, sur le plan des libertés politiques, la situation est préoccupante. Plusieurs opposants et journalistes ont dénoncé des arrestations arbitraires et des restrictions à la liberté d'expression. « Nous assistons à un recul des libertés fondamentales sous prétexte de sécuriser la transition », a affirmé Paulette Missambo, présidente de l'Union nationale.

Par ailleurs, la lutte contre la corruption, l'une des promesses clés des militaires, a suscité des espoirs mitigés. Bien que des mesures aient été annoncées, les résultats concrets tardent à se matérialiser. Des enquêtes ont été lancées contre d'anciens dignitaires du régime Bongo, mais l'ampleur de la corruption reste un défi majeur. « La lutte contre la corruption ne doit pas être un outil de répression politique, mais un véritable effort pour assainir la vie publique », a déclaré Marc Ona Essangui, activiste anti-corruption.

Les militaires droits dans leurs bottes

Face aux accusations, les militaires au pouvoir, représentés par le général Brice Oligui Nguema, ont défendu les recommandations du DNI. « Ce dialogue a été une plateforme inclusive où toutes les parties ont pu s'exprimer. Les décisions prises visent à stabiliser le pays et à préparer des élections libres et transparentes », a-t-il affirmé. Cette déclaration vise à apaiser les tensions, mais elle n'a pas réussi à convaincre une opposition de plus en plus méfiante. Davantage, le dialogue n'a pas interdit au général Oligui Nguema d'exercer la fonction de président, alors que d'une manière générale les acteurs politiques sont muselés.

Face aux accusations, les militaires au pouvoir, représentés par le général Brice Oligui Nguema, ont défendu les recommandations du DNI. « Ce dialogue a été une plateforme inclusive où toutes les parties ont pu s'exprimer. Les décisions prises visent à stabiliser le pays et à préparer des élections libres et transparentes », a t-il affirmé.

En tout état de cause, le moins que l'on puisse dire c'est que le Gabon se trouve à un carrefour politique crucial. Les recommandations du Dialogue national inclusif, censées apporter une solution à la crise politique, ont au contraire exacerbé les tensions entre les militaires et l'opposition. Alors que les appels à la mobilisation se multiplient, la communauté internationale observe avec attention l'évolution de la situation. Le chemin vers la réconciliation et la stabilité démocratique semble encore long et semé d'embûches. Les prochains mois seront déterminants pour l'avenir politique du Gabon.■

Cameroun

L'alternance en salle d'attente

Le calendrier électoral a été chamboulé par la prolongation de douze mois des mandats des députés et des conseillers municipaux. Cette situation soulève des questions et des inquiétudes, alors que de nombreux Camerounais aspirent à une alternance politique.

Par Abdoulaye YERO

La prorogation des mandats des députés et des conseillers municipaux était attendue par une grande partie de la classe politique camerounaise. Cette extension de douze mois intervient à un moment crucial, où les mandats actuels devaient se terminer bientôt. La conséquence immédiate de cette prorogation est l'inversion du calendrier électoral, une situation redoutée par de nombreux acteurs politiques, en particulier ceux de l'opposition.

Initialement, les élections locales, législatives et municipales devaient avoir lieu en mars 2025, suivies de l'élection présidentielle prévue pour octobre de la même année. L'inversion de ce calendrier électoral crée une incertitude stratégique pour les partis politiques, notamment pour le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC) de Maurice Kamto, qui avait boycotté les élections de 2020. Sans élus actuellement en place, le MRC se trouve dans une position difficile, car disposer d'élus est une condition quasi indispensable pour la perspective d'une candidature à l'élection présidentielle.

Manœuvres politiques ou réformes nécessaires ?

Pour certains analystes, cette prorogation n'est rien d'autre qu'une manœuvre politique visant à écarter certains adversaires de la course à l'élection présidentielle de 2025. En retardant les élections locales et législatives, le pouvoir en place pourrait chercher à renforcer sa position en affaiblissant l'opposition. Ces tactiques, si elles sont avérées, risquent d'aggraver les tensions politiques et d'éroder davantage la confiance des Camerounais dans le processus électoral.

D'autres voix estiment cependant que cette prorogation pourrait offrir une opportunité pour mieux préparer les prochaines élections et garantir une organisation plus transparente et équitable. Dans un pays où les élections sont souvent entachées de controverses et d'irrégularités, une période supplémentaire de préparation pourrait permettre d'améliorer les conditions de vote et de renforcer les institutions démocratiques.

Un désir croissant d'alternance

Le désir d'alternance politique parmi les Camerounais est en tout cas palpable. Après des décennies de domi-



nation du RDPC (Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais) et de Paul Biya, au pouvoir depuis 1982, la population aspire à un changement significatif. Les jeunes, en particulier, montrent un intérêt croissant pour la politique et une volonté de participer activement à la vie publique. Et cette énergie doit être canalisée de manière constructive pour favoriser un renouvellement politique pacifique et démocratique.

Au cours des derniers mois, les mouvements citoyens, les organisations de la société civile et les partis politiques ont mobilisé les électeurs pour qu'ils s'inscrivent sur les listes électorales. Par ailleurs, ils ont invité les Camerounais à s'impliquer davantage en surveillant le processus électoral. Et les rendez-vous électoraux prévus en 2025 sont dans tous les esprits depuis de longs mois avec comme principale interrogation pour des millions de Camerounais: Paul Biya (92 ans en février 2025) va-t-il briguer un nouveau mandat ? Rien n'est moins sûr.





> **Le désir d'alternance politique parmi les Camerounais est en tout cas palpable. Après des décennies de domination du RDPC (Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais) et de Paul Biya, au pouvoir depuis 1982, la population aspire à un changement significatif. Les jeunes, en particulier, montrent un intérêt croissant pour la politique.**

Scénarios prospectifs

Sur le plan politique, plusieurs scénarios peuvent être envisagés pour l'avenir du Cameroun. La prorogation des mandats pourrait soit exacerber les tensions politiques, soit offrir une opportunité pour des réformes électorales substantielles. Dans le premier cas, une opposition affaiblie et fragmentée pourrait mener à une domination continue du parti au pouvoir, avec un risque accru de mécontentement populaire et de manifestations.

Dans le second cas, une préparation adéquate et des réformes électorales transparentes pourraient renforcer la légitimité du processus électoral et favoriser une transition pacifique. Une chose est certaine, c'est que le Cameroun se trouve à un tournant critique de son histoire politique. La prorogation des mandats des députés et conseillers municipaux, bien que source d'incertitudes, pourrait être une opportunité pour repenser le système électoral et répondre aux aspirations d'alternance des Camerounais. Et pour que cette transition soit réussie, il est impératif que toutes les parties prenantes s'engagent dans un dialogue constructif et que des mesures concrètes soient prises pour garantir des élections libres, transparentes et équitables. Mais depuis quelque temps, on n'est loin du compte. Gouvernement et opposition échangent des propos aigres-doux par médias interposés. Et bien malin qui pourrait dire ce qu'il adviendra du processus électoral qui suscite déjà une poussée de fièvre chez les Camerounais.■

Par Serge Mathias Tomondji



Gabon : en attendant une nouvelle constitution démocratique...

Les trompettes des indépendances des pays de l'Afrique noire francophone résonneront à nouveau bientôt d'une capitale à l'autre du continent. Tout le mois d'août, en effet, on célébrera, de Cotonou à Bamako, en passant par Niamey, Ouagadougou, Abidjan, mais aussi Brazzaville, Bangui, N'Djaména et Libreville, le 64e anniversaire de l'accession de nos pays à la souveraineté nationale et internationale. Un anniversaire qui intervient, cette année encore, dans un contexte de chamboulement sociopolitique avec une redistribution des cartes du jeu et des influences géostratégiques et économiques.

Le Gabon s'apprête ainsi à célébrer, le 17 août prochain, ce 64e anniversaire de son indépendance alors que le pays est en passe de boucler la première année d'une transition politique entamée le 30 août 2023, suite à un coup d'État militaire. Le long règne de la dynastie Bongo, d'abord dirigée par le père Omar Bongo Ondimba, de 1967 à 2009, puis par le fils, Ali Bongo Ondimba, à partir de 2009, a en effet pris fin en 2023 au lendemain des scandaleuses conclusions d'une élection tronquée. Depuis, le Gabon gère une transition de deux ans sous la présidence du général Brice Clotaire Oligui Nguéma.

Après la tenue controversée, tout le mois d'avril 2024, d'un dialogue national qui n'avait rien d'inclusif, le pays doit à présent s'accorder sur un nouveau fondement constitutionnel dont les grandes lignes sont désormais établies. Un comité de 21 experts s'est en effet penché sur cette question afin de proposer une nouvelle architecture institutionnelle au pays. Cette nouvelle Constitution, qui devrait être soumise à un référendum en décembre prochain, ambitionne, selon ses concepteurs, d'être *« la plus démocratique de l'histoire du pays »*.

On apprend ainsi que cette nouvelle loi fondamentale du Gabon, riche de 150 articles, prévoit notamment d'instaurer un régime présidentiel, avec un chef d'État responsable devant le Parlement et susceptible d'être destitué pour haute trahison ou violation de la Constitution. De même, son mandat, long de sept ans, sera renouvelable une seule fois. On s'écarte donc, si cette disposition est validée, des septennats renouvelés ad vitam aeternam, tout en faisant l'économie du fusible d'un Premier ministre, chef du gouvernement.

Le nouveau projet constitutionnel prévoit aussi, indique-t-on, un dispositif « anti-tripatouillage » afin de rendre certains articles, notamment ceux concernant *« la durée et le nombre de mandats présidentiels, quasi inviolables »*. Le texte intègre par ailleurs un certain nombre d'innovations concernant notamment le Parlement, dont le rôle serait renforcé, et la justice, qui aurait les attributs d'une plus grande indépendance.

Des innovations qui emportent déjà un certain enthousiasme, alors que l'on s'inquiète tout de même de modifications qui viendraient désintégrer le bel édifice en construction. Il faut souligner en effet que toutes les constitutions sont a priori belles sur le papier, mais que c'est de leur application effective que naissent les problèmes et les distorsions. Les exemples se sont ainsi multipliés sur le continent, aussi bien à l'Ouest qu'au Centre, pour *« bistouriser »* les lois fondamentales afin d'assouvir les intérêts personnels du prince du moment.

Il faut souligner en effet que toutes les constitutions sont a priori belles sur le papier, mais que c'est de leur application effective que naissent les problèmes et les distorsions. Les exemples se sont ainsi multipliés sur le continent, aussi bien à l'Ouest qu'au Centre, pour « bistouriser » les lois fondamentales afin d'assouvir les intérêts personnels du prince du moment.

Ce sont d'ailleurs les graves et détestables écarts avec l'esprit et la lettre du texte constitutionnel, que l'on a pourtant juré de respecter, qui expliquent en grande partie les déviances observées ces derniers temps dans les processus démocratiques africains. Les fréquentes révisions des dispositions particulières qui concernent la durée et le nombre de mandats présidentiels ont vite fait de sauter, de Conakry à Brazzaville, d'Abidjan à N'Djaména, les verrous pertinents sur la pérennité au pouvoir et l'alternance démocratique.

Le Gabon s'émancipera-t-il de cette règle non écrite du *«troisième mandat»*, devenue une mode sur le continent, consistant à remettre le compteur des mandats présidentiels à zéro lorsque vient le moment de partir ? L'avenir le dira sans doute...■



Investir dans l'avenir

« La coopération internationale est devenue un enjeu politique majeur pour faire face à nos défis globaux et doit être considérée comme un investissement pour notre futur en commun, et non comme une obligation de charité ».



Jean Van Wetter
CEO

Le Rapport d'activités 2023-2024 explique comment Enabel est une agence belge, européenne et africaine. Et pourquoi la cooperation internationale a besoin d'une nouvelle vision d'avenir.
Scannez le code pour en savoir plus.

enabel.be

Enabel



Rebranding Africa Forum

une décennie de transformation pour l'Afrique

Le RAF célèbre ses dix ans avec une édition 2024 ambitieuse, promettant d'être un carrefour d'innovations et de partenariats cruciaux pour l'avenir du continent.

Par Simon Pierre ETOUNDI

À Bruxelles, les 17, 18 et 19 octobre 2024, des leaders africains se réuniront pour façonner ensemble un avenir plus fort et plus prospère pour l'Afrique. Le Rebranding Africa Forum (RAF), dont la dixième édition aura lieu en octobre prochain à Bruxelles, se prépare à marquer un tournant majeur dans l'histoire de sa contribution au développement de l'Afrique. Initié il y a une décennie par Thierry Hot, ce forum annuel s'est imposé comme un rendez-vous incontournable pour les leaders d'opinion, les entrepreneurs, les décideurs politiques, et les acteurs de la société civile intéressés par le continent africain.

Pour l'édition 2024, l'enthousiasme est palpable. Sous la houlette de Paule-Renée Ebongué Etogo, la Déléguée générale du RAF, une équipe dynamique et engagée s'active déjà pour faire de cet événement un moment exceptionnel, dépassant toutes les attentes précédentes. L'objectif est clair : célébrer une décennie de progrès, de collaboration et d'innovation en faveur de l'Afrique.

De son côté, Thierry Hot, l'âme et le cerveau derrière le RAF, ne ménage aucun effort pour garantir que cette édition anniversaire laisse une empreinte indélébile dans l'histoire du continent. Son engagement indéfectible envers le développement durable et inclusif de l'Afrique transparaît à travers chaque détail de l'organisation. « Le RAF est bien plus qu'un simple forum. C'est un symbole de l'unité africaine, de la



résilience et de l'espoir », déclare-t-il avec conviction.

Depuis ses débuts modestes, le RAF a attiré des personnalités éminentes issues de divers horizons : des capitaines d'industrie aux chefs d'État, en passant par des champions sportifs et des défenseurs des droits humains. Chaque année, le RAF devient le théâtre de débats stratégiques, de séances de réseautage fructueuses, et de partenariats novateurs visant à stimuler la croissance économique et le développement social sur le continent.

L'édition 2024 ne fera pas exception. Attirant des sommités africaines et internationales, le RAF promet d'être une véritable vitrine des succès et des défis de l'Afrique moderne. « Nous devons mettre en lumière les histoires de succès africaines et encourager un dialogue ouvert sur les défis persistants », explique Thierry Hot, le fondateur et Président du RAF. « C'est en unissant nos forces que nous pourrons réellement transformer notre continent. »

Au cœur des discussions, on retrouvera des thèmes cruciaux tels que l'innovation technologique, la durabilité environnementale, l'éducation de qualité, et la gouvernance efficace. Ces sujets ne sont pas seulement des points de discussion, mais des pistes d'action concrètes pour les décideurs présents au RAF. « Nous sommes à un moment charnière où les décisions prises ici peuvent façonner l'avenir de millions d'Africains », souligne Thierry

« on retrouvera des thèmes cruciaux tels que l'innovation technologique, la durabilité environnementale, l'éducation de qualité, et la gouvernance efficace. Ces sujets ne sont pas seulement des points de discussion, mais des pistes d'action concrètes pour les décideurs présents au RAF.

Hot, soulignant l'importance des partenariats public-privé dans ce processus.

La diversité des participants reflète l'ampleur des enjeux. Des jeunes entrepreneurs aux dirigeants d'entreprises multinationales, chacun apporte sa contribution unique à la table des négociations. « Nous devons exploiter le potentiel des jeunes, encourager l'innovation locale, et créer des opportunités inclusives pour tous », insiste le Président du RAF. L'engagement envers une croissance économique équitable et durable est au cœur de chaque session de l'événement.

En parallèle aux débats de haut niveau, le RAF offre une plateforme pour lancer des initiatives concrètes et des projets pilotes qui peuvent être reproduits à travers le continent. « Nous ne voulons pas seulement discuter des solutions, nous voulons les mettre en œuvre », déclare Paule-Renée Ebongué Etogo, décrivant une série d'ateliers pratiques et de sessions interactives prévues pour cette année.

La célébration du dixième anniversaire du RAF ne se limite pas à un simple événement de quelques jours. C'est un catalyseur pour une action collective à long terme visant à bâtir une Afrique plus forte, plus unie et plus prospère pour tous ses citoyens. Ainsi, le RAF 2024 s'annonce non seulement comme un moment de réflexion stratégique, mais aussi comme une démonstration de la puissance collective de l'Afrique. À travers ses débats, ses partenariats et ses engagements, cet événement continuera de façonner l'avenir de tout un continent, tout en inspirant les générations futures à poursuivre le chemin vers un développement durable et inclusif.■

Appel à la solidarité et à l'union

Le thème du RAF 2024 «Ensemble, construisons l'Afrique» est à la hauteur des défis du continent.

Par René MATEA

Une décennie de transformation et d'ambition. Depuis son lancement en 2014, le Rebranding Africa Forum s'est imposé comme le cadre par excellence pour penser et impulser les transformations profondes nécessaires à l'Afrique. Les neuf premières éditions ont permis de dresser un diagnostic exhaustif des défis et des opportunités du continent, abordant des thématiques aussi diverses que cruciales.
En cette année anniversaire (noces d'étain), le RAF 2024 se donne pour mission de projeter l'Afrique vers un futur où la souveraineté économique, politique, culturelle et sociétale n'est plus un rêve, mais une réalité tangible. « Ensemble, construisons l'Afrique ». Ce thème ambitieux se décline en dix axes stratégiques : la culture et le sport, le capital humain, les TIC et l'intelligence artificielle, l'exploitation des ressources naturelles, le changement climatique et l'économie verte, la santé et la sécurité sociale, le commerce intérieur et la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), l'agro-industrie, les transports et la connectivité, et enfin, la démocratie.

Des défis interconnectés

L'Afrique se trouve à un carrefour historique, où chaque décision prise aujourd'hui façonnera les générations futures. La question du capital humain est centrale, car une jeunesse bien formée et en bonne santé est le socle de toute société





prospère. Les investissements dans les technologies de l'information et de la communication (TIC) et l'intelligence artificielle peuvent révolutionner les secteurs économiques, améliorer la productivité et créer de nouvelles opportunités d'emploi.



Par ailleurs, la gestion durable des ressources naturelles et la transition vers une économie verte sont des impératifs face aux défis climatiques. L'agro-industrie, couplée à des systèmes de transport et de connectivité efficaces, peut transformer les économies locales et garantir la sécurité alimentaire. Enfin, la ZLECAF représente une chance unique de stimuler le commerce intra-africain et de renforcer les liens économiques entre les pays du continent.

L'objectif du RAF 2024 est clair: engager une réflexion collective pour élaborer des stratégies et des actions concrètes en vue de construire une Afrique intégrée, prospère et pacifique. Cela passe par une gouvernance démocratique renforcée et une collaboration accrue entre les différentes parties prenantes: gouvernements, secteur privé, société civile et partenaires internationaux.

Construire ensemble une Afrique intégrée

L'objectif du RAF 2024 est clair: engager une réflexion collective pour élaborer des stratégies et des actions concrètes en vue de construire une Afrique intégrée, prospère et pacifique. Cela passe par une gouvernance démocratique renforcée et une collaboration accrue entre les différentes parties prenantes : gouvernements, secteur privé, société civile et partenaires internationaux.

Vers un avenir souverain et inclusif

Du reste, les discussions ne se contenteront pas d'identifier les défis. Elles mettront également en lumière les réussites et les initiatives inspirantes déjà en cours sur le continent. En effet, de nombreuses solutions innovantes émergent chaque jour en Afrique, portées par des acteurs locaux déterminés à changer la donne. Et le Rebranding Africa Forum 2024 entend être une plateforme cruciale pour explorer les moyens de concrétiser ces ambitions. Ensemble, les participants œuvreront à tracer une feuille de route vers une Afrique plus souveraine, plus résiliente et plus inclusive.▪



" Que ce forum inspire le leadership du continent"

Hadizatou Rosine Sori-Coulibaly, Présidente Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.

Le Rebranding Africa Forum qui est devenu au cours des années le rendez-vous incontournable réunissant décideurs politiques, experts du développement, monde des affaires et représentants de la société civile dans un cadre fécond d'enrichissement mutuel permet sans nul doute d'emprunter les voies les meilleures pour une véritable transformation d'une Afrique qui fait face à des défis multiples mais qui regorge d'opportunités réelles.
Je formule le vœu que la contribution de ce forum inspire le leadership du continent pour franchir des pas significatifs dans la prise de décisions politiques et économiques vertueuses et courageuses en faveur de la paix et d'un développement économique et social préservant la planète et protégeant les populations actuelles et les générations futures.



« Le Rebranding Africa Forum est devenu une institution »

Abdoulaye Bio Tchané, Ministre d'Etat République du Bénin.

« C'est avec une immense joie que nous célébrons le 10e anniversaire du Rebranding Africa Forum. Depuis sa conception, j'ai soutenu avec enthousiasme l'idée d'avoir un espace pour célébrer l'Afrique qui avance, l'Afrique qui se bat, et l'Afrique des succès.
Je tiens à féliciter chaleureusement Thierry hot pour avoir concu cette initiative visionnaire, pour l'avoir portée avec passion et pour en avoir fait un rendez-vous incontournable dans nos agendas respectifs. Dix ans peuvent sembler peu, mais dix années de continuité dans la vie d'un projet aussi ambitieux témoignent de son importance et de sa pertinence. Le Rebranding Africa Forum est devenu une institution. Centano alors ! Continuons ensemble sur cette belle lancée »



« Le forum contribue à créer de nouvelles dynamiques et à revaloriser l'Afrique sur la scène mondiale. »

Didier Acouetey, CEO Afrisearch.

« Le Rebranding Africa Forum est un cadre unique qui permet de mettre en lumière les transformations en cours sur le continent africain et de changer de narratif.
Il aborde des questions cruciales telles que le développement économique, l'éducation, l'innovation, la gouvernance, l'entreprenariat, la culture et la collaboration internationale. En mettant en avant et en connectant les femmes et les hommes qui agissent aussi bien sur le continent, qu'au sein de sa diaspora, le forum contribue à créer de nouvelles dynamiques et à revaloriser l'Afrique sur la scène mondiale. »



« Les paradigmes ont changé, le narratif a évolué »

Ammo Aziza Baroud, Conseillère spéciale du Président de la République du Tchad- Représentante auprès de l'OIF.

« Le Rebranding Africa Forum qui n'est plus à présenter nous a prouvé, du haut de ses dix ans que la nouvelle dynamique engagée dans le développement est irréversible. Les paradigmes ont changé, le narratif a évolué et le génie des générations engagées est définitivement en route.
C'est justement un lieu où les expériences du passé et les expertises nouvelles nous proposent à chaque rencontre des raisons de croire à cette Afrique dont les promesses pour des horizons enchanteurs sont désormais à notre portée. Joyeux anniversaire au RAF, vers des bougies encore plus colorées et des rencontres plus productives. »



« Le Rebranding Africa Forum a le mérite d'avoir mis en lumière les dynamiques endogènes »

Achille Bassilekin, Ministre des PME, de l'Economie sociale et de l'artisanat du Cameroun.

« Que de clichés et de poncifs sur le continent africain ! Pourtant il est en éveil et en marche, avec nombre de ses économies dans le haut du classement des pays affichant les meilleurs taux de croissance.
En 10 ans, le Rebranding Africa Forum a le mérite d'avoir mis en lumière les dynamiques endogènes et l'apport du continent dans un monde en pleine recomposition. Les développements géostratégiques actuels et la nouvelle géo-économie mondiale confirment que l'Afrique demeure au cœur du jeu.
Avec ce Forum annuel de dialogue au cœur de l'Europe, gardons vivace la flamme sur le continent pour qu'il devienne un acteur assumé de ces mutations. »



« Le forum nous permet de nous éloigner du narratif sur les faiblesses et problèmes du continent »

Adalgisa Barbosa Vaz, Ministre Déléguée pour la Promotion des entreprises-République du Cap-Vert.

« Par la nature de son slogan, le Rebranding Africa Forum élève notre réflexion sur le futur du continent avec un sentiment d'espérance et de confiance. Ce forum nous permet de nous éloigner du narratif sur les faiblesses et problèmes du continent pour nous centrer davantage sur les opportunités et richesses de l'Afrique, de son dividende démographique, de sa résilience face aux crises politiques, climatiques et sociales et de ses perspectives de croissance par la transformation de potentialités en opportunités d'investissement. Je souhaite succès et reconnaissance continue au Rebranding Africa Forum comme plateforme de promotion de l'Afrique. »



« Le Rebranding Africa Forum est l'exemple, la référence… »

André Flahaut, Ministre d'Etat-Belgique.

« 10 ans de Rebranding Africa Forum. Il faut tout d'abord féliciter Thierry Hot et ses équipes pour avoir pris cette initiative et en assurer à chaque fois un réel succès avec des prolongements concrets utiles à tous.
Le Rebranding Africa Forum est l'exemple, la référence de cette politique de partenariat qui est la seule qui permet et permettra de rendre fort le lien de solidarité indispensable entre le Sud et le Nord et ses peuples »



« L'Afrique veut choisir ses partenaires elle-même et possède la force de le faire »

Mario Giro, ancien Ministre, Médiateur de la Communauté Sant'Egidio.

« Le Rebranding Africa Forum est plus que jamais nécessaire aujourd'hui. D'un côté l'Afrique bouge, change, devient plus entreprenant, plus sure de sa place dans le monde et capable de mettre en discussion chaque proposition qui lui est faite, quitte à la refuser. De l'autre côté, l'Europe fait face à des défis nouveaux, comme la guerre et le besoin d'unité.
A cause de cela, les relations entre l'Afrique et l'Europe sont en train de se transformer rapidement et profondément. En cherchant à éviter les idées reçues et les préjugés faciles, nous avons tous un besoin urgent de lieux et moments comme le Rebranding Africa Forum pour échanger sur un pied de parité afin de trouver des solutions win win pour tous.
L'Afrique veut choisir ses partenaires elle-même et possède la force de le faire. L'Europe doit renouveler son approche. Ecoutons-les ensemble au Rebranding Africa Forum »

Le grand témoin...

Aux sources du Rebranding Africa Forum

Thierry Hot
Président du Rebranding Africa Forum

Fin 2013. Voilà bientôt trois ans que j'ai quitté Paris et Londres pour m'installer à Bruxelles. Dans le prolongement de la création du Magazine Notre Afrik, me vient à l'esprit l'idée d'organiser un forum qui rassemblerait des Africains de grand talent pour porter la voix du continent sur des sujets majeurs de société en lien avec la gouvernance mondiale.

Ma carrière et mon vécu m'ont permis de rencontrer énormément de personnes à travers le monde, sur tous les continents, au gré de mes multiples voyages. Pourquoi ne réunirais-je pas toutes ces compétences et sommités en un seul lieu et au même moment pour échanger sur l'avenir du continent et de son image ? C'est ainsi que l'histoire du Forum a commencé...

J'effectue des déplacements décisifs pour sonder trois (3) personnalités qui m'honorent de leur amitié et leur affection. A Lomé, chez le doyen Gervais Djondo, fondateur de la compagnie aérienne Asky et Co-fondateur du groupe bancaire Ecobank. A Cotonou chez mon ami Abdoulaye Bio Tchane, l'ancien directeur Afrique du FMI et actuel Ministre d'Etat au Benin. A Genève pour rencontrer Donald Kaberuka, alors Président de la Banque Africaine de Développement.

Mon idée séduit les trois personnalités qui me confortent dans ma vision. Je retourne à Bruxelles et réunis un samedi après-midi dans le jardin de ma résidence, mon équipe avec un seul point à l'ordre du jour : la création du Rebranding Africa Forum.

L'engagement de l'ensemble de l'équipe est sans faille. Nous sommes déterminés. La 1ere édition organisée le 18 octobre 2014 est un succès au-delà de nos espérances.

« Mon idée séduit les trois personnalités qui me confortent dans ma vision. Je retourne à Bruxelles et réunis un samedi après-midi dans le jardin de ma résidence, mon équipe avec un seul point à l'ordre du jour : la création du Rebranding Africa Forum.

Je voudrais, aujourd'hui encore, rendre hommage à toutes les équipes qui se sont dévouées pour faire de ce Forum un rendez-vous incontournable. Et remercier l'ensemble des participants, les pionniers et toutes ces entreprises et institutions qui nous ont fait confiance dès le lancement de ce pari herculéen.

A tous, je donne rendez-vous du 17 au 19 octobre 2024 à Bruxelles pour célébrer, ensemble, le 10e anniversaire du Rebranding Africa Forum.■





GATEWAY TO NEW OPPORTUNITIES

IATF is where Africa converges to create new business opportunities. Over $44 billion in trade and investment deals, 2000+ exhibitors and over 35,000 visitors are expected in 2025.

IATF is Africa's premier trade fair, the go-to AfCFTA marketplace to showcase Africa's goods and services. Embrace the opportunities and take part in accelerating Africa's trade and investment.

Register now to attend or exhibit at
www.intrafricantradefair.com

IATF 2025

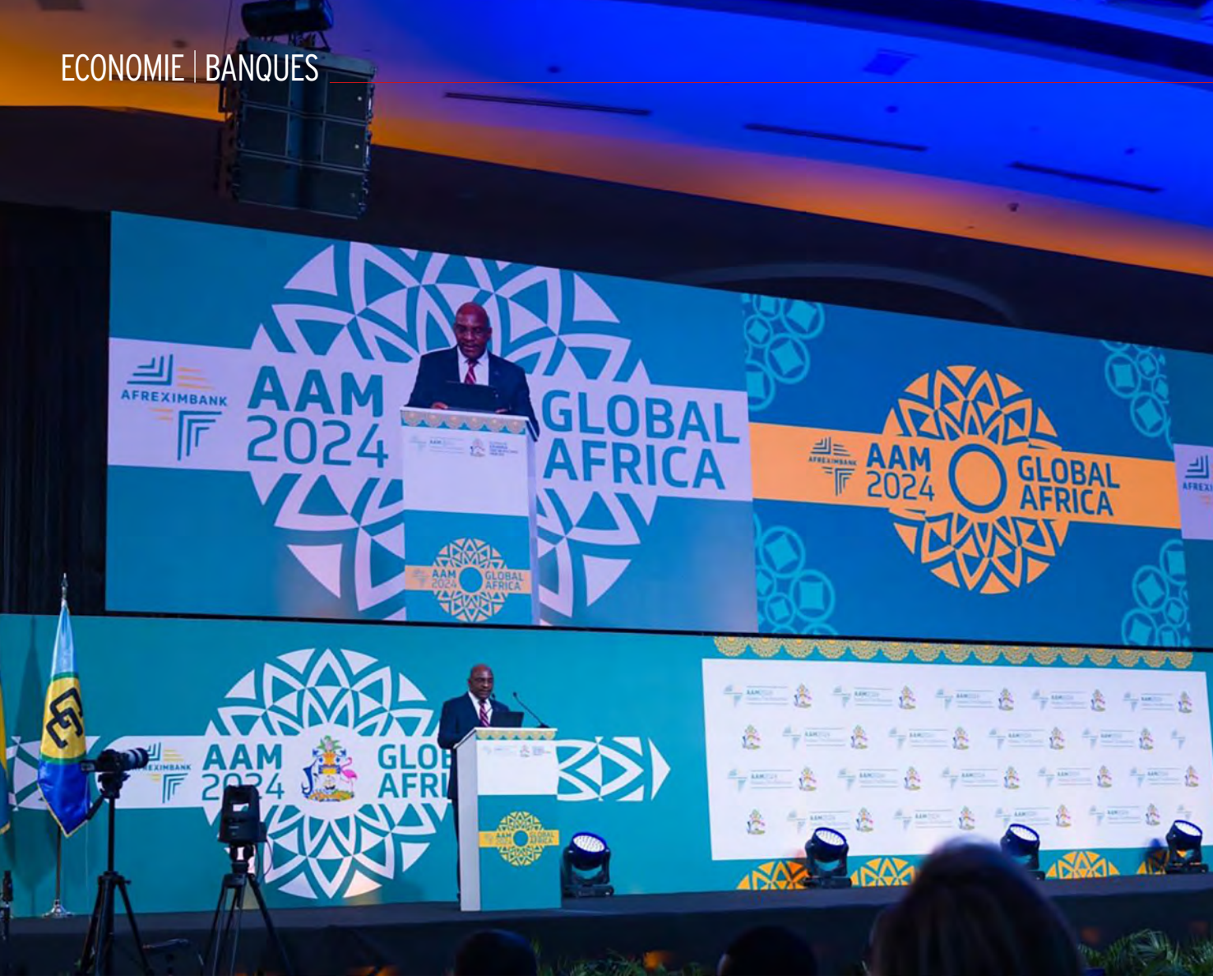
The AfCFTA Marketplace

PROMOTED BY | IN COLLABORATION WITH | HOSTED BY ALGERIA

ALGIERS, ALGERIA
4-10 SEPTEMBER 2025

Stay updated with the latest info

customerservice@intrafricantradefair.com



Afreximbank

Expansion historique de capital

La Banque africaine d'Import-Export (Afreximbank) restructure son Conseil d'administration et augmente significativement son capital autorisé pour mieux répondre aux défis économiques africains.

Par Abdoulaye YERO

Lors de ses 31e Assemblées annuelles tenues récemment (12 au 14 juin 2024) à Nassau, aux Bahamas, Afreximbank a annoncé des modifications majeures au sein de son Conseil d'administration, ainsi qu'une augmentation substantielle de son capital autorisé. Ces changements témoignent de la volonté de la Banque de renforcer sa capacité à soutenir le commerce et le développement économique en Afrique.

Les administrateurs d'Afreximbank sont classés en trois catégories, chacune représentant différents groupes d'actionnaires et partenaires. La catégorie A comprend des représentants des gouvernements africains, des institutions publiques et des organismes internationaux. Ces membres jouent un rôle crucial en apportant une vision stratégique des politiques publiques et des priorités régionales. Dans cette catégorie, Lydia Shehu Jafiya a été élue pour remplacer Aliyu Ahmed. Actuellement Secrétaire permanente du Ministère fédéral des Finances du Nigeria, Mme Jafiya apporte une riche expérience en gestion financière publique, essentielle pour la mission d'Afreximbank. Pour sa part, Amadou Hott, désigné par la Banque africaine de développement (BAD), rejoint également le Conseil. En tant qu'Envoyé spécial du Président de la BAD pour l'Alliance pour l'infrastructure verte en Afrique, et ancien Ministre de l'Économie du Sénégal, M. Hott





possède une expertise inestimable en matière de développement infrastructurel et de planification économique.

Dans la catégorie B qui représente les institutions financières et les banques privées africaines. Les membres de cette catégorie apportent des perspectives cruciales du secteur financier et des initiatives privées. Le Camerounais Noël Mekulu Mvondo Akame a été élu en remplacement de son compatriote Jean-Marie Mani. Actuellement Directeur général de la Caisse nationale de prévoyance sociale (CNPS) du Cameroun, M. Mekulu Mvondo Akame apporte une connaissance approfondie de la sécurité sociale et de la gestion des fonds publics.

La catégorie C quant à elle comprend des représentants des institutions financières non africaines, des investisseurs et des partenaires internationaux. Ces membres apportent une dimension internationale et facilitent les partenariats mondiaux. Madame Yu Wen a été élue en remplacement de Mme Lili Yang. En tant que Directrice générale du Département international de la Banque d'import-export de Chine (CEXIM), Mme Wen offre une perspective globale et une expertise en commerce international, renforçant ainsi les liens entre Afreximbank et les partenaires asiatiques.

Ces changements au sein du Conseil d'administration, associés à l'augmentation du capital, positionnent Afreximbank comme un acteur clé du développement économique en Afrique.

Augmentation du capital autorisé

Les actionnaires d'Afreximbank ont approuvé une augmentation historique du capital social autorisé, passant de 5 à 25 milliards de dollars US. Cette décision stratégique répond à la croissance rapide de la Banque et à ses ambitions de soutenir les économies africaines face à des défis croissants.

Le Professeur Benedict Oramah, Président d'Afreximbank, a salué cette augmentation, soulignant qu'elle « reflète la ferme conviction et la confiance des actionnaires dans le Conseil d'administration et la direction de la Banque ». Il a ajouté que cette décision fournirait à Afreximbank la marge de manœuvre nécessaire pour mobiliser des capitaux significatifs en vue de créer une banque véritablement au service de tous les Africains.

Défis et opportunités

Ces changements au sein du Conseil d'administration, associés à l'augmentation du capital, positionnent Afreximbank comme un acteur clé du développement économique en Afrique. Les nouveaux membres apportent une diversité de compétences et d'expériences, renforçant la gouvernance de la Banque et sa capacité à naviguer dans un environnement économique complexe.

L'augmentation du capital permettra à la Banque de financer des projets ambitieux, notamment dans les infrastructures, l'industrialisation et le commerce intra-africain. En soutenant des initiatives telles que la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), Afreximbank joue un rôle crucial dans la transformation économique du continent.

Ces développements marquent une nouvelle phase dans l'évolution d'Afreximbank. Grâce à une gouvernance renforcée et à des ressources accrues, la Banque est bien positionnée pour répondre aux besoins croissants de l'Afrique et promouvoir un commerce continental dynamique.■

Cameroun

Les ressorts de l'autosuffisance alimentaire

Chaque année, le Cameroun débourse plus de 600 milliards de francs CFA pour importer des produits alimentaires de base comme le riz, le maïs, le lait, l'huile de palme et le poisson. Face à cette dépendance coûteuse, le pays met en place des stratégies ambitieuses d'import-substitution. Mais les défis restent nombreux.

Par Armelle SITCHOMA



Le Cameroun aspire à réduire sa dépendance vis-à-vis des importations alimentaires en développant ses chaînes de valeurs agricoles, pastorales et halieutiques. Malgré l'injection de 200 milliards de garanties par l'État pour favoriser l'import-substitution, des obstacles subsistent.

Le président du Groupement des entreprises du Cameroun (Gecam) ne mâche pas ses mots : l'importation coûte extrêmement cher au pays. Zoutene Doufene, directeur général par intérim de la planification et de l'aménagement du territoire au ministère de l'Économie, corrobore cette affirmation. Entre 2013 et 2023, les dépenses en devises pour les importations sont passées de 1055 milliards à 1428 milliards de F CFA. Chaque année, la balance commerciale est lourdement grevée, principalement par des produits alimentaires. Cette année, l'Institut national de la statistique a rapporté un taux d'inflation de 7,4 %.

L'import-substitution : une stratégie vitale

Pour le Dr Diane Acha Morfaw, présidente du conseil d'administration de l'Agence de promotion des investissements, aucun pays ne peut prospérer en restant dépendant des importations. La 4ème édition du Cameroon Investment Forum (CIF), tenue en avril 2024 à Douala, a mis en lumière cette problématique, en se concentrant sur les filières du riz, du maïs, du poisson, du lait et du palmier à huile.

Le riz : un déficit criant

Le riz, aliment de base au Cameroun, occupe la deuxième place parmi les céréales les plus consommées après le maïs. Avec une consommation annuelle par habitant estimée à 25 kg et une demande nationale de 757 000 tonnes, la production nationale n'atteint que 217 280 tonnes, créant un déficit de 539 720 tonnes. Pour combler ce gap, le Cameroun importe principalement de la Thaïlande, de l'Inde et du Myanmar, pour une valeur de 265 milliards de F CFA en 2024.

Le plan intégré d'import-substitution agropastoral et halieutique (PIISAH), couvrant 2024-2026, vise à augmenter la production nationale de riz en aménageant des périmètres hydroagricoles et en améliorant l'accès au financement et aux marchés.

Le maïs : une production insuffisante

Le maïs, troisième denrée alimentaire du pays après le manioc et la banane plantain, voit sa production nationale de 2,8 millions de tonnes en 2022 nettement inférieure à la demande de 3,3 millions de tonnes, soit un déficit de 500 000 tonnes. Les importations de maïs, principalement de l'Ukraine, coûtent 150 milliards de F CFA par an. Avec 700 000 exploitations agricoles familiales, artisanales et modernes, le Cameroun reste le 13ème producteur africain de maïs.

L'huile de palme : un potentiel sous-exploité

Malgré une capacité de production de 270 000 tonnes d'huile de palme, dont 180 000 tonnes issues de plantations



industrielles et 90 000 tonnes de plantations villageoises, le Cameroun a importé 200 000 tonnes en 2023 pour répondre à la demande nationale. Le pays, pourtant premier producteur d'huile de palme en Afrique Centrale en 2020, reste dépendant des importations d'Indonésie, de Malaisie et du Gabon.

Le poisson : une demande insatisfaite

En 2022, le Cameroun a dû importer 200 000 tonnes de poisson pour combler le déficit d'approvisionnement, coûtant 175 milliards de F CFA. Le développement de l'aquaculture, avec un potentiel de 170 000 tonnes par an, est une priorité pour réduire cette dépendance.

Le lait : une production nationale insuffisante

Avec une offre nationale de 185 570 tonnes pour une demande de 300 000 tonnes, le déficit annuel de lait est de 114 430 tonnes. En 2021, la production nationale a atteint 166 142 tonnes, mais des efforts sont en cours pour augmenter cette production, notamment par l'importation de vaches montbéliardes.

> **Le Cameroun aspire à réduire sa dépendance vis-à-vis des importations alimentaires en développant ses chaînes de valeurs agricoles, pastorales et halieutiques. Malgré l'injection de 200 milliards de garanties par l'État pour favoriser l'import-substitution, des obstacles subsistent.**

Le défi du financement

Lors de la 4ème édition du CIF, les participants ont discuté des obstacles à l'import-substitution, tels que les questions foncières et le financement. Le président du Gecam a indiqué que les banques restent réticentes à soutenir les projets malgré une garantie de 200 milliards de F CFA de l'État. Pour Achille Bassilekin III, ministre des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Économie Sociale et de l'Artisanat, il est crucial de soutenir les PME pour qu'elles puissent transformer la production locale.

Le programme PIISAH prévoit de soutenir les promoteurs de 3 000 unités de transformation industrielle sur la période 2023-2030, réparties dans les cinq zones agro-écologiques du pays.

En somme, le chemin vers l'autosuffisance alimentaire au Cameroun est semé d'embûches, mais les initiatives et les investissements en cours offrent une lueur d'espoir pour réduire la dépendance aux importations et renforcer l'économie nationale.▪

Albert Zeufack

Africaniste en chef !

Avec une carrière de plus de 30 ans au sein des institutions financières internationales et un engagement profond pour le développement durable du continent, l'économiste Camerounais Albert Zeufack incarne l'espoir et la détermination nécessaires pour voir l'Afrique jouer un rôle majeur sur la scène mondiale.

Par Georges Auréole BAMBA

Né au Cameroun, le docteur Albert Zeufack a su, dès ses débuts, se démarquer par son intelligence et sa passion pour l'économie. Après des études supérieures en analyse et politiques économiques à l'Université de Yaoundé, il a obtenu un doctorat en sciences économiques à l'Université de Clermont-Ferrand en France. Ses compétences et son dévouement l'ont rapidement propulsé sur la scène internationale, l'amenant à rejoindre la Banque mondiale en 1997 en tant que jeune professionnel.

Depuis juillet 2022, Albert Zeufack est le Directeur des Opérations pour l'Angola, le Burundi, la République Démocratique du Congo (RDC) et Sao Tomé-et-Principe. À ce poste stratégique, il gère un portefeuille colossal de 14 milliards de dollars, supervisant des projets qui vont des infrastructures aux initiatives contre le changement climatique. Sous sa direction, des projets comme le barrage Grand Inga, destiné à fournir de l'électricité à plus de dix pays africains, ont vu le jour.

Mais avant d'occuper ce poste, Dr. Zeufack a marqué de son empreinte la stratégie de développement de l'Afrique sub-saharienne en tant qu'Économiste en Chef de la Banque mondiale. De 2016 à 2022, il a piloté des stratégies axées sur l'industrialisation, l'accès à l'énergie et au numérique, ainsi que sur l'amélioration du capital humain. Ses efforts ont notamment été essentiels pour des initiatives telles que la Vision 2030 de la Côte d'Ivoire. En somme, le Camerounais est un champion de l'émergence africaine.

Une décennie décisive en Asie

Pour autant, l'un des moments les plus marquants de la carrière de Dr. Zeufack a été son passage en Asie du Sud-Est, où il a passé plus de dix ans à conseiller en investissement et en politique économique. Entre 2008 et 2012, il a été économiste en chef et directeur de la recherche et de la stratégie pour le fonds souverain malaisien, Khazanah Nasional Berhad. À ce poste, il a développé et mis en œuvre des stratégies d'investissement pour la Malaisie et a catalysé les premiers investissements du fonds souverain en Afrique.

Sous sa direction, des réformes profondes ont été entreprises dans les entreprises publiques malaisiennes, et un nouveau modèle économique ainsi qu'une stratégie d'innovation ont été introduits. Son travail en Asie a non seulement aidé les économies locales à décoller, mais a également renforcé ses compétences et ses perspectives, qu'il applique désormais pour le développement de l'Afrique.

> **La vision d'Albert Zeufack ne se limite pas à la seule mise en œuvre des projets de développement. Il est aussi l'initiateur de nombreuses innovations visant à renforcer la capacité des leaders africains. L'Initiative des Économistes en chef du Gouvernement (CEoG), qu'il a fondée, est une plateforme permettant aux économistes en chef de 42 pays africains de partager leurs connaissances et leurs expériences.**

Innovateur et visionnaire

La vision d'Albert Zeufack ne se limite pas à la seule mise en œuvre des projets de développement. Il est aussi l'initiateur de nombreuses innovations visant à renforcer la capacité des leaders africains. L'Initiative des Économistes en chef du Gouvernement (CEoG), qu'il a fondée, est une plateforme permettant aux économistes en chef de 42 pays africains de partager leurs connaissances et leurs expériences. De même, le Programme de « African Fellowship » de la Banque mondiale, qu'il a développé, recrute chaque année 30 jeunes Africains talentueux, leur offrant des opportunités de carrière exceptionnelles.

Un ancrage profondément camerounais

Malgré ses responsabilités internationales, Dr. Zeufack n'a jamais oublié ses racines camerounaises. Il maintient des liens étroits avec son pays d'origine, collaborant régulièrement avec ses dirigeants pour promouvoir le développement économique et social. Ce double attachement – à l'Afrique dans son ensemble et à son Cameroun natal – alimente sa détermination à transformer le continent en un acteur clé de l'économie mondiale.

Parallèlement à ses responsabilités à la Banque mondiale, le Camerounais est un auteur prolifique avec plus de 70 publications scientifiques à son actif. Ses travaux, allant de la productivité industrielle en Afrique à l'impact économique de la COVID-19, sont largement reconnus et respectés. Parmi ses ouvrages récents, "Making the AfCFTA a Success : Pathways and a Call for Action" et "Africa in the New Trade Environment: Market Access in Troubled Times" reflètent son engagement à promouvoir des politiques écono-



miques favorables au développement de l'Afrique.

Une vision d'avenir

Albert Zeufack voit en l'Afrique un continent plein de potentiel et d'opportunités. Il est convaincu que l'Afrique a un rôle crucial à jouer dans le futur économique mondial. Sa foi en l'avenir de l'Afrique est palpable lorsqu'il conseille des chefs d'État, des ministres des Finances et des gouverneurs de banques centrales à travers le continent. Membre de plusieurs comités consultatifs internationaux, il est également un conseiller clé pour des initiatives comme la Zone de libre échange continentale africaine (ZLECAF).

Albert Zeufack est plus qu'un économiste. Il est un visionnaire dont l'engagement indéfectible pour le développement de l'Afrique inspire une nouvelle génération de leaders. Sa carrière exemplaire, son attachement profond à ses racines et sa foi en l'avenir de l'Afrique en font une figure incontournable du développement économique du continent. Pour le Camerounais, l'Afrique n'est pas seulement une région du monde : c'est une promesse de transformation et de progrès pour les générations à venir..■

Banque Africaine de développement

Qui va succéder à Adesina Akinwumi ?

Depuis le 1er juillet 2024, la course à la succession officielle du Nigérian à la tête de la Banque africaine de développement (BAD) est lancée avec plusieurs candidats pressentis ou déclarés. Mais quel bilan laisse le président sortant après dix ans d'actions ? Comptes et mécomptes.

Par René MATEA

Quel héritage laissera le Nigérian Adesina Akinwumi lorsqu'il quittera la présidence de la Banque africaine de développement (BAD) dans moins d'un an ? L'ancien ministre de l'Agriculture du Nigeria laisse un bilan contrasté. D'abord contesté à la fin de son premier mandat dans l'affaire dite des lanceurs d'alerte, M. Adesina, seul candidat à sa succession, a été réélu en 2020 pour un second mandat. Charismatique et bon orateur, il a su séduire les actionnaires. Lors des dernières Assemblées annuelles de l'institution tenues à Nairobi, au Kenya, du 27 au 31 mai 2024, il avait mis en avant son bilan chiffré, listant les investissements de la banque dans les fameuses « High 5 », l'initiative qu'il a lancée en 2016.

En 2023, les financements de la BAD se sont élevés à plus de 10 milliards de dollars, répartis sur l'ensemble de ses cinq grandes priorités pour : éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie ; nourrir l'Afrique ; industrialiser l'Afrique ; intégrer l'Afrique ; et améliorer la qualité de vie des populations en Afrique. « Les High 5 sont les accélérateurs du développement de l'Afrique. En somme, la Banque africaine de développement tient ses promesses », s'est félicité M. Adesina dans son discours d'ouverture. À l'en croire, depuis le lancement de ces « High 5 », les financements de la BAD ont eu un impact sur la vie de plus de 400 millions de personnes. L'année dernière par exemple, 11 millions d'agriculteurs ont eu accès à des technologies agricoles améliorées, 8 millions de personnes à de l'eau et à de nouvelles installations sanitaires ou améliorées, 3,5 millions de personnes à des transports améliorés ; 2,8 millions de personnes ont bénéficié de meilleurs services de santé, un million de personnes d'un accès à de l'eau potable et plus de 443 000 entreprises à des financements. En réponse à la crise russo-ukrainienne, les financements de la BAD ont touché 10,5 millions d'agriculteurs et soutenu la production de 263 millions de tonnes de denrées alimentaires, évaluées à 10,79 milliards de dollars, « soit 90 % de notre objectif fixé à 12 milliards de dollars de denrées alimentaires », précise M. Adesina.

Par ailleurs, au cours des neuf dernières années, la BAD a investi plus de 50 milliards de dollars dans des projets d'infrastructures sur le continent, ce qui constitue « de loin l'investissement le plus important de toutes les banques ou institutions multilatérales de développement », dit-il. L'institution financière est également « en bonne voie » pour atteindre l'objectif de consacrer 25 milliards de dollars pour le financement de l'action climatique.



Pourtant, M. Adesina, que ses collaborateurs appellent *« l'optimiste en chef »* ou *« l'évangéliste en chef »* en raison de ses discours enflammés, a connu des débuts difficiles à la tête de la BAD. On se rappelle l'affaire des lanceurs d'alerte qui l'avait beaucoup fragilisé vers la fin de son premier mandat et avait failli lui coûter son poste. Accusé de "comportement contraire à l'éthique, enrichissement personnel et favoritisme", il avait été finalement blanchi par la commission éthique dirigée par le Japonais Takuji Yano. Cet épisode, vu à l'époque comme une lutte d'influence entre actionnaires régionaux (le Nigeria et ses soutiens) et non régionaux (États-Unis), constitue une tâche noire de son action à la tête de la banque. En off, certains reconnaissent que les accusations formulées par les lanceurs d'alerte étaient pour l'essentiel fondées, notamment en ce qui concerne la « nigérianisation » du personnel de la banque sous son magistère. Certains reprochent également à M. Adesina de n'être pas un banquier à la base. Mais cette « faiblesse » pourrait bien être considérée comme sa principale force. Il ne réfléchit pas forcément en banquier et, en tant qu'ancien ministre de l'Agriculture de son pays, il est bien placé pour connaître les besoins des pays en matière de financement du développement.

« La BAD a investi plus de 50 milliards de dollars dans des projets d'infrastructures sur le continent, ce qui constitue «de loin l'investissement le plus important de toutes les banques ou institutions multilatérales de développement », dit-il.

L'histoire dira finalement quelle place il va occuper auprès de ses prédécesseurs. Mais son bilan, bien que mitigé, montre des avancées significatives pour le développement du continent.▪



Le bal des ambitieux...

Des candidats sont déjà dans les starting-blocks depuis des mois pour prendre le relais d'Adesina Akinwumi.

Par René MATEA

Avec la fin proche du second mandat d'Adesina Akinwumi à la présidence de la Banque Africaine de Développement (BAD), les spéculations et les manœuvres en coulisses sont en plein essor pour désigner son successeur. Le mandat d'Adesina, qui prendra fin en mai 2025, ouvre une période de transition cruciale pour cette institution financière multilatérale de premier plan sur le continent africain. À ce jour, seul Abbas Mahamat Tolli, originaire du Tchad, a officiellement déclaré sa candidature, bénéficiant du soutien de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). Cependant, d'autres personnalités éminentes de l'économie africaine se préparent également à se lancer dans la course.

Fondée en 1964, la BAD a pour mission de promouvoir le développement économique et social des pays africains. Jusqu'à présent, aucun candidat d'Afrique centrale n'a occupé la présidence de cette institution, mais cela pourrait changer avec la candidature d'Abbas Mahamat Tolli. Ancien gouverneur de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), Tolli mène une campagne active en coulisses, soutenu par des leaders régionaux influents. Né en avril 1972, Abbas Mahamat Tolli est un technocrate tchadien qui a occupé des postes de haut niveau, notamment à la tête de la BEAC. Son ascendance politique en tant que cousin du président Mahamat Idriss Déby, ainsi que ses soutiens régionaux, font de lui un candidat sérieux. Sa campagne a reçu un soutien actif de dirigeants tels que Denis Sassou-Nguesso et Faustin-Archange Touadéra.

Parmi les autres concurrents en lice, Amadou Hott, ancien ministre de l'Économie du Sénégal et actuel envoyé spécial pour l'Alliance pour l'infrastructure verte en Afrique, est considéré comme le favori d'Adesina.






Cependant, les règles tacites d'alternance géographique pourraient compliquer sa candidature. Amadou Hott est un économiste et banquier d'affaires sénégalais. Il a été ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération du Sénégal d'avril 2019 à septembre 2022 et a occupé le poste de vice-président du complexe Énergie, Croissance Verte et Changement Climatique de la Banque africaine de développement.

Candidats de la continuité...

Parmi les candidatures internes évoquées, il y a celle de la Sénégalaise Hassatou Diop N'Sele, vice-présidente chargée des finances à la BAD. Elle a supervisé des transactions financières innovantes et l'optimisation du bilan de la Banque. Son expertise financière est un atout majeur dans la course à la présidence. En tant que vice-présidente Finances et CFO du Groupe de la Banque africaine de développement depuis octobre 2022, elle est responsable de la mobilisation et de l'investissement des ressources financières du Groupe de la Banque, de l'information financière et de la gestion des risques financiers.

Pour sa part, la Sud-africaine Bajabulile Swazi Tshabalala, première vice-présidente du Groupe de la BAD, est responsable de la direction stratégique des activités financières de la Banque. Son expérience et son poste actuel la placent parmi les candidats potentiels. Le Zambien Samuel Maimbo, vice-président à la Banque mondiale, bénéficie d'un fort soutien de la SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe) et de son pays. Son expérience en tant que Chef de cabinet du Président de la Banque mondiale pourrait constituer un atout dans cette élection.

L'élection du président de la BAD est un processus rigoureux et bien structuré. Le Conseil des gouverneurs, composé des représentants des 80 pays membres, joue un rôle clé dans cette élection. Le poids de chaque pays lors du vote dépend de sa participation au capital de la Banque.

Le Marocain Rabah Arezki, ancien économiste en chef à la BAD et pour la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) de la Banque mondiale, possède une expertise notable en matière de gouvernance économique et de gestion des connaissances. Frannie Léautier, la Tanzanienne, PDG de SouthBridge Investments, a occupé divers rôles de leadership à la Banque mondiale et à la BAD. Sa carrière diversifiée et ses compétences en matière d'investissement font d'elle une candidate redoutable.

L'élection du président de la BAD est un processus rigoureux et bien structuré. Le Conseil des gouverneurs, composé des représentants des 80 pays membres, joue un rôle clé dans cette élection. Le poids de chaque pays lors du vote dépend de sa participation au capital de la Banque. Les étapes du processus électoral comprennent le dépôt des candidatures, la vérification des critères d'éligibilité par le Comité directeur, et l'élection par scrutin secret lors des Assemblées annuelles. La transparence et la gouvernance de cette procédure sont essentielles pour maintenir la crédibilité de l'institution.

La diversité des candidats reflète l'importance stratégique de la BAD pour le continent africain. La prochaine présidence aura un impact majeur sur l'orientation future de la Banque, notamment en ce qui concerne les défis économiques, environnementaux et sociaux. Qu'il s'agisse d'un candidat d'Afrique centrale pour la première fois ou d'un autre leader africain, l'élection de 2025 sera déterminante pour l'avenir de la BAD et, par extension, pour le développement de l'Afrique.■







Une institution en mutation

Avec des résultats financiers records pour l'année 2023 et une augmentation significative de son capital autorisé, la BAD a renforcé sa capacité à financer des projets ambitieux pour le développement de l'Afrique.

Par Vanessa ITGNIA

Seule institution financière notée AAA sur le continent, le Groupe de la Banque africaine de développement est *«en très bonne santé financière »*, assure son président Adesina Akinwumi. En effet, la Banque a enregistré « de très bons résultats financiers » pour l'année 2023. Dans son bilan présenté aux actionnaires à l'occasion des Assemblées annuelles, M. Adesina a indiqué que les revenus provenant des prêts et des placements de trésorerie ont augmenté, faisant passer le revenu bancaire de 775 millions de dollars en 2022 à 1,73 milliard de dollars en 2023, soit une hausse de 123 %. Quant au bénéfice net avant distributions, il s'élève à 406 millions d'Unités de compte (545 millions de dollars), le plus élevé de l'histoire de la banque. Le montant alloué aux réserves (250 millions d'UC, soit 335 millions de dollars) est également le plus élevé que la banque ait jamais enregistré.

En marge des Assemblées annuelles 2024 tenues à Nairobi, au Kenya, le Conseil des gouverneurs a approuvé, le 2 juin dernier, une augmentation générale du capital exigible de 117 milliards de dollars (88,1 milliards d'Unités de compte) pour renforcer la puissance financière de la banque. Cette approbation porte le capital autorisé de la banque de 201 milliards de dollars (152 milliards d'UC) à 318 milliards de dollars (240 milliards d'UC). L'opération vise à préserver sa capacité de prêt et à répondre aux exigences des agences de notation. « La Banque grandit, et nous serons à la hauteur et plus audacieux dans nos projets ! », a promis M. Adesina. Le capital exigible supplémentaire, dit-il, permet à la BAD de maintenir et de tirer parti de sa puissance de feu, tout en préservant sa notation. « C'est une démonstration majeure de la foi et de la confiance que nos actionnaires placent en nous, et en notre capacité à bien utiliser nos ressources pour mobiliser des capitaux supplémentaires afin d'en faire encore davantage », s'est-il félicité.

« En marge des Assemblées annuelles 2024 tenues à Nairobi, au Kenya, le Conseil des gouverneurs a approuvé, le 2 juin dernier, une augmentation générale du capital exigible de 117 milliards de dollars (88,1 milliards d'Unités de compte) pour renforcer la puissance financière de la banque.

La Banque africaine de développement compte 80 pays actionnaires, dont 26 pays non africains (non régionaux). Ces derniers possèdent 40 % du capital de la banque, et cette composition mixte fait que, si le Nigeria est le premier actionnaire avec 8,5 % des voix, les États-Unis sont le deuxième avec 6,6 % des voix. Les pays du G7 détiennent environ 27 % du capital.

La capacité de la BAD à attirer des financements et à maintenir une notation AAA repose sur la confiance de ses actionnaires et sur sa gestion financière prudente. Sous la direction d'Adesina, la BAD a non seulement renforcé sa position financière, mais a également élargi son influence et sa capacité à financer des projets de grande envergure à travers l'Afrique. Les investissements dans les infrastructures, l'énergie, l'agriculture, et l'amélioration des conditions de vie montrent une orientation stratégique vers un développement durable et inclusif.■



Un horizon incertain...

Malgré ses bons résultats financiers, la Banque Africaine de Développement (BAD) doit relever de nouveaux défis.

Par Georges Auréole BAMBA



Conformément aux recommandations du G20 destinées aux banques multilatérales de développement, la BAD a récemment lancé plusieurs initiatives visant à optimiser son bilan afin de répondre aux besoins considérables de ses clients publics et privés. L'une des initiatives phares est l'émission de capital hybride sur le marché mondial des capitaux, une première dans l'histoire des banques multilatérales de développement. Ce capital hybride de 750 millions de dollars bénéficiera d'un effet de levier significatif, multipliant par trois à quatre la capacité de prêt de la Banque. Max Ndiaye, directeur du Département syndication, cofinancement et solutions clients (FIST) de la BAD, souligne que ces innovations internes ont permis de mobiliser environ 10 milliards de dollars au cours des dix dernières années, réinvestis stratégiquement dans les priorités de la BAD, notamment les High 5.

Une autre avancée notable sous l'administration d'Adesina est l'approbation par le Conseil d'administration du FMI de l'utilisation des droits de tirage spéciaux (DTS) comme capital hybride. Cette décision devrait faciliter la canalisation de 20 milliards de dollars de DTS provenant de pays riches à travers les banques multilatérales de développement, mobilisant ainsi jusqu'à 80 milliards de dollars.

Parallèlement, un autre défi crucial consiste à attirer les investissements du secteur privé, essentiels pour accélérer la transformation économique de l'Afrique et faire face aux chocs multiples. Selon M. Adesina, cette réforme est indispensable pour créer ce qu'il appelle la « banque des solutions adaptées », capable d'agilité, de rapidité et de réactivité. Ainsi, la BAD doit évoluer d'une institution financière traditionnellement axée sur le secteur public vers une entité davantage tournée vers le secteur privé. Cela nécessitera une adaptation des instruments et des processus pour les rendre plus souples et mieux adaptés aux besoins du secteur privé.

Une autre avancée notable sous l'administration d'Adesina est l'approbation par le Conseil d'administration du FMI de l'utilisation des droits de tirage spéciaux (DTS) comme capital hybride. Cette décision devrait faciliter la canalisation de 20 milliards de dollars de DTS provenant de pays riches à travers les banques multilatérales de développement, mobilisant ainsi jusqu'à 80 milliards de dollars.

Face aux défis mondiaux croissants tels que les tensions géopolitiques, l'inflation persistante, la hausse des prix alimentaires et énergétiques, ainsi que les changements climatiques, il est largement admis que les seules ressources gouvernementales ne seront pas suffisantes pour répondre aux besoins de développement de l'Afrique. Ainsi, la BAD vise à renforcer le rôle crucial du secteur privé, que ce soit dans la lutte contre le changement climatique, l'élargissement de l'accès des pays aux marchés de capitaux mondiaux, le soutien aux entreprises ou la promotion d'infrastructures rentables via des partenariats public-privé.

Dans cette optique, la BAD a mis en place plusieurs initiatives, dont une plateforme de garantie autonome pour l'Afrique regroupant toutes les garanties partielles de risque et de crédit pour atténuer les risques à grande échelle pour les investisseurs. Le projet de création d'une agence de notation de crédit africaine indépendante est également envisagé afin d'assurer des évaluations équitables des risques en Afrique. Enfin, la BAD prévoit de tripler ses opérations de financement non souveraines pour les porter à 7,5 milliards de dollars par an au cours de la prochaine décennie, renforçant ainsi son engagement envers le secteur privé.

Du reste, bien que la BAD affiche une santé financière robuste, l'organisation se trouve à un tournant critique où elle doit transformer ses stratégies et ses opérations pour répondre efficacement aux nouveaux défis économiques et environnementaux tout en soutenant le développement durable de l'Afrique.■

Jeux paralympiques 2024

L'Afrique en toute discrétion

Freiné par l'effet Covid à Tokyo 2021, où il n'avait récolté que 57 médailles, loin des 99 ramenées de Rio de Janeiro en 2016, le continent africain se présente à Paris avec peu de certitudes de faire mieux, ses meilleures chances ayant par ailleurs pris de l'âge.



Par Emmanuel Gustave Samnick

Les Jeux Paralympiques, institués en 1960 à Rome, sont nés de la volonté de Sir Ludwig Guttmann d'offrir une plateforme sportive aux soldats blessés de la Seconde Guerre mondiale. Depuis, ils ont évolué pour devenir un événement mondial célébrant les réalisations des athlètes en situation de handicap, tout en sensibilisant le public à l'inclusion et à l'égalité.

La République d'Afrique du Sud est à coup sûr une destination privilégiée pour les sports paralympiques. La preuve ? Le sauteur en longueur français (d'origine comorienne) Arnaud Assoumani, 38 ans, recordman du monde et quintuple médaillé paralympique, est allé s'entraîner là-bas pour préparer sa 6ème olympiade qu'il dispute à domicile, à Paris 2024. Mais le pays d'Oscar Pistorius, le quadruple médaillé d'or paralympique et premier athlète handisport autorisé à courir avec des personnes valides lors des JO de Londres 2012, dont la célébrité fut ensuite amplifiée par un fait divers (condamné en 2013 à 13 ans de réclusion pour avoir tué sa compagne), a également une grande tradition paralympique. Ayant récolté quatre médailles d'or à Tokyo 2021, autant que la Tunisie, premier pays africain, le Nigeria et le Maroc, la ''nation arc-en-ciel'' arrive avec 26 athlètes dans la capitale française qui accueille, du 28 août au 8 septembre, les 17ème Jeux paralympiques de l'histoire. Trois médaillés sud-africains de Tokyo sont encore du voyage : le cycliste Pieter du Preez, et les coureuses sur piste Louzanne Coetzee (aveugle, argent au 1500m et argent au marathon) et Sheryl James (paralysie cérébrale, bronze au 400m).

Des sports anciens...

L'autre place forte africaine du handisport est l'Égypte. L'ancienneté de sa civilisation y est aussi pour quelque chose. L'une des disciplines vedettes des Jeux paralympiques, la boccia, tire d'ailleurs son origine de l'Égypte antique où elle se pratiquait déjà telle que représentée sur des gravures datant de 5200 avant J-C. Proche de la pétanque mais jouée sur fauteuil roulant avec des ballons de couleurs différentes, la boccia est dominée aujourd'hui par la Corée, le Portugal et le Brésil. Même s'il présentera des joueurs de boccia pour sa 14ème paralympiade à Paris, le pays des Pharaons n'a toutefois que peu de





chances d'y briller. Tout comme au goalball chez les messieurs, où, 18e nation mondiale de la discipline, l'Égypte fait partie des 12 équipes qualifiées et se retrouve dans le groupe B, avec la Chine, vice-championne olympique en titre, le Japon (6e mondial) et l'Ukraine (8e mondiale). Sachant que dans le groupe A se trouve le champion paralympique en titre et triple champion du monde, le Brésil, ainsi que les États-Unis, l'Iran et la France, les chances de l'Afrique de figurer au podium de cette discipline sont trop minces… Le goalball, pratiqué par les déficients visuels, est avec la boccia, l'une des deux seules disciplines paralympiques qui n'ont pas d'équivalent olympique.

L'Égypte sera aussi présente avec son équipe de volleyball messieurs, le tennis de table (dames et messieurs) ainsi que deux nageurs. Quant à la Tunisie, arrivée en tête au classement des pays africains à Tokyo 2021 avec 11 médailles dont quatre en or, elle vient seulement avec 12 sportifs en misant surtout sur les cinq

> **L'une des disciplines vedettes des Jeux paralympiques, la boccia, tire d'ailleurs son origine de l'Égypte antique où elle se pratiquait déjà telle que représentée sur des gravures datant de 5200 avant J-C.**

de l'athlétisme, dont la médaillée d'or et recordwoman paralympique de lancer de poids, Raoua Tlili, qui, à 34 ans, dispute peut-être sa dernière grande compétition.

Le Maroc, avec ses 25 représentants, a des chances de podium au football à cinq, dans le taekwondo et surtout en athlétisme où le sprinter Abdeslam Hili avait remporté la première des quatre médailles d'or du royaume chérifien lors des Jeux paralympiques de Tokyo 2021 en battant le record du monde du 400m.

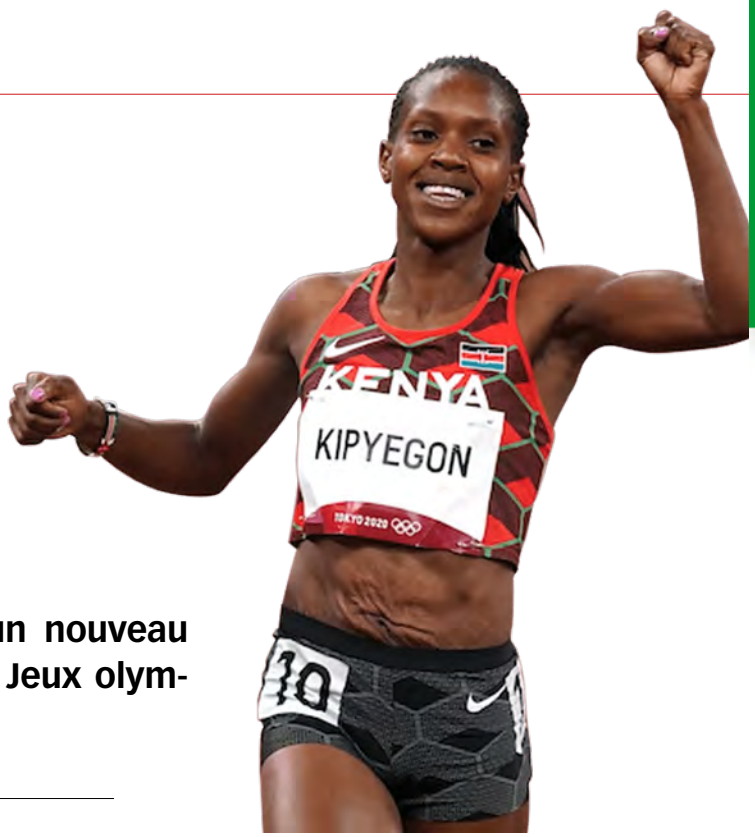
D'une manière générale cependant, avec les retraites actées après Tokyo 2021 de l'haltérophile nigériane Lucy Ejike (46 ans, 3 médailles d'or en six jeux) et du coureur de fond et demi-fond marocain El Amine Chentouf (43 ans, trois records du monde aux 5000m, 10 000m et marathon et une seule minute de plus que le record du monde du 5000m établi par un valide), la délégation paralympique africaine se présente à Paris forcément diminuée et est à la recherche de nouvelles icônes.

En Afrique, malgré quelques succès notables, les Jeux Paralympiques restent largement sous-médiatisés. Le manque de couverture médiatique contribue à une faible reconnaissance et à un soutien limité pour les athlètes paralympiques, rendant leur parcours encore plus difficile. Une meilleure médiatisation et des investissements accrus sont essentiels pour soutenir ces athlètes et encourager la participation aux sports paralympiques à travers le continent.▪

PORTRAIT

Faith Kipyegon

L'étoile brillante de l'athlétisme africain



La championne aux pieds ailés a un nouveau rendez-vous avec l'histoire lors des Jeux olympiques de Paris.

Par Vanessa ITGNIA

La coureuse kenyane Faith Kipyegon incarne l'excellence et la résilience du sport africain. À l'aube des Jeux olympiques de Paris 2024, elle porte les espoirs de tout un continent, galvanisant les aspirations de millions de jeunes athlètes africains. Son parcours exceptionnel, marqué par des exploits retentissants, la place au sommet de l'athlétisme mondial depuis plusieurs années et fait d'elle une figure emblématique pour les passionnés de sport et au-delà.

Une ascension fulgurante

Née le 10 janvier 1994 dans la vallée du Rift au Kenya, Faith Kipyegon s'est rapidement imposée comme une étoile montante du demi-fond. Dès son adolescence, elle fait parler d'elle en remportant des titres mondiaux juniors. Mais c'est en 2016, lors des Jeux olympiques de Rio, qu'elle se révèle aux yeux du monde entier en décrochant la médaille d'or du 1500 mètres. Son style de course, alliant grâce et puissance, lui permet de dominer ses concurrentes avec une aisance déconcertante.

Les années suivantes voient Kipyegon confirmer son statut de légende vivante. En 2017, elle ajoute à son palmarès le titre de championne du monde à Londres. Malgré une pause maternité en 2018, elle revient plus forte que jamais, démontrant une détermination et une résilience hors du commun. Aux Jeux olympiques de Tokyo 2020, elle réalise l'exploit de conserver son titre olympique, devenant la première femme à le faire sur 1500 mètres depuis 1980.

La quête de l'excellence

Faith Kipyegon n'est pas seulement une athlète d'exception ; elle est aussi une source d'inspiration. Pour de nombreux jeunes africains, son parcours illustre que la discipline, le travail acharné et la persévérance peuvent mener aux sommets. En dehors des pistes, elle s'engage activement pour promouvoir l'éducation et l'égalité des genres, faisant écho à son propre chemin marqué par le dépassement des obstacles socio-culturels.

À l'approche des Jeux olympiques de Paris 2024, les attentes placées en elle sont immenses. Ses récentes performances, notamment ses records du monde sur 1500 mètres et le mile féminin en 2023, témoignent de sa forme éblouissante. Elle ne cesse de repousser les limites, et à quelques semaines seulement des Jeux de Paris, elle a encore fait vibrer le monde de l'athlétisme en établissant un nouveau record du monde du 1500 mètres avec un temps impressionnant de 3 :49.11 lors du meeting de Paris le 7 juillet, consolidant ainsi son statut de légende vivante de la discipline.

> **Pour l'Afrique, Faith Kipyegon est bien plus qu'une championne. Elle est une source de fierté et un symbole d'unité. Ses victoires rappellent la richesse et le potentiel inexploré du sport africain. Elle inspire une nouvelle génération de jeunes filles à rêver grand et à croire en leurs capacités, peu importe les défis. Les Jeux olympiques de Paris 2024 représentent une nouvelle étape dans son incroyable carrière.**

L'espoir d'un continent

Pour l'Afrique, Faith Kipyegon est bien plus qu'une championne. Elle est une source de fierté et un symbole d'unité. Ses victoires rappellent la richesse et le potentiel inexploré du sport africain. Elle inspire une nouvelle génération de jeunes filles à rêver grand et à croire en leurs capacités, peu importe les défis. Les Jeux olympiques de Paris 2024 représentent une nouvelle étape dans son incroyable carrière. Les fans et les observateurs du monde entier attendent avec impatience de voir jusqu'où elle peut aller. Mais une chose est sûre : chaque course de Faith Kipyegon est un hommage vibrant à la ténacité africaine. La Kenyane est aujourd'hui le reflet de l'espoir, de la détermination et du potentiel immense de l'Afrique. À Paris, elle ne courra pas seulement pour une médaille, mais pour inspirer des millions de personnes à travers le continent et le monde entier..■

CEMAC

UNE RÉGION RÉSILIENTE À FORT POTENTIEL DE CROISSANCE



Siège de la Commission de la CEMAC

LA CEMAC ET SES ATOUTS

Créée le 16 mars 1994, la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale compte six pays membres : le Cameroun, la Centrafrique, le Congo, le Gabon, la Guinée-Équatoriale et le Tchad. Elle couvre un territoire de 3,02 millions de km² représentant 1,99% de la surface habitable mondiale et compte environ 63,8 millions d'habitants en 2022 soit 0,77% de la population mondiale.

La position géographique de l'Afrique Centrale au cœur du Continent constitue un atout majeur pour le développement des échanges avec toutes les autres Communautés Économiques Régionales (CER) d'Afrique. La CEMAC c'est la seconde réserve forestière et deuxième bassin hydrologique du monde, une façade maritime riche en ressources halieutiques, des réserves minières et pétrolières et un fort potentiel agricole avec des terres arables abondantes.

LA COMMISSION DE LA CEMAC

Organe exécutif de la CEMAC, la Commission qui est en charge de la coordination des activités de plus d'une vingtaine d'organes, Institutions et institutions spécialisées que compte la CEMAC, est piloté depuis le 02 juin 2023, par un collège des Commissaires sous la Présidence de Monsieur Baltasar ENGONGA EDJO'O.

Le Président de la Commission place son mandat sous le signe du renforcement de la Gouvernance dans l'optique d'intensifier l'édification d'un réel marché commun. Ceci en associant étroitement le Secteur privé de la Communauté aux réflexions sur l'amélioration des échanges intracommunautaires, la diversification des économies de la CEMAC et l'essor dynamique dudit secteur, pourvoyeur d'emploi et porteur de croissance, dans un contexte de mise en œuvre prochaine de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF).

NOUS CONTACTER

Commission de la CEMAC, Siège provisoire au Parlement Communautaire, Malabo (GE)

cemac@cemac.int

Suivez nos actualités sur nos différentes plateformes numériques :

www.cemac.int
https://www.facebook.com/Page.Commission.Cemac
https://twitter.com/com_cemac
https://www.instagram.com/commission_cemac/

YAHIA BELASKRI
Écrivain



Les parcours migratoires et les idées reçues

Que n'entendons-nous pas à propos des *«migrants»* : émigrés, immigrés, sans-papiers, clandestins, réfugiés, demandeurs d'asile, exilés, déboutés -si, c'est vrai certains sont nommés ainsi-, déplacés, etc. Ceux qui partent n'ont pas les mêmes raisons et l'exil prend de multiples formes, l'envie de changer de pays, rejoindre sa famille, la fuite parce qu'il y a urgence, c'est le cas lorsqu'il y a des conflits mais aussi sous la pression de gouvernements dictatoriaux qui persécutent les voix libres, également pour des raisons économiques. Aucune distinction à l'arrivée, étranger il est, étranger il sera. Pas une seule fois, il n'est dit que ce sont des êtres humains, femmes et hommes qui ont une histoire, appartiennent à une culture, ont des aspirations, des rêves. Pas une seule fois, il n'y a la chair, le sang, les chagrins et les joies. Juste des adjectifs pour les nommer. Et l'anathème pour les isoler, les rejeter.

Pourtant le phénomène migratoire a toujours été intrinsèquement lié aux origines de l'humanité nous disent les historiens et les anthropologues. Et les migrations n'avaient pas un seul sens, du Sud vers le Nord.

Des frontières se sont élevées, physiques avant d'être mentales. Des murs ont été érigés ici et là, des barbelés ont été déroulés par la Hongrie à sa frontière avec la Serbie longue de 151 kms. Symbole absolu de la captivité, donc de l'éloignement, les barbelés déchirent les corps de Syriens, Irakiens et Afghans principalement, en l'année 2015. Puis les frontières ont pénétré les esprits et la peur a conquis les cœurs. Emerge ainsi la figure du bouc émissaire, l'étranger, principalement le Maghrébin, l'Arabe, l'Africain, le musulman.

Pourtant, ce n'est qu'en 1648 avec les traités de Westphalie que naissent les frontières que l'on connait. Longtemps, la frontière était mouvante avant de devenir réalité physique puis séparation et contrôle. Les états riches se sont enfermés de peur de *«l'invasion»* fantasmée.

Pourtant, ceux qui quittent leur pays ne partent pas loin généralement, ils s'abritent dans un pays limitrophe. Il y a 108, 4 millions de réfugiés dans le monde qui ont fui les persécutions ; 40% sont des enfants. Les pays qui accueillent le plus grand nombre de réfugiés sont la Turquie, l'Iran, la Colombie, le Pakistan et, en Europe, l'Allemagne. S'il y a un chiffre à retenir : 76% des réfugiés résident dans *« des pays à revenu faible ou intermédiaire »* tel que défini par le Parlement européen. On est loin des lubies qui circulent en Europe.

Ceux qui quittent leur pays ne partent pas loin généralement, ils s'abritent dans un pays limitrophe. Il y a 108, 4 millions de réfugiés dans le monde qui ont fui les persécutions ; 40% sont des enfants. Les pays qui accueillent le plus grand nombre de réfugiés sont la Turquie, l'Iran, la Colombie, le Pakistan et, en Europe, l'Allemagne. S'il y a un chiffre à retenir : 76% des réfugiés résident dans «des pays à revenu faible ou intermédiaire» tel que défini par le Parlement européen. On est loin des lubies qui circulent en Europe.

Enfin, l'article 13 de la déclaration universelle des droits de l'Homme adoptée le 10 décembre 1948 stipule en son alinéa 1 *«Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat »*, et dans son alinéa 2 *« Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays. »*

Alors, basta ! Celui qui vient d'ailleurs est un être humain qui nous ressemble et par conséquent *« chacun est unique, irremplaçable »* (Jean Bernard). Ne guérissez pas de votre cœur, c'est à cette seule condition que nous ferons humanité.▪

BADEA

Arab Bank
for Economic
Development
in Africa

“ 50 ans au service du Continent et de la coopération arabo-africaine au travers des investissements et du commerce”

“50 years at the service of Continent and of fostering Africa-Arab cooperation through investment and trade”

@BADEABANK

WWW.BADEA.ORG

AGL

AFRICA GLOBAL LOGISTICS



Au cœur des transformations de l'Afrique

aglgroup.com